

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 94

N° 6

JUIN-JUILLET 1905.

## PREMIÈRE PARTIE

## TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

### DANEMARK — RUSSIE

#### Convention d'arbitrage

Conclue à Saint-Pétersbourg le 16 février/1<sup>er</sup> mars 1905; échange des ratifications à Saint-Pétersbourg, le 11 avril (1).

#### CONVENTION

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye le 29 juillet 1899, désirant, en application des principes énoncés aux articles 15-19 de ladite convention, entrer en négociations pour la conclusion d'une convention d'arbitrage obligatoire, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Le Sieur *Poul Ludvig Ernst de Lövenørn*, Son Chambellan et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour Impériale de Russie, et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Excellence le Comte *Lamsdorff*, Son Secrétaire d'Etat, Conseiller Privé Actuel et Ministre des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour Permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 19 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'indépendance, ni aux

(1) Publiée dans *Løstidende*, du 18 mai 1905, p. 366. — Communication de M. Rüdinger, docteur en droit (Copenhague).



intérêts vitaux, ni à l'exercice de la souveraineté des pays respectifs et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes.

ART. 2. — Chaque partie juge de la question de savoir si le différend qui se sera produit met en cause son indépendance, ses intérêts vitaux ou l'exercice de sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas faire valoir des exceptions d'après l'article 2 dans les cas suivants :

I. En cas de contestations, lorsqu'il s'agit de l'interprétation ou de l'application de toute convention conclue ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes, et relatives :

1° Aux matières de droit international privé ;

2° Au régime des sociétés commerciales et industrielles légalement constituées dans l'un des pays ;

3° Aux matières de procédure soit civile, soit pénale et à l'extradition.

II. En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires lorsque l'obligation de verser une indemnité ou un autre paiement quelconque est reconnue en principe par les parties.

ART. 4. — La présente convention recevra son application même si les contestations qui viendraient à s'élever avaient leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion.

ART. 5. — Il est bien entendu que les articles précédents ne sont pas applicables aux différends entre les ressortissants des deux Etats contractants ou entre un ressortissant de l'un de ces Etats et l'autre Etat, — que les tribunaux des Etats respectifs seraient, d'après leur législation, compétents à juger.

ART. 6. — Lorsqu'il y aura lieu à un arbitrage entre Elles, les Hautes Parties contractantes, à défaut de clauses compromissaires contraires, se conformeront, pour tout ce qui concerne la désignation des arbitres et la procédure arbitrale, aux dispositions établies par la Convention signée à La Haye le 29 juillet 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, sauf en ce qui concerne les points indiqués ci-après.

ART. 7. — Aucun des arbitres ne pourra être sujet des Etats signataires de la présente Convention, ni domicilié dans leurs territoires. Ils ne devront avoir aucun intérêt dans les questions qui feront l'objet de l'arbitrage.

ART. 8. — S'il y a lieu, la sentence arbitrale contiendra l'indication des délais dans lesquels elle devra être exécutée.



ART. 9. — Le compromis prévu par l'article 31 de la Convention du 29 juillet 1899 fixera un terme en deans lequel devra avoir lieu l'échange entre les deux parties des mémoires et documents se rapportant à l'objet du litige. Cet échange sera terminé dans tous les cas avant l'ouverture des séances du Tribunal arbitral.

Ces stipulations ne portent aucune atteinte à ce qui a été arrêté par la Convention de La Haye concernant la seconde phase de la procédure arbitrale (art. 39) notamment aux dispositions des articles 43-49.

ART. 10. — La présente Convention aura la durée de dix ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurerait obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aurait dénoncée.

ART. 11. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications seront échangées à Saint-Petersbourg au plus tard le 14/1<sup>er</sup> avril 1903.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 1<sup>er</sup> mars/16 février 1903.

P. LOVENORN.

Comte LAMSDORF.

(L. S.)

(L. S.)

## GRANDE-BRETAGNE — SUISSE

### Convention additionnelle d'extradition

Signée à Londres le 29 juin 1904; échange des ratifications à Londres le 29 mars 1905 (1).

*Convention relative à un complément de l'article 18 du Traité d'Extradition conclu entre la Grande-Bretagne et la Suisse, le 26 Novembre 1880.*

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, ayant jugé nécessaire de prolonger les délais de trente jours, respectivement de deux mois, prévus,

*Convention supplementing article 18 of the extradition Treaty concluded between Great Britain and Switzerland, November 26, 1880.*

The Government of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Federal Council of the Swiss Confederation, having deemed it necessary to extend, so far as regards the relations of Switzerland with

(1) Présentée au Parlement anglais en juin 1903. Treaty series, 1905, n° 16.



pour les rapports de la Suisse avec les Colonies et possessions étrangères de la Grande-Bretagne, par l'article 3, alinéa 3, et par l'article 8 du Traité conclu le 26 novembre 1880, entre feu Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, etc., et le Conseil Fédéral Suisse concernant l'extradition des personnes accusées ou condamnées, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Est ajoutée au premier alinéa de l'article 18 du Traité d'extradition la disposition suivante :

« Toutefois, dans les rapports de la Suisse avec ces colonies et possessions étrangères, le délai prévu par l'article 3, alinéa 3, pour la demande d'extradition par voie diplomatique, sera de six semaines; et celui prévu par l'article 8 pour la production des preuves permettant d'accorder l'extradition, sera de trois mois de calendrier. »

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications en auront été échangées. Elle aura la même force et la même durée que le Traité d'extradition du 26 novembre 1880, auquel elle se réfère.

Elle sera ratifiée, et les instruments de ratifications en seront échangés à Londres aussitôt que possible.

En foi de quoi les Soussignés ont apposé leurs signatures et leurs sceaux à la présente Convention.

Fait à Londres, en double expédition, le 29 juin 1904.

(L.S.) CARLIN.

the British Colonies and foreign possessions, the periods of thirty days and two months respectively fixed by article 3, paragraph 3, and article 8 of the Treaty concluded on the 26th November, 1880, between Her late Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, etc., and the Swiss Federal Council respecting the extradition of persons accused or condemned, the Undersigned, duly authorized to that effect by their respective Governments, have agreed as follows :

The following stipulation is added to the first paragraph of article 18 of the Treaty of Extradition:

« Nevertheless, so far as regards the relations of Switzerland with these Colonies and foreign possessions, the period of time fixed by article 3, paragraph 3, within which the requisition for extradition is to be made through the diplomatic channel, shall be six weeks; and that provided by article 8 for the production of proof sufficient to warrant the extradition shall be three calendar months. »

The present Convention shall come into force from the date when the ratifications shall be exchanged. It shall have the same force and duration as the Treaty of Extradition of the 26th November, 1880, to which it relates.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Convention, and have affixed their seals thereto.

Done at London, in duplicate, the 29th day of June 1904.

(L.S.) LANSDOWNE.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### ÉGYPTE — FRANCE

**Correspondance échangée entre le Ministère des Affaires Etrangères et l'Agence et Consulat général de France, relativement à l'application aux établissements catholiques, religieux ou d'enseignement, placés sous le protectorat de la France en Egypte, du régime de juridiction institué à l'égard des fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, envoyés de l'étranger en Egypte, par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1901 (1).**

Agence et Consulat général de France  
en Egypte. N° 33.

Le Caire, le 19 mai 1903.

Son Excellence Boutros Pacha Ghali, Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre,

Les établissements catholiques, religieux ou d'enseignement, placés sous le protectorat de la France en Egypte, ont exprimé le désir d'être soumis au régime de juridiction adopté par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1901, à l'égard des fonctionnaires diplomatiques ou consulaires envoyés de l'étranger en Egypte (missi).

Mon gouvernement m'ayant autorisé à conclure avec le Gouvernement de Son Altesse un arrangement modifiant dans ce sens le § 2 de l'art. 7 de la Convention du 10 novembre 1874, je prie Votre Excellence de vouloir bien prendre acte de ce qui précède et de me faire connaître l'assentiment du Gouvernement khédivial à cet arrangement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) : J. DE LA BOULINIÈRE.

---

Ministère des Affaires étrangères.  
N° 558.

Le Caire, le 28 mai 1903.

A Monsieur de la Boulinière, Ministre plénipotentiaire de France.

Monsieur le Ministre,

Par dépêche en date du 19 de ce mois, n° 33, vous avez bien voulu

---

(1) Voir décret du 1<sup>er</sup> mars 1901 ci-joint en annexe.



me faire connaître que les établissements catholiques, religieux ou d'enseignement, placés sous le protectorat de la France en Egypte, ont exprimé le désir d'être soumis au régime de juridiction adopté par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1901, à l'égard des fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, envoyés de l'étranger en Egypte (missi), et vous ajoutez que le Gouvernement de la République vous a autorisé à conclure avec le Gouvernement de Son Altesse un arrangement modifiant dans le sens ci-dessus le § 2 de l'art. 7 de la Convention du 10 novembre 1874.

Prenant acte de cette modification au § 2 de l'art. 7 de la Convention du 10 novembre 1874, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de S. A. le Khédive y donne son entière adhésion. Je viens, en même temps, d'aviser Son Excellence le Ministre de la Justice, que, à partir de ce jour, les établissements catholiques, religieux ou d'enseignement, placés sous le protectorat de la France en Egypte, sont régis par les dispositions du § 2 de l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> mars 1901, ainsi conçu :

« S'ils s'occupent de commerce ou d'industrie, s'ils possèdent ou exploitent des immeubles en Egypte, ils seront soumis à la juridiction des tribunaux mixtes égyptiens pour toutes les affaires commerciales ou industrielles, et pour toutes les actions réelles immobilières où leur qualité officielle ne sera pas en cause. »

Toutefois, je crois avoir à peine besoin de vous faire remarquer que cette expression « qualité officielle » n'a pas raison d'être en ce qui concerne un établissement religieux ou d'enseignement, car, évidemment, dans une opération d'achat ou de vente, les établissements de ce genre ne peuvent avoir aucune qualité officielle.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) : BOUTROS GHALI.

Agence et Consulat général de France  
en Egypte. N° 37.

Le Caire, le 29 mai 1903.

Son Excellence Boutros Pacha Ghali, Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence, en me faisant connaître, par sa lettre du 28 mai, n° 558, l'assentiment du Gouvernement de Son Altesse à l'arrangement étendant aux établissements religieux et d'enseignement protégés par la France les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> mars 1901, ne mentionne que le § 2 de l'art. 1<sup>er</sup> de ce décret. C'est là, j'en suis assuré, le résultat d'un oubli que je m'empresse de signaler à l'attention de Votre Excellence.

Il est bien entendu, en effet, que l'arrangement comprend également les dispositions du § 1<sup>er</sup> du décret ainsi conçu :

« Tous les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, envoyés de l'étranger en Egypte (missi) et leur famille, auront la faculté d'actionner les tiers devant les tribunaux mixtes égyptiens, sans cependant être justiciables de ces tribunaux comme défendeurs, sauf dans le cas de demandes reconventionnelles, jusqu'à concurrence de la demande principale. »



Je serai très obligé à Votre Excellence de vouloir bien me donner acte de cette rectification.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) : J. DE LA BOULINIÈRE.

---

Ministère des Affaires étrangères.  
N° 595.

Le Caire, le 6 juin 1903.

Monsieur de la Boulinière, Ministre de France.

Monsieur le Ministre,

Je ne vois pas d'objection à vous déclarer, en réponse à la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, le 29 mai dernier, que l'arrangement étendant aux établissements catholiques, religieux ou d'enseignement, protégés par la France en Egypte, les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> mars 1901, comprend non seulement le deuxième paragraphe de l'art. 1<sup>er</sup> de ce décret, mais aussi le § 1<sup>er</sup> ainsi conçu :

« Tous les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, envoyés de l'étranger en Egypte (missi) et leurs familles, auront la faculté d'actionner les tiers devant les tribunaux mixtes égyptiens, sans cependant être justiciables de ces tribunaux comme défendeurs, sauf dans le cas de demandes reconventionnelles, jusqu'à due concurrence de la demande principale. »

Si je n'avais pas reproduit le § 1<sup>er</sup> dans ma dépêche du 28 mai, c'est que ce paragraphe se rapporte spécialement à la situation des fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, envoyés de l'étranger en Egypte, et que c'est surtout le § 2 du même article qui intéresse les établissements religieux.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) : BOUTROS GHALI.

---

Agence et Consulat général de France.

Le Caire, le 28 juin 1904

Son Excellence Boutros Ghali Pacha, Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur des divergences d'interprétation qui se sont produites à l'occasion de l'arrangement intervenu entre nos deux gouvernements au sujet des établissements catholiques français ou placés sous le protectorat de la France. Je suis d'accord avec vous pour estimer que nous avons intérêt à déterminer avec précision la portée de notre accord, afin d'assurer son application conformément à nos intentions et d'écarter toute cause de malentendu.

Cet accord a pour but d'établir que les établissements catholiques,



religieux ou d'enseignement français, ou placés sous le protectorat de la France, « s'ils s'occupent de commerce ou d'industrie, s'ils possèdent ou exploitent des biens fonds en Egypte, seront soumis à la juridiction des tribunaux mixtes égyptiens, pour toutes les affaires commerciales ou industrielles, et pour toutes les actions réelles immobilières où leur qualité officielle n'est pas en cause », aussi bien comme défendeurs que comme demandeurs.

Il doit, d'autre part, être compris dans ce sens que notre commune intention a été, sauf l'unique modification prévue et déterminée ci-dessus, de maintenir intact le régime de juridiction appliqué jusqu'ici aux établissements.

Veuillez, etc.

(Signé) : J. DE LA BOULINIÈRE.

---

### ANNEXE :

#### **Décret sur la compétence des tribunaux mixtes à l'égard des fonctionnaires diplomatiques ou consulaires.**

(1<sup>er</sup> mars 1901.)

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu le règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte;

Après accord intervenu entre Notre Gouvernement et les Puissances qui ont adhéré à la Réforme judiciaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

Décrétons :

**ARTICLE PREMIER.** — Tous les fonctionnaires diplomatiques ou consulaires, envoyés de l'étranger en Egypte (missi), et leurs familles, auront la faculté d'actionner les tiers devant les tribunaux mixtes égyptiens, sans cependant être justiciables de ces tribunaux comme défendeurs, sauf dans le cas de demandes reconventionnelles jusqu'à due concurrence de la demande principale.

S'ils s'occupent de commerce ou d'industrie, s'ils possèdent ou exploitent des immeubles en Egypte, ils seront soumis à la juridiction des tribunaux mixtes égyptiens, pour toutes les affaires commerciales ou industrielles, et pour toutes les actions réelles immobilières, où leur qualité officielle ne sera pas en cause.

Tous les autres fonctionnaires non compris dans le premier paragraphe du présent article, ainsi que les cawas, seront assujettis à la juridiction mixte pour toutes les affaires ne concernant pas leurs fonctions officielles.

**ART. 2.** — Ces dispositions entreront en vigueur un mois après la publication qui en sera faite dans les formes prévues par l'article 35, titre I du Règlement d'organisation judiciaire.



ART. 3. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 1<sup>er</sup> mars 1901.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,*

MOUSTAPHA FEHMY.

*Le Ministre des Affaires étrangères,*

BOUTROS GHALI.

*Le Ministre de la Justice,*

IBRAHIM FOUAD.

---



TROISIÈME PARTIE

---

ARBITRAGES INTERNATIONAUX

---

TRIBUNAL D'ARBITRAGE

CONSTITUÉ EN EXÉCUTION DU PROTOCOLE DE TOKIO

DU 28 AOUT 1902

---

BAUX PERPÉTUELS AU JAPON<sup>(1)</sup>

---

Protocole de Tokio du 28 août 1902.

TEXTE FRANCAIS

PROTOCOLE

Attendu qu'un désaccord s'est produit entre le Gouvernement du Japon, d'une part, et les Gouvernements de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne, d'autre part, touchant le sens réel et la portée des traités respectifs et autres engagements existant entre eux, c'est-à-dire :

Paragraphe 4 de l'article XVIII du Traité de commerce et de navigation du 4 avril 1896 entre le Japon et l'Allemagne : « Sobald diese Einverleibung erfolgt » (c'est-à-dire : quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés dans les communes respectives du Japon) « sollen die bestehenden, zeitlich « unbegrenzten Ueberlassungsverträge, unter welchen jetzt in den « gedachten Niederlassungen Grundstücke besessen werden, bestätigt « und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen ir- « gend einer anderen Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden « Ueberlassungsverträgen enthalten sind » ; et § 3 de la communication complémentaire de même date du Secrétaire d'Etat des Affaires Étran-

---

(1) *Documents concernant la procédure arbitrale* : I. Mémoire présenté par les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne; Contre-mémoire et conclusions présentés par les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne; Objections au contre-mémoire japonais; Réponse présentée par les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne. — II. Mémoire et contre-mémoire japonais; Statement of objections of the Imperial Japanese Government to the contre-mémoire and conclusions of the Governments of Germany, France, and Great Britain; Replies of the Imperial Japanese Government to the objections of the Government of Germany, France and Great Britain. — Cf. aussi Recueil des Actes et protocoles publié par le Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage (Novembre 1904-Mai 1905).



gères de l'Empire d'Allemagne au Ministre du Japon à Berlin : « 3. dass, »  
 « da das Eigenthum an den im Artikel XVIII des Vertrages erwähnten »  
 « Niederlassungsgrundstücken dem Japanischen Staate verbleibt, die »  
 « Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke ausser »  
 « dem kontraktmäßigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend »  
 « welcher Art nicht zu entrichten haben werden, » et l'alinéa suivant  
 de la réponse du Ministre du Japon de même date à la précédente  
 communication : « dass die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdruck »  
 « gebrachten Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte »  
 « an Grundstücken, die Errichtung von Waarenhäusern, die Steuer- »  
 « freiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die »  
 « Erhaltung wohlerworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum »  
 « Gegenstande haben, in allen Punkten zutreffend sind » ;

Paragraphe 4 de l'article XXI du Traité révisé du 4 août 1896 entre le Japon et la France : « Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, » (c'est-à-dire : lorsque les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon ; et lorsque les autorités japonaises compétentes auront assumé toutes les obligations et tous les devoirs municipaux, et que les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers auront été transférés auxdites autorités) « les baux à perpétuité en vertu »  
 « desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans »  
 « les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne »  
 « donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou »  
 « conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans »  
 « les baux en question » ;

Paragraphe 4 de l'Article XVIII du Traité révisé du 16 juillet 1894 entre le Japon et la Grande-Bretagne : « When such incorporation takes place, » (c'est-à-dire : quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon)  
 « existing leases in perpetuity under which property is now held in the »  
 « said Settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever »  
 « other than those contained in such existing leases shall be imposed »  
 « in respect of such property » ;

Attendu que le litige n'est pas susceptible d'être réglé par la voie diplomatique ;

Attendu que les Puissances en désaccord, cosignataires de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, ont résolu de terminer ce différend, en soumettant la question à un arbitrage impartial suivant les stipulations de ladite Convention ;

Lesdites Puissances ont, dans le but de réaliser ces vues, autorisé les Représentants ci-dessous désignés, à savoir :

Le Gouvernement Français : M. G. Dubail, Ministre Plénipotentiaire, Chargé d'Affaires de la République Française ;

Le Gouvernement Allemand : M. le Comte d'Arco Valley, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse ;

Le Gouvernement de Grande-Bretagne : Sir Claude Maxwell Mac Donald, G. C. M. G., K. C. B., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne :



Le Gouvernement du Japon : M. le Baron Komura Jutaro, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté l'Empereur du Japon,  
A conclure le protocole suivant :

I. — Les Puissances en litige décident que le Tribunal Arbitral auquel la question sera soumise en dernier ressort sera composé de trois membres pris parmi les Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye et qui seront désignés de la manière suivante :

Chaque Partie, aussitôt que possible, et dans un délai qui n'excédera pas deux mois à partir de la date de ce Protocole, devra nommer un arbitre et les deux arbitres, ainsi désignés, choisiront ensemble un surarbitre. Dans le cas où les deux arbitres n'auront pas, dans le délai de deux mois, après leur désignation, choisi un surarbitre, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège sera prié de nommer un surarbitre.

II. — La question en litige sur laquelle les Parties demandent au Tribunal Arbitral de prononcer une décision définitive est la suivante :

Oui ou non, les dispositions des traités et autres engagements ci-dessus mentionnés exemptent-elles seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, — ou bien exemptent-elles les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, — de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question?

III. — Dans le délai de huit mois après la date de ce Protocole, chaque Partie devra remettre aux différents membres du Tribunal et à l'autre Partie les copies complètes, écrites ou imprimées, de son mémoire contenant toutes pièces à l'appui et arguments produits par elle au présent arbitrage. Dans un délai de six mois au plus après cette remise, une communication semblable sera faite de copies manuscrites ou imprimées, des contremémoires, pièces à l'appui et conclusions finales des deux Parties : il est bien entendu que ces répliques, documents additionnels et conclusions finales devront se limiter à répondre au principal et aux argumentations produites précédemment.

IV. — Chaque Partie aura le droit de soumettre au Tribunal Arbitral comme instruments à faire valoir, tous les documents, mémoires, correspondances officielles, déclarations ou actes officiels ou publics se rapportant à l'objet de l'arbitrage et qu'elle jugera nécessaires. Mais, si dans les mémoires, contremémoires ou arguments soumis au Tribunal, l'une ou l'autre Partie s'est référée ou a fait allusion à un document ou papier en sa possession exclusive, dont elle n'aura pas joint la copie, elle sera tenue, si l'autre Partie le juge convenable, de lui en donner la copie dans les trente jours qui en suivront la demande.

V. — Chacune des Parties peut, si elle le juge convenable, mais sous la réserve d'un droit de réponse de la part de l'autre Partie, dans un temps qui sera fixé par le Tribunal Arbitral, présenter à telles fins que celui-ci jugera utiles, un état de ses objections aux contremémoires, instruments additionnels et conclusions finales de l'autre Partie, dans le cas où ces documents ou l'un d'eux n'auraient pas trait à la question, seraient erronés ou ne se limiteraient pas à répondre strictement au mémoire principal et à son argumentation.



VI. — Ni papiers, ni communications soit écrites, soit orales, autres que ceux prévus par les paragraphes III et V de ce Protocole ne devront être acceptés ou pris en considération dans le présent arbitrage, à moins que le Tribunal ne demande à l'une ou l'autre Partie une explication ou information supplémentaire qui devra être donnée par écrit. Dans ce cas, l'autre Partie aura le droit de présenter une réponse écrite dans un délai à fixer par le Tribunal.

VII. — Le Tribunal se réunira en un lieu indiqué plus tard par les Parties, aussitôt que possible, mais ni avant deux mois ni plus tard que trois mois à dater de la remise des contremémoires, prévue au paragraphe III de ce Protocole; il procédera avec impartialité et soin à l'examen et au jugement du litige. Le jugement du Tribunal sera prononcé autant que possible dans le délai d'un mois après la clôture par le Président des débats de l'arbitrage.

VIII. — Dans cet arbitrage, le Gouvernement Japonais sera considéré comme étant l'une des Parties, et les Gouvernements Français, Allemand et de la Grande-Bretagne conjointement comme étant l'autre Partie.

IX. — En tout ce qui n'est pas prévu par le présent Protocole, les stipulations de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux seront appliquées à cet arbitrage.

Fait à Tokio le 28 août mil neuf cent deux, correspondant au 28<sup>e</sup> jour du huitième mois de la trente-cinquième année de Meiji.

(Signé) : G. DUBAIL.

(Signé) : JUTARO KOMURA.

#### TEXTE ANGLAIS

(Voir *Archives diplomatiques*, 1903, vol. IV, n<sup>o</sup> 11-12, p. 157.)

#### TEXTE ALLEMAND

##### PROTOKOLL

In der Erwägung,

Dass zwischen den Regierungen von Deutschland, Frankreich und Gross Britannien einerseits und der Japanischen Regierung andererseits ein Streitfall über den wahren Sinn und die Bedeutung der nachstehend aufgeführten Bestimmungen der zwischen ihnen abgeschlossenen Verträge und anderen Vereinbarungen entstanden ist, nämlich :

Artikel XVIII Absatz 4 des Handels-und Schiffsahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und Japan vom 4. April 1896 :

« Sobald diese Einverleibung erfolgt, » (das heisst, sobald die einzelnen Fremdenniederlassungen in Japan den betreffenden Japanischen Gemeinden einverleibt sein werden) « sollen die bestehenden, zeitlich  
« unbegrenzten Ueberlassungsverträge, unter welchen jetzt in den  
« gedachten Niederlassungen Grundstücke besessen werden, bestätigt  
« und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen irgend  
« einer anderen Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden Ue-  
« berlassungsverträgen enthalten sind » ;



ferner Ziffer 3 der Note des Kaiserlich Deutschen Staatssekretärs des Auswärtigen Amts vom selben Tage an den Kaiserlich Japanischen Gesandten in Berlin :

« 3. dass, da das Eigenthum ad den im Artikel XVIII des Vertrages  
« erwähnten Niederlassungsgrundstücken dem Japanischen Staate ver-  
« bleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke  
« ausser dem kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern  
« irgend welcher Art nicht zu entrichten haben werden » ;

und im Absatz 1 der Erwiderung des Japanischen Gesandten vom selben Tage auf die vorhergehende Note :

« Dass die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdruck gebrachten  
« Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grund-  
« stücken, die Errichtung von Waarenhäusern, die Steuerfreiheit der  
« Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung  
« wohlerworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegenstande  
« haben, in allen Punkten zutreffend sind » ;

Artikel XXI Absatz 4, des revidirten Vertrages zwischen Frankreich und Japan vom 4. August 1886 :

« Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, »  
(das heisst, sobald die einzelnen Fremdenniederlassungen in Japan den betreffenden Japanischen Gemeinden einverleibt sein und Bestandtheile der Japanischen Gemeindem bilden werden ; und sobald die zuständigen Japanischen Behörden alle municipalen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen übernommen haben und die municipalen Gelder und Vermögensgegenstände, welche diesen Niederlassungen gehören, den genannten Japanischen Behörden übergeben sein werden), « les baux à perpétuité  
« en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés  
« dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature  
« ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou  
« conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans  
« les baux en question » ; und

Artikel XVIII Absatz 4 des revidirten Vertrages vom 16. Juli 1894 zwischen Gross Britannien und Japan :

« When such incorporation takes place, » (das heisst, sobald die einzelnen Fremdenniederlassungen in Japan den betreffenden Japanischen Gemeinden einverleibt sein werden) « existing leases in per-  
« petuity under which property is now held in the said Settlements  
« shall be confirmed, and no conditions whatsoever other than those  
« contained in such existing leases shall be imposed in respect of such  
« property » ;

In der Erwägung,

das der Streitfall auf gewöhnlichem diplomatischen Wege nicht erledigt werden kann ; und in der

Erwägung,

dass die betheiligten Mächte, welche Signatarmächte des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle sind, beschlossen haben, den Streitfall dadurch zu erledigen, dass sie denselben in Gemässheit der Bestimmungen des vorerwähnten Abkommens einem unparteiischen Schiedsgericht unterbreiten ;



haben die genannten Regierungen zur Ausführung dieses Entschlusses die nachstehenden Vertreter, nämlich :

die Regierung von Deutschland :

den Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Seiner Majestät des Deutschen Kaisers, Königs von Preussen, Herrn Grafen von Arco Valley ;

die Regierung von Frankreich :

den Bevollmächtigten Minister, Geschäftsträger von Frankreich, Herrn G. Dubail ;

die Regierung von Gross Britannien :

den Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Seiner Majestät des Königs von Gross Britannien, Sir Claude Maxwell Mac Donald, G. C. M. G., K. C. B. ;

die Regierung von Japan :

den Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Seiner Majestät des Kaisers von Japan, Herrn Baron Komura Jutaro ;

ermächtigt, das nachstehende Protokoll abzuschliessen :

I. — Die an dem Streitfall beteiligten Regierungen kommen dahin überein, dass das Schiedsgericht, welchem der Streitfall zur endgültigen Entscheidung vorzulegen ist, aus drei Mitgliedern bestehen soll, die dem ständigen Schiedshof im Haag angehören und in nachstehender Weise zu bestimmen sind :

Jede Partei hat so bald wie möglich, jedenfalls nicht später als zwei Monate nach dem Datum dieses Protokolls, einen Schiedsrichter zu ernennen, und die beiden so ernannten Schiedsrichter haben gemeinschaftlich einen Obmann zu wählen. Wenn die beiden Schiedsrichter zwei Monate nach ihrer Ernennung einen Obmann noch nicht gewählt haben, so soll Seine Majestät der König von Schweden und Norwegen gebeten werden, einen Obmann zu ernennen.

II. — Die Streitfrage, über welche die in diesem Schiedsverfahren streitenden Parteien eine endgültige Entscheidung des Schiedsgerichts erbitten, ist folgende :

Befreien die vorerwähnten Bestimmungen der Verträge und übrigen Vereinbarungen lediglich den Grund und Boden, welcher unter den zeitlich unbegrenzten, von der Japanischen Regierung oder für dieselbe abgeschlossenen Ueberlassungsverträgen besessen wird, oder befreien sie Grund und Boden *und* Gebäude jeglicher Art, welche auf diesem Grund und Boden errichtet sind oder in der Folge errichtet werden sollten, von allen Abgaben, Steuern, Lasten, Contributionen oder Bedingungen jeder Art, welche nicht ausdrücklich in den betreffenden Ueberlassungsverträgen festgesetzt sind ?

III. — Innerhalb von acht Monaten, vom Datum dieses Protokolls an gerechnet, soll jede Partei den einzelnen Mitgliedern des Schiedsgerichts und der Gegenpartei in je einem Exemplar eine vollständige, geschriebene oder gedruckte Darstellung des Streitfalls, ihrer Gründe und des Beweismaterials überreichen, auf welche sie sich in dem gegenwärtigen Schiedsverfahren stützt. Innerhalb von weiteren sechs Monaten haben beide Parteien in gleicher Weise in geschriebener oder gedruckter Form



ihre Gegenvorstellungen nebst deren schliesslicher Begründung sowie das ergänzende Beweismaterial einzureichen; diese Gegenvorstellungen, deren Begründung und das ergänzende Beweismaterial sollen indessen lediglich eine Erwiderung auf die von der Gegenpartei eingereichte Darstellung des Streitfalls, auf dessen Begründung und auf das darauf bezügliche Beweismaterial enthalten.

IV. — Jeder Partei steht das Recht zu, dem Schiedsgericht als Beweismaterial alle diejenigen Urkunden, Schriftstücke, amtlichen Correspondenzen und anderen offiziellen oder öffentlichen Erklärungen und Akten über den Streitgegenstand zu unterbreiten, deren Vorlegung sie als nothwendig erachtet. Wenn aber eine Partei in ihrer Darstellung des Streitfalls, ihrer Gegenvorstellung oder Begründung ein in ihrem ausschliesslichen Besitz befindliches Schriftstück erwähnt oder auf ein solches Bezug nimmt, ohne eine Abschrift beizufügen, so ist sie verpflichtet, der Gegenpartei auf deren Verlangen innerhalb von dreissig Tagen nach Stellung des bezüglichen Antrags eine Abschrift des betreffenden Schriftstücks auszuhändigen.

V. — Jede Partei ist berechtigt, vorbehaltlich des Rechts einer Erwiderung seitens der Gegenpartei, dem Schiedsgericht innerhalb einer von ihm zu bestimmenden Frist zur geeigneten Verwerthung eine Aufzeichnung derjenigen Einwendungen vorzulegen, die sie bezüglich der von der anderen Partei eingereichten Gegenvorstellung, deren Begründung und des ergänzenden Beweismaterials erhebt, wenn sie der Ansicht ist, dass die betreffenden Schriftstücke oder einige derselben unerheblich oder unrichtig sind, oder sich nicht genau in den Grenzen einer Erwiderung auf die Darstellung des Streitfalls, deren Begründung oder auf das Beweismaterial halten.

VI. — Abgesehen von den unter Nummer III und V dieses Protokolls aufgeführten, sollen keine Schriftstücke oder Mittheilungen in schriftlicher oder mündlicher Form in dem Schiedsverfahren zugelassen oder berücksichtigt werden, es sei denn, dass das Schiedsgericht von einer Partei neue oder ergänzende, in schriftlicher Form abzugebende Erläuterungen oder Aufschlüsse verlangt. Sind diese Erläuterungen oder Aufschlüsse gegeben, so soll die Gegenpartei berechtigt sein, sich hierauf innerhalb einer von dem Schiedsgericht zu bestimmenden Frist schriftlich zu äussern.

VII. — Das Gericht soll an einem später von den Parteien zu bezeichnenden Ort so bald wie thunlich zusammentreten, aber nicht eher als zwei Monate und nicht später als drei Monate nach Einreichung der Gegenvorstellung gemäss Nummer III dieses Protokolls; es soll den Streitfall unparteiisch und sorgfältig prüfen und entscheiden. Die Entscheidung des Gerichtes soll, wenn möglich, innerhalb eines Monats nach dem Zeitpunkt verkündet werden, an dem der Präsident die Verhandlung für geschlossen erklärt hat.

VIII. — In dem Schiedsverfahren ist die Japanische Regierung als die eine Partei anzusehen, während die Regierungen von Deutschland, Frankreich und Gross Britannien zusammen als die andere Partei gelten.

IX. — Sofern in diesem Protokoll nichts anderes vorgesehen ist, sollen in dem gegenwärtigen Schiedsverfahren die Vorschriften des Haager



Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle zur Anwendung kommen.

So geschehen in Tokio am 28. August 1902 (28. Tag des 8. Monats des 35. Jahres Meiji).

(Signé) : GRAF VON ARCO VALLEY.

(Signé) : JUTARO KOMURA.

## SÉANCES DU TRIBUNAL ARBITRAL

### PROTOCOLE I.

*Séance du lundi 21 novembre 1904.*

Le Tribunal s'est réuni en séance publique à 11 heures du matin dans l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage, le Surarbitre et les Arbitres étant présents.

Le Président, M. Gram, donne lecture des noms des Arbitres constituant le Tribunal d'Arbitrage, savoir :

M. Louis Renault, Ministre Plénipotentiaire, Membre de l'Institut de France, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte du Département des Affaires Etrangères, désigné par les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, Son Excellence M. Itchiro Motono, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Paris, Docteur en droit, désigné par le Gouvernement du Japon, et M. Gregers Gram, ancien Ministre d'Etat de Norvège, Gouverneur de Province, choisi par les deux précédents Arbitres comme Surarbitre.

Le Président prononce ensuite le discours suivant :

« Le Tribunal, qui se réunit aujourd'hui dans cette salle, est chargé de décider un différend entre le Gouvernement du Japon d'une part, et les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne d'autre part, au sujet de questions importantes qui se rattachent à la résidence des étrangers au Japon.

« Qu'il me soit permis, en ma qualité de Président, de féliciter les Puissances qui ont consenti à soumettre leur désaccord à la juridiction internationale. Elles ont voulu, par ce fait, donner une nouvelle preuve de leur attachement à une grande et noble pensée.

« Il est vrai — et nous le constatons avec regret — la marche progressive de l'humanité dans un esprit de communauté et de conciliation est, de nécessité, lente et remplie d'obstacles.

« Mais si la grandeur de la cause donne la mesure des difficultés à surmonter, si nous voyons toujours les limites imposées par des considérations d'un ordre élevé, nous n'en commençons pas moins à entrevoir le chemin qu'il faut suivre et les encouragements ne manquent pas.

« Telles sont ces conventions qui viennent de créer des liens nouveaux entre les nations, et dont le nombre augmente, pour ainsi dire, de jour en jour.

« Faut-il vous rappeler que, il y a quelques mois seulement, un autre Tribunal a rempli sa mission dans ce palais de justice et a mis fin à une



contestation dont nous avons suivi avec une soucieuse attention les diverses étapes.

« Nous ne sommes plus en présence d'idées abstraites, nous entrons dans le domaine des faits. Ce mouvement qui a trouvé un sol fertile dans ce pays où les esprits s'ouvrent si facilement à ce qui est grand et généreux, ce mouvement est d'autant plus fort qu'il répond aux aspirations les plus intimes des hommes et des peuples.

« J'exprime la reconnaissance du Tribunal envers M. le Président et MM. les Membres du Conseil Administratif de la haute Cour internationale de ce qu'ils ont bien voulu par leur présence manifester leur intérêt pour nos travaux.

« Et lorsque je m'adresse à vous, Messieurs les Arbitres, choisis par les Puissances intéressées dans cette cause, vous me permettrez de dire combien je me sens honoré de siéger à côté d'hommes comme vous, illustrés par les hautes positions que vous occupez et par les éminents services qui vous ont valu une si grande réputation dans les différents pays.

« Je tâcherai, de mon mieux, de me rendre digne de la haute confiance que vous m'avez montrée en me conférant les fonctions de Surarbitre.

« Nous sommes heureux de voir à notre séance MM. les Agents désignés par les Gouvernements et le Conseil du Gouvernement du Japon.

« Le Tribunal sait combien il doit à ces Messieurs des lumières qu'ils ont apportées dans une cause difficile, à laquelle ils ont voué des études approfondies et leur haute compétence dans les questions internationales. »

Ensuite le Président invite M. le Jonkheer L. H. Ruysenaers, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Secrétaire Général de la Cour permanente d'Arbitrage, à se charger des fonctions de Secrétaire Général du Tribunal et il désigne M. le Jonkheer W. Roell, Premier Secrétaire du Bureau international de la Cour permanente d'Arbitrage, comme Secrétaire du Tribunal.

Le Président déclare que le Tribunal, usant du pouvoir que lui confère l'article 38 de la Convention de la Haye, a pris la décision suivante :

« La langue française sera celle du Tribunal; toutefois les Parties auront le droit de présenter soit en français, soit en anglais, toutes les communications qu'elles auraient à faire au Tribunal. »

Le Secrétaire Général donne lecture de deux lettres qui lui ont été adressées :

1° Le 3 septembre 1904, par Son Excellence le Ministre du Japon à La Haye, notifiant que M. Tsunejiro Miyaoka, Ministre Résident de Sa Majesté l'Empereur du Japon, et le Baron Descamps, Ministre d'Etat, Sénateur et Professeur de Droit International à Louvain, ont été désignés par le Gouvernement du Japon respectivement comme Agent et Conseil auprès du Tribunal;

2° Le 28 octobre 1904, par Leurs Excellences les Ministres d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne à La Haye, notifiant que leurs Gouvernements respectifs ont désigné collectivement comme Agents



pour constituer la délégation commune chargée de répondre au Tribunal,

Le Gouvernement allemand :

M. Weipert, Docteur en droit, Consul en disponibilité;

Le Gouvernement français :

M. Fromageot, Docteur en droit, Avocat à la Cour d'Appel de Paris;

Le Gouvernement britannique :

M. Ambrose B. Walford.

M. Ruysenaers ajoute que M. H. Nagaoka, Attaché à la Légation impériale du Japon à Paris, vient d'être adjoint à la Délégation du Japon comme Secrétaire.

Le Président demande aux Parties si elles ont l'intention de présenter des objections, ainsi qu'elles en ont le droit d'après l'article V du Compromis.

La Délégation des trois Puissances européennes — étant admise à répondre la première conformément à l'ordre alphabétique des noms des Parties en présence — répond par l'organe de M. Fromageot qu'elle désire en effet se prévaloir du droit précité, mais qu'elle voudrait savoir d'abord si la Délégation du Japon a également l'intention de le faire et s'il serait possible, dans ce cas, de déposer simultanément leurs objections respectives sur la table du greffe du Tribunal.

M. Miyaoka répond que la Délégation japonaise a, de son côté aussi, des objections à présenter, mais il demande un délai pour les formuler.

M. Fromageot déclare, au nom de la Délégation des trois Puissances européennes, qu'elle ne s'oppose pas à cette demande.

Le Président déclare que le Tribunal, vu l'intention manifestée par les deux Parties en présence de présenter des objections écrites, conformément à l'article V du Compromis, fixe la prochaine séance au mardi 22 novembre, à onze heures du matin, pour statuer sur la demande qui vient de lui être soumise à cet égard.

La séance est levée à onze heures et demie.

La Haye, le 21 novembre 1904.

*Le Président : G. GRAM.*

*Le Secrétaire Général : L. H. RUYSSENAERS.*

*Le Secrétaire : RÖELL.*

---

PROTOCOLE II.

*Séance du mardi le 22 novembre 1904.*

La séance est ouverte à 11 heures du matin.

Le Président donne lecture de la décision suivante du Tribunal :

« Le Tribunal,

Considérant :

Que les Parties ont déclaré à l'audience vouloir présenter des objections dans le sens de l'article V du Compromis;



Que les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne sont prêts à remettre dès à présent un état de leurs objections ;

Que le Gouvernement du Japon ayant au contraire demandé un délai pour être en mesure de se conformer aux dispositions du dit article, la partie adverse a déclaré qu'elle ne s'y oppose pas ;

Qu'il y a lieu de pourvoir à ce que les objections de part et d'autre soient présentées simultanément et qu'il convient de fixer, en même temps, un terme dans lequel chacune des Parties aura la faculté de remettre une réponse entre les mains du Tribunal.

Fixe au 15 décembre prochain la date à laquelle l'état des objections doit être remis par les deux Parties au Bureau du Tribunal d'Arbitrage ;

Dit que chacune des Parties aura la faculté de faire parvenir sa réponse au même Bureau jusqu'au 15 février 1905, le tout sous peine de forclusion. »

Le Secrétaire-Général demande à la Délégation des trois Puissances européennes de vouloir bien remettre au bureau un exemplaire du Mémoire et du Contre-Mémoire remis au Surarbitre et aux Membres du Tribunal d'Arbitrage. Il ajoute que le Gouvernement du Japon lui a déjà fait parvenir ses Mémoire et Contre-Mémoire et qu'il lui semble désirable que le dossier du Tribunal soit complet.

M. Fromageot répond, au nom de la Délégation susmentionnée, que les trois Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne ont désiré se conformer à la disposition de l'article III du Protocole d'Arbitrage en remettant leurs Mémoire et Contre-Mémoire seulement aux Membres du Tribunal et à la Partie adverse. Néanmoins, les Agents des Puissances Européennes seront heureux de communiquer à leurs Gouvernements le désir exprimé par M. Ruysenaers.

La séance est levée à onze heures et demie.

La Haye, le 22 novembre 1904.

*Le Président : G. GRAM.*

*Le Secrétaire-Général : L. H. RUYSSENAERS.*

*Le Secrétaire : ROELL.*

#### PROTOCOLE III.

*Séance du 15 Mai 1905.*

Le Tribunal s'est réuni en séance publique à onze heures et demie dans l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage.

Le Président, M. Gram, se fait l'interprète des sentiments de vive et très sincère condoléance du Tribunal à l'occasion du décès de M. le Docteur Weipert, Agent délégué par le Gouvernement Impérial d'Allemagne auprès du Tribunal et rend hommage aux importants services qu'il a rendus.

A la demande du Président, le Secrétaire-Général donne lecture de deux lettres qui lui ont été adressées :

1° Le 13 avril 1905, par le Chargé d'Affaires d'Allemagne à La Haye,



faisant part du décès de M. Weipert et annonçant que son Gouvernement se réserve de lui donner un successeur;

2° Le 11 mai 1903, par le Ministre de la Grande-Bretagne et les Chargés d'Affaires d'Allemagne et de France à La Haye, notifiant la nomination par le Gouvernement Impérial d'Allemagne — à la place de feu M. le Docteur Weipert — de M. Lentze, Conseiller intime de Légation et Conseiller rapporteur au Ministère des Affaires Etrangères à Berlin, comme Agent, faisant partie de la Délégation commune chargée de répondre au Tribunal.

M. Fromageot, Agent délégué par le Gouvernement de la République Française, s'adressant ensuite au Tribunal, déclare que le Gouvernement de la République l'a chargé de s'associer à l'hommage rendu par M. le Président à la mémoire de M. Weipert.

Il ajoute qu'une collaboration déjà longue, avec leur regretté collègue de la Délégation les avait mis à même d'apprécier l'esprit juridique, la haute culture intellectuelle et en même temps la délicatesse de sentiments et la droiture de M. Weipert et il espère que le Tribunal voudra lui permettre en déplorant la perte de leur collaborateur et ami d'exprimer ici le souvenir si sympathique qu'il leur a laissé.

M. Ambrose B. Walford, Agent délégué par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, déclare en anglais que Lord Lansdowne l'a chargé d'exprimer devant le Tribunal le profond regret avec lequel Son Excellence a appris le décès de leur estimé collègue. En s'associant aux paroles de M. Fromageot il déplore profondément la mort d'un collaborateur qu'il a appris à estimer hautement, aussi bien en raison de ses qualités personnelles qu'en raison des grands services qu'il a rendus à leurs travaux.

M. Miyaoka, Agent du Gouvernement Impérial du Japon, exprime en anglais au nom de son Gouvernement ses profonds regrets à l'occasion du décès de M. le Docteur Weipert. Il rend hommage à la mémoire de ce regretté collègue et prie le successeur de M. Weipert de transmettre au Gouvernement Impérial d'Allemagne les condoléances du Gouvernement Japonais.

M. Lentze, Agent délégué par le Gouvernement Impérial d'Allemagne, remercie en allemand M. le Président du Tribunal et les Agents délégués par le Gouvernement de la République Française, par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et par le Gouvernement Impérial du Japon pour leurs condoléances et pour l'hommage rendu à la mémoire de son prédécesseur. Il ajoute qu'il s'empressera de faire part à Son Gouvernement des paroles si bienveillantes qui ont été exprimées.

Le Président souhaite ensuite la bienvenue à M. Lentze.

Le Secrétaire-Général donne lecture d'une Note de la Délégation commune des trois Puissances européennes en date du 13 mai 1903, dont voici la teneur :

« Les soussignés, Agents du Gouvernement Impérial Allemand, du Gouvernement de la République Française, du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, agissant conjointement, ont l'honneur de prier le Tribunal d'Arbitrage de vouloir bien admettre l'emploi de la langue allemande devant le Tribunal dans les conditions de sa décision du 21 novembre 1904. »



M. Miyaoka, Agent du Gouvernement Impérial Japonais, demande la parole et présente la Déclaration suivante en langue anglaise :

« The Delegation of the Imperial Japanese Government have been under impression that the decision of the Tribunal pronounced at the sitting of the 21<sup>st</sup> of November last on the question of languages, was based on considerations of practical utility to meet the requirements of international judicial proceedings.

« The request which is now presented by the common Delegation of the three Powers, on the other hand, involves a question of principle. In this situation the Japanese Delegation deems it its duty to claim for the Japanese language the same right as would be accorded to other languages. Accordingly, on condition that the Japanese language is equally admitted, the Japanese Delegation declares that it has no objection to the eventual admission of the German language in the pending arbitration. »

La séance est suspendue et le Tribunal se retire pour délibérer au sujet des demandes qui viennent de lui être soumises.

A la reprise de la séance, le Président donne lecture de la décision suivante du Tribunal :

« Le Tribunal,

« Donnant acte aux Agents des Parties des demandes présentées en leur nom, afin de voir admettre l'emploi de la langue allemande et éventuellement de la langue japonaise pour les communications à adresser au Tribunal ;

« Surseoit à statuer et réserve aux Parties la faculté de lui soumettre de nouveau ces demandes au cas où des explications ou informations supplémentaires leur seraient demandées dans les termes de l'article VI du Protocole d'Arbitrage. »

Ensuite Il donne lecture de la décision suivante :

« Constatant que le Tribunal n'a pas actuellement de demande à présenter aux termes de l'article VI du Compromis,

« Je prononce la clôture des débats. »

A midi et demi, la séance est levée et le Tribunal s'ajourne *sine die*.

La Haye, le 13 mai 1905.

*Le Président : G. GRAM.*

*Le Secrétaire-Général : L. H. RUYSSNENAERS.*

*Le Secrétaire : ROELL.*

---

#### PROTOCOLE IV.

*Séance du lundi 22 mai 1905.*

(Prononcé de la sentence arbitrale. Voir le texte de la sentence ci-dessous, p. 735).

---



## CONCLUSIONS DES PARTIES ET SENTENCE ARBITRALE

---

Conclusions posées par les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, le 28 août 1904.

### CONCLUSIONS

POUR : 1° Le Gouvernement Impérial Allemand,  
 2° Le Gouvernement de la République Française,  
 3° Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique,  
 Agissant conjointement,  
 CONTRE : Le Gouvernement Impérial Japonais.

### PLAISE AU TRIBUNAL,

Attendu que par Traités respectivement conclus par le Japon le 16 juillet 1894 avec la Grande-Bretagne, le 4 avril 1896 avec l'Allemagne, le 4 août 1896 avec la France, il a été convenu ce qui suit entre les Hautes Parties Contractantes :

*Traité du 16 juillet 1894 avec la Grande-Bretagne, article XVIII.*

« The several foreign Settlements in Japan shall be incorporated with the respective Japanese Communes and shall thenceforth form part of the general municipal system of Japan. — The competent Japanese Authorities shall thereupon assume all municipal obligations and duties in respect thereof, and the common funds and property, if any, belonging to such Settlements, shall at the same time be transferred to the said Japanese Authorities. — When such incorporation takes place, *existing leases in perpetuity under which property is now held in the said Settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of such property* — It is, however, understood that the Consular Authorities mentioned in the same are in all cases to be replaced by the Japa-

Les divers Quartiers étrangers au Japon seront incorporés dans les communes japonaises respectives, et formeront dès lors partie du système communal général du Japon. — Les Autorités Japonaises compétentes assumeront dès lors toutes les obligations et tous les devoirs municipaux s'y référant, et tous les fonds et biens communs, s'il y en a, appartenant auxdits Quartiers, seront transférés en même temps auxdites Autorités Japonaises. — Lorsque cette incorporation aura lieu, *les baux à perpétuité actuels, en vertu desquels la propriété est actuellement détenue dans lesdits Quartiers étrangers, seront confirmés et aucunes conditions, sauf celles contenues dans les baux en vigueur, ne seront imposées relativement à ladite propriété* — Il est toutefois entendu que les Autorités Consulaires y mentionnées devront, dans chaque



nese Authorities.—All lands which may previously have been granted by the Japanese Government free of rent for the public purposes of the said Settlements shall, subject to the right of eminent domain, be permanently reserved free of all taxes and charges for the public purposes for which they were originally set apart. »

cas, être remplacées par les Autorités Japonaises. — Tous les terrains jusqu'alors concédés par le Gouvernement Japonais, exempts de loyers et pour l'usage public desdits quartiers, seront assujettis au droit du domaine éminent et réservés à permanence, exempts de toutes contributions et charges, pour les usages publics auxquels ils ont été destinés à l'origine.

*Traité du 4 avril 1896 avec l'Allemagne, article XVIII.*

« Die einzelnen Fremdenniederlassungen in Japan sollen den betreffenden Japanischen Gemeinden einverleibt werden und hinfort Bestandtheile der Japanischen Gemeinden bilden. — Die zuständigen Japanischen Behörden sollen demnach mit Bezug auf dieselben alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen übernehmen, welche ihnen hinsichtlich der Gemeinden obliegen, und gleichzeitig sollen die öffentlichen Gelder und Vermögensgegenstände, welche diesen Niederlassungen gehören, den genannten Japanischen Behörden übergeben werden. — Sobald diese Einverleibung erfolgt, sollen die bestehenden, zeitlich unbegrenzten Überlassungsverträge, unter welchen jetzt in den gedachten Niederlassungen Grundstücke besessen werden, bestätigt und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen irgend einer anderen Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden Überlassungsverträgen enthalten sind. — Die Besitzrechte an diesen Niederlassungsgrundstücken können in Zukunft von ihren Besitzern frei und, ohne dass es dazu wie bisher in gewissen Fällen, der Genehmigung der konsularischen oder Japanischen Behörden bedarf, an Inländer oder Ausländer veräußert werden. —

Les divers Quartiers étrangers au Japon seront incorporés aux communes japonaises respectives et feront dès lors partie des communes japonaises. — Les Autorités Japonaises compétentes assumeront en conséquence, vis-à-vis de ces quartiers, toutes les obligations et devoirs municipaux y relatifs, et les fonds publics et les propriétés appartenant auxdits quartiers seront transférés en même temps auxdites Autorités Japonaises. — Lorsque cette incorporation aura lieu, les contrats de concession d'une durée illimitée existants, en vertu desquels des fonds de terre sont à présent possédés dans lesdits quartiers, seront confirmés et aucunes conditions de quelque nature qu'elles soient, autres que celles contenues dans lesdits contrats de concession existants, ne seront imposées par rapport à ces fonds de terre. — Les droits de possession sur ces fonds de terre des quartiers étrangers pourront, à l'avenir, être librement aliénés à des indigènes ou à des étrangers par leurs détenteurs et sans qu'il faille pour cela le consentement des Autorités Consulaires ou Japonaises, comme cela était prescrit jusqu'à présent dans certains cas. — Pour le reste, les attributions revenant aux Autorités Consulaires en vertu des con-



Im Ubrigen gehen die nach den ursprünglichen Überlassungsverträgen den Konsularbehörden zustehenden Funktionen auf die Japanischen Behörden über. — Alle Ländereien, welche von der Japanischen Regierung für die öffentlichen Zwecke der Fremdenüberlassung bisher zinsfrei hergegeben worden sind, sollen, unbeschadet der aus der Gebietshoheit sich ergebenden Rechte, frei von allen Steuern und Lasten den öffentlichen Zwecken, für welche sie ursprünglich bestimmt worden, dauernd erhalten bleiben ».

ZUSATZNOTE ZUM VERTRAG : « *Berlin, dem 4. April 1896.* Im Begriff, zur Unterzeichnung des vereinbarten Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und Japan zu schreiten, hält es der unterzeichnete Staatsminister, Staatssekretär des Auswärtigen Amtes des Deutschen Reiches für wünschenswerth, noch einige, bereits im Lauf der Verhandlungen erörterte Punkte ausser Zweifel zu stellen, indem er folgendem Voraussetzungen Ausdruck giebt, nämlich : — 1. Dass, wenn auch den Fremden in Japan nach den zur Zeit dort geltenden Gesetzen der Erwerb des Eigenthums an Grundstücken noch versagt ist, hierdurch die Befugniss der Deutschen Reichsangehörigen nicht berührt, wird, daselbst, zur Erreichung der in Artikel I und III der Vertrages angegebenen Zwecke, gleich den Inländern und nach Massgabe der jeweiligen landesgesetzlichen Bestimmungen emphyteutische, superfiziarische und sonstige dingliche Rechte an Grundstücken zu erwerben und persönlichen Mieths- oder Pachtrechten an Grundstücken durch Eintragung in die hierfür bestimmten Register den Charakter dinglicher Rechte zu verschaffen; — 2. Dass die Kaiserlich Japa-

trats de concession primitifs passeront entre les mains des Autorités Japonaises. — Tous les terrains concédés antérieurement exempts de rentes par le Gouvernement Japonais, dans un intérêt public, pour les quartiers étrangers, seront perpétuellement maintenus libres de tous impôts et charges, pour le but public auquel ils étaient primitivement destinés, sans préjudice des droits résultant de la souveraineté territoriale.

NOTE ADDITIONNELLE AUDIT TRAITÉ : *Berlin, le 4 avril 1896.* Avant de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation convenu entre l'Empire Allemand et le Japon, le Ministre d'Etat sousigné, Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères de l'Empire Allemand, juge opportun, pour écarter le moindre doute, de préciser divers points discutés déjà dans le cours des négociations, en admettant les hypothèses suivantes, savoir : — 1° Que, bien que, d'après les lois actuellement en vigueur au Japon, il soit interdit encore aux Etrangers d'y acquérir la propriété des fonds de terre, les ressortissants de l'Empire Allemand auront toujours la libre faculté, pour atteindre les buts mentionnés dans les articles I et III du Traité, d'y acquérir, au même titre que les indigènes et selon les dispositions législatives en vigueur, des droits emphytéotiques, superficiaires et autres droits réels sur les fonds de terre et de donner aux droits personnels de location ou d'affermage des fonds de terre le caractère de droits réels par l'enregistrement de ces droits dans les registres destinés *ad hoc*; — 2° Que le Gouvernement Japonais aura soin d'installer dans toutes les

nische Regierung darauf Bedacht nehmen wird, in allen für den Handel besonders wichtigen Plätzen ihres Landes, den Bedürfnissen des Verkehrs entsprechend, Waarenhäuser und zollfreie Niederlagen zu errichten; — 3. Dass da das Eigenthum an den im Artikel XVIII des Vertrages erwähnten Niederlassungsgrundstücken dem Japanischen Staate verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke ausser dem kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend welcher Art nicht zu entrichten haben werden; — 4. Dass die vor oder unter der Herrschaft des Vertrages wohl erworbenen Rechte der Angehörigen des einen Theiles in den Gebieten des anderen Theiles auch nach Ablauf des Vertrages unverändert bestehen bleiben. » — « *Berlin, den 4. April 1896.* Der unterzeichnete ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Seiner Majestät des Kaisers von Japan beehrt sich Seiner Excellenz dem Staatsminister, Staatssekretär der Auswärtigen Amtes des Deutschen Reiches, Herrn Freiherrn Marschall von Bieberstein, auf die Note vom heutigen Tage zu erwidern, dass die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdruck gebrachten Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grundstücken, die Errichtung von Waarenhäusern, die Steuerfreiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung wohl erworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegenstande haben, in allen Punkten zutreffend sind. »

villes du pays particulièrement importantes pour le commerce, des magasins et entrepôts de marchandises en franchise de douane, selon les nécessités du trafic; — 3° Que la propriété sur les fonds de terre des Quartiers Etrangers mentionnés dans l'article XVIII du Traité restant acquise à l'Etat Japonais, les possesseurs ou leurs ayants droit n'auront pas d'autres taxes ou charges, de quelque nature qu'elles soient, à payer pour leurs terrains, en dehors de la rente foncière stipulée par le contrat; — 4° Que les droits dûment acquis, avant ou pendant la mise en vigueur du Traité, par les ressortissants de l'une des Parties contractantes sur les territoires de l'autre Partie contractante, resteront maintenussans modification, également après l'expiration du Traité. — *Berlin, le 4 avril 1896.* Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, a l'honneur de répondre à Son Excellence le Minisire d'Etat, Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères de l'Empire Allemand, M. le baron Marschall von Bieberstein, à la note de la date d'aujourd'hui, que les hypothèses y admises sous les paragraphes 1 à 4 et ayant pour objets l'acquisition des droits réels à l'égard des fonds de terre, la construction des magasins, l'exemption de taxation des fonds de terre dans les quartiers étrangers et la conservation des droits dûment acquis après l'expiration du Traité, sont correctes dans toutes leurs parties.

---

*Traité du 4 août 1896 avec la France, article XXI :*

« Les divers Quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront, dès lors, partie du système municipal du Japon. — Les Autorités Japonaises compétentes



assumeront, en conséquence, toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront, de plein droit, transférés auxdites Autorités Japonaises. — Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, *les baux à perpétuité, en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers, seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question.* Il est entendu, toutefois, qu'aux Autorités Consulaires, dont il est fait mention, seront substituées les Autorités Japonaises. — Les terrains que le Gouvernement Japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes, charges, et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés. »

Attendu qu'un désaccord s'est produit entre le Gouvernement du Japon, d'une part, et les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, d'autre part, touchant le sens réel et la portée des susdits Traités respectifs et autres engagements existant entre eux;

Que par Protocoles, en date, à Tokio, du 28 août 1902, les Hautes Parties Contractantes ont décidé de soumettre en dernier ressort, au présent Tribunal d'arbitrage, la question suivante:

*Oui ou non, les dispositions des traités et autres engagements ci-dessus mentionnés exemptent-elles seulement les **terrains** possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, — ou bien exemptent-elles les **terrains** et les **bâtiments** de toute nature, construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, — de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques, autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question?*

Attendu que le Gouvernement Japonais prétend que, par la propriété immobilière dont il est parlé dans les Traités ci-dessus rappelés, il ne faudrait entendre que le sol sur lequel sont construits les bâtiments, et non ces bâtiments eux-mêmes;

Que les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne soutiennent, au contraire, qu'on ne saurait diviser ainsi arbitrairement la propriété immobilière dont s'agit, et que celle-ci doit être entendue comprendre les immeubles entiers tels qu'ils se comportent actuellement, sol et bâtiments;

#### I. — EN FAIT :

Attendu, en fait, que jusqu'en 1899, c'est-à-dire jusqu'à la mise en vigueur des Traités de 1894-1896 ci-dessus rappelés, les détenteurs des immeubles en question n'ont pas eu à payer de taxe ni d'impôt d'aucune sorte relativement auxdits immeubles, — sol et constructions, — mais seulement la rente stipulée dans les baux perpétuels consentis par le Gouvernement Japonais;

Que, par les stipulations des Traités de 1894-1896 susénoncés, les Hautes Parties Contractantes ont décidé de maintenir cet état de choses, et déclaré que les immeubles tenus à bail dans les Anciens

Quartiers étrangers ne pourraient donner lieu qu'à la seule perception de la rente ;

Que, cependant, depuis 1899, l'Administration Japonaise a émis la prétention de percevoir certaines taxes sur les constructions ; qu'un certain nombre d'ayants droit étrangers les ont effectivement versées, mais sous la réserve expresse de leurs droits et des protestations formulées par les représentants diplomatiques ou consulaires de leurs Gouvernements ;

Attendu que, conformément aux principes généraux du droit, il appartient à celui qui prétend modifier une situation acquise, de justifier de sa prétention ;

Qu'en conséquence, c'est au Gouvernement Japonais qu'il appartient de justifier sa prétention de modifier la condition actuelle des détenteurs des immeubles étrangers en question vis-à-vis de l'Administration Japonaise ;

## II. — EN DROIT :

Attendu que, d'après les Traités de 1894-1896, ci-dessus rappelés, les propriétés exemptées sont les propriétés actuellement possédées dans les Quartiers étrangers, en vertu des baux perpétuels du Gouvernement Japonais ; qu'à cet égard, la question en litige consiste donc à savoir si les immeubles entiers, sol et constructions, ou seulement le sol, constituent les propriétés dont s'agit ;

Attendu que la disposition des Traités anciens admettant pour les Etrangers la faculté de passer avec le Gouvernement Japonais des baux immobiliers, de même que les Règlements élaborés d'un commun accord par les Autorités Japonaises et Etrangères, en exécution desdits Traités, pour réglementer les conditions desdits baux et assurer leur perpétuité, de même enfin que les stipulations insérées dans les baux eux-mêmes, étaient essentiellement et nettement déroatoires aux conceptions juridiques, politiques ou légales japonaises ;

Que vainement, en conséquence, les adversaires prétendraient aujourd'hui interpréter ces diverses conventions d'après les principes du droit japonais ;

Qu'au contraire, les documents de la cause établissent qu'à diverses reprises, la non-applicabilité du droit japonais a été reconnue ;

Que le Gouvernement Japonais a passé les diverses conventions susénoncées, en qualité de souverain, en même temps que de bailleur ;

Que, dans ces conditions, lesdits baux constituent la seule loi qui leur soit applicable ; que l'interprétation en doit être faite uniquement d'après les principes généraux du droit naturel, de la raison et de la logique ;

Attendu que les adversaires allèguent encore que l'exemption dont s'agit constituerait une exception au droit commun international aujourd'hui reconnu applicable aux Etrangers résidant au Japon et une dérogation aux attributs de la Souveraineté Impériale Japonaise ; qu'en conséquence toutes conventions invoquées à l'appui de ladite exemption devraient être réputées de droit strict et inopérantes en dehors des stipulations formellement exprimées ;

Mais attendu qu'il s'agit ici non pas d'appliquer des stipulations en



dehors de l'hypothèse prévue au contrat, mais uniquement d'interpréter ces stipulations pour savoir quelle est l'hypothèse prévue au contrat ; que d'autre part l'interprétation porte sur des contrats essentiellement de bonne foi, pour lesquels il y a lieu de se préoccuper avant tout de l'intention des parties ;

Attendu que le Gouvernement Japonais prétend tout d'abord appuyer sa demande sur ce que les immeubles originairement concédés par les baux perpétuels auraient consisté seulement en des terrains nus ;

Mais attendu que, conformément aux dispositions des articles 18 (21) des Traités susénoncés de 1894-1896, et contrairement aux allégations des adversaires, il convient de considérer l'immeuble donné à bail, non pas dans l'état où il se trouvait originairement, mais bien dans celui où il se trouve actuellement ;

Que si originairement les immeubles donnés à bail ont pu consister en terrains nus, il est de droit naturel que tout ce qui est incorporé inséparablement au sol d'une façon permanente et durable, ne fait, par voie d'accession, qu'un seul tout avec lui ;

Que par conséquent l'objet des baux perpétuels a été le terrain avec ses accessoires éventuels, c'est-à-dire avec ce qui y a été, devait être ou sera incorporé inséparablement d'une façon permanente et durable, notamment les bâtiments ;

Qu'il n'en pourrait être autrement qu'en présence d'une disposition contraire expresse, dérogeant au principe de l'accession par la reconnaissance d'un droit de superficie reconnu au preneur à bail ;

Que les adversaires ne font aucune preuve à cet égard ;

Qu'on ne rencontre d'ailleurs dans l'espèce aucune trace de dérogation au principe de l'accession, comportant une reconnaissance d'un droit de superficie ;

Attendu, au contraire, que l'accession des constructions au sol est démontrée surabondamment : — par le but poursuivi par les parties, lequel était la construction des terrains donnés à bail, — par les aménagements spéciaux consentis et effectués par le bailleur, — par l'obligation de construire imposée à différentes reprises au preneur à bail, — par la mention expresse de l'immeuble entier, sol et constructions, comme faisant retour au bailleur dans le cas d'inexécution des charges du bail par le preneur, — par la mention expresse de l'immeuble entier, sol et constructions, comme objet de la faculté de transfert accordée au preneur, — par l'usage constant et constaté de considérer pour tous actes de disposition, d'aliénation ou d'hypothèque, l'immeuble, objet du bail, comme un seul et même tout, — par le taux de la rente en absolue disproportion avec la valeur du terrain nu à l'époque de la confection des baux, et explicable au contraire eu égard à la destination prévue et aux charges assumées par le bailleur pour en assurer la paisible jouissance ;

Que toutes ces preuves sont encore corroborées par la reconnaissance expressément formulée en 1901 par le Gouvernement Japonais, que le droit des preneurs à bail ne saurait constituer à aucun égard un droit de superficie ;

Attendu que vainement les adversaires objectent que la rente, due en vertu du bail, représenterait uniquement la jouissance du sol et la valeur des impôts imposables sur ledit sol ;

Qu'en effet, la rente est avant tout une redevance conventionnelle et

à forfait ; qu'elle est la contre-partie des obligations diverses, d'aménagement, d'entretien municipal, ou autres, assumées par le Gouvernement Japonais bailleur et souverain ; qu'on ne saurait juridiquement la considérer comme constituant sous un autre nom le paiement de tels ou tels impôts, auxquels les Etrangers n'étaient pas assujettis ;

Attendu que les baux perpétuels, dont s'agit, ont eu pour effet de démembrement le droit de pleine propriété du bailleur sur les immeubles objets desdits baux et sur leurs accessoires éventuels, et d'en transférer le domaine utile aux preneurs, tout en maintenant le domaine direct au bailleur ;

Qu'on ne saurait donc admettre, avec les adversaires, que les constructions seraient l'objet d'un droit de pleine propriété appartenant aux preneurs et que cette propriété serait distincte et indépendante des droits concédés par les baux ;

Que cette allégation est inconciliable avec les conditions, ci-dessus rappelées, des baux perpétuels et avec la reconnaissance expresse qu'aucun droit de superficie n'existe pour les preneurs à bail ;

Attendu qu'en vain les adversaires argueraient de la distinction que feraient, selon eux, entre le sol et les constructions, les lois actuelles, fiscales ou civiles du Japon, puisque ces lois sont sans application ici ;

Attendu, enfin, que le Gouvernement Japonais soutient que l'existence de la juridiction consulaire aurait été la seule raison pour laquelle les constructions dont s'agit ne payaient pas d'impôt sous le régime des anciens traités, et qu'aujourd'hui la juridiction consulaire ayant cessé d'exister, l'obligation générale de payer les impôts ne rencontrerait plus d'obstacle à son application auxdites constructions ;

Mais attendu que cette proposition repose encore sur la prétention adverse tendant à faire une distinction arbitraire entre les divers éléments constitutifs des propriétés immobilières possédées actuellement en vertu des baux perpétuels ; que cette prétention a été démontrée erronée ;

Attendu, d'autre part, qu'il n'est pas possible de considérer l'existence du droit de juridiction, reconnu aux consuls étrangers vis-à-vis de leurs nationaux, comme la cause d'une exemption à la prétention de payer les impôts, consacrée par le droit des gens européen ;

Qu'en effet, jusqu'à la mise en vigueur des Traités de 1894-1896, le Japon était hors de la sphère d'application du droit des gens européen ; que s'étant, jusqu'à cette époque, volontairement maintenu hors de la communauté internationale et s'étant lui-même ainsi soustrait aux obligations générales du droit des gens européen, le Japon ne saurait, pour cette époque, en revendiquer les avantages ;

Qu'en réalité le séjour très limité et tout exceptionnel des étrangers sur le territoire japonais n'avait rien de commun avec l'exercice normal du droit international de libre circulation ; que les Etrangers, ne jouissant alors au Japon d'aucuns droits autres que ceux spécialement accordés, ne sauraient être considérés comme ayant eu à supporter d'autres charges que celles spécialement imposées ;

Qu'en conséquence on ne saurait attribuer à la juridiction consulaire l'effet d'avoir exempté les Etrangers d'une obligation générale qu'ils n'avaient nullement à subir ;

Que le fait pour les constructions dont s'agit, comme pour le sol sur lequel elles sont édifiées, de n'avoir donné lieu à aucun impôt, prove-



nait de ce qu'aucune charge, autre que celles spécialement édictées, n'existait à l'encontre des résidents étrangers; de ce que, pour les détenteurs desdits immeubles, cette charge était la rente des baux perpétuels immobiliers, qui comprenaient les terrains avec leurs accessoires éventuels, c'est-à-dire notamment les constructions; — de ce que le taux de la rente avait été précisément fixé en tenant compte de l'absence de toute obligation fiscale pour les étrangers et se trouvait ainsi, en fait, avoir pour effet de tenir lieu de tous impôts relativement auxdits immeubles; — de ce qu'enfin, spécialement, la taxe sur les constructions (*house-tax*) est un impôt destiné à payer les services municipaux et que le Gouvernement Japonais a assumé, par le contrat, lesdits services moyennant la rente;

Attendu qu'aujourd'hui, au contraire, les détenteurs desdits immeubles jouissent d'une véritable exemption, qui, en même temps que la confirmation des anciens baux perpétuels, a été expressément édictée par les articles 18 (21) des Traités de 1894-1896;

### III. — EN ÉQUITÉ :

Attendu que les adversaires, pour essayer de prouver que l'exemption, dont s'agit, serait contraire à l'équité, prétendent que le Gouvernement Japonais aurait, depuis la confection des baux perpétuels, dépensé soit pour l'aménagement des Quartiers Etrangers, soit pour leur entretien, des sommes de beaucoup supérieures soit au produit des prix d'adjudication desdits baux, soit au produit des rentes;

Mais attendu que, même en admettant qu'il en soit ainsi, cela ne saurait justifier en quoi que ce soit une prétention de porter atteinte à des conventions foraitaires librement consenties;

Que d'ailleurs l'allégation des adversaires est, à cet égard, entièrement démentie par les documents de la cause; qu'il en ressort, en effet, que c'est le Gouvernement Japonais lui-même qui a désigné les localités affectées aux Quartiers Etrangers; qu'il ne saurait donc se plaindre des dépenses plus ou moins grandes que leur aménagement a entraînées;

Attendu enfin que le Gouvernement Japonais soutient que le but des Traités de 1894-1896 aurait été d'assurer l'égale application des lois japonaises aux étrangers comme aux Nationaux Japonais, et que ce but ne serait pas atteint si l'exemption, dont s'agit, était reconnue au profit des constructions en même temps qu'au profit du sol sur lequel elles sont édifiées;

Mais attendu qu'il ne s'agit nullement ici de porter atteinte d'une façon générale au principe de l'égalité des Etrangers et des Japonais devant la loi japonaise; qu'il s'agit seulement d'exécuter un contrat, par lequel le Gouvernement Japonais s'est spontanément et librement engagé à respecter certains droits privés appartenant depuis longtemps à des particuliers ayant traité avec lui;

Qu'il est impossible de supposer que les Puissances Européennes aient consenti à violer lesdits droits privés acquis par leurs ressortissants sans aucune compensation pour ces derniers;

Que si une prétendue situation privilégiée devait exceptionnellement résulter de l'exemption dont s'agit au profit des immeubles donnés à bail, cette situation serait largement justifiée par la contribution que

ces premières résidences étrangères ont apportée à la prospérité commerciale, économique et financière du Japon ;

Attendu, d'autre part, que si, à un point de vue général, une inégalité subsiste contrairement au but poursuivi par lesdits Traités de 1894-1896, cette inégalité est toute à l'avantage du Japon, dont les nationaux jouissent en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne d'une liberté d'acquérir la pleine propriété immobilière, que le Gouvernement Japonais refuse aux Etrangers sur son territoire ;

#### PAR CES MOTIFS.

Dire et juger que les dispositions des Traités et autres engagements ci-dessus mentionnés n'exemptent pas seulement *les terrains* possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, — mais qu'elles exemptent *les terrains et les bâtiments* de toute nature, construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, — de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question ;

Dire, en conséquence, que, conformément auxdits Traités, la possession desdits immeubles — sol et constructions — ne pourra donner lieu, de quelque façon que ce soit, à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans lesdits baux ;

Et le Tribunal fera justice.

---

**Conclusions posées par le gouvernement impérial du Japon  
le 15 décembre 1904.**

#### CONCLUSIONS

##### PLAISE AU TRIBUNAL ARBITRAL,

Attendu qu'un désaccord s'est produit entre le gouvernement du Japon, d'une part, et les gouvernements de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne, d'autre part, touchant le sens réel et la portée des traités respectifs et autres engagements existant entre eux, c'est-à-dire :

Paragraphe 4 de l'article 18 du traité de commerce et de navigation du 16 juillet 1894, entre le Japon et la Grande-Bretagne : « When such incorporation takes place » (c'est-à-dire : quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon, auront été incorporés aux communes respectives du Japon) « existing leases in perpetuity under which property is now held in the said Settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of such property. »

Paragraphe 4 de l'article 18 du traité de commerce et de navigation du 4 avril 1896 entre le Japon et l'Allemagne : « Sobald diese Einverlei-



bung erfolgt » (c'est-à-dire quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés dans les communes respectives du Japon) « sollen die bestehende, zeitlich unbegrenzten Ueberlassungsverträge, unter welchen jetzt in den gedachten Niederlassungen Grundstücke bessen werden, bestätigt und insichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen irgend einer andern Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden Ueberlassungsverträgen enthalten sind » ;

Paragraphe 3 de la communication complémentaire de même date du Secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne au Ministre du Japon à Berlin : « Dass, da das Eigenthum an dem in artikel 18 des Vertrages erwähnten Niederlassungsgrundstücken den Japanischen State verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke ausserden kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend welcher Art nicht zu entrichten haben werden, ». Alinéa suivant de la réponse du Ministre du Japon de même date, à la précédente communication : « Das die darin unter Nummer 1 bis 4 zum Ausdruck gebrachten Voraussetzungen, welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grundstücken, die Errichtung von Waarenhäusern die Steuerfreiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung wohlherworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegentande haben, in allen Punkten zutreffend sind » ;

Paragraphe 4 de l'article 21 du Traité de Commerce et de Navigation du 4 août 1896 entre le Japon et la France : « Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués » (c'est-à-dire : lorsque les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon et lorsque les autorités japonaises compétentes auront assumé toutes les obligations et tous les devoirs municipaux, et que les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers auront été transférés aux dites autorités), « les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. »

Attendu que le litige n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, les puissances en désaccord, cosignataires de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, ont, par le protocole de Tokio du 20 août 1902, résolu de terminer leur différend en soumettant la question à un arbitrage, et déterminé les conditions du fonctionnement de cette juridiction internationale.

#### I. — EN CE QUI CONCERNE LA POSITION DE LA QUESTION DÉFÉRÉE A L'ARBITRAGE

Attendu que les dispositions sur l'interprétation desquelles il y a désaccord, font partie des Actes internationaux connus sous le nom de « Nouveaux Traités », lesquels ont consacré d'une manière expresse et générale l'abrogation de tous les traités et arrangements antérieurs, et ont substitué à l'ancien régime conventionnellement établi au Japon un ordre de choses nouveau, subsistant par lui-même et caractérisé spécialement :

Au point de vue juridictionnel, par la suppression des juridictions consulaires étrangères et l'effacement de tous les privilèges et immunités dont bénéficiaient les étrangers à raison ou à l'occasion de ces juridictions ;

1) *Traité anglo-japonais* :

ART. 20. — The present Treaty shall, from the date it comes into force, be substituted in place of the Conventions respectively of the 23rd day of the 8th month of the 7th year of Kayei, corresponding to the 14th day of October, 1854, and of the 13th day of the 5th month of the 2nd year of Keiou, corresponding to the 25th day of June, 1866, the Treaty of the 18th day of the 7th month of the 5th year of Ansei, corresponding to the 26th day of August, 1858, and all Arrangements and Agreements subsidiary thereto concluded or existing between the High Contracting Parties; and from the same date such Conventions, Treaty, Arrangements and Agreements shall cease to be binding, and, in consequence, the jurisdiction then exercised by British Courts in Japan, and all the exceptional privileges, exemptions and immunities then enjoyed by British subjects as a part of, or appurtenant to, such jurisdiction, shall absolutely and without notice cease and determine, and thereafter all such jurisdiction shall be assumed and exercised by Japanese Courts.

2) *Traité germano-japonais* :

ART. 20. — Der gegenwärtige Vertrag tritt vom Tage seines vollen Inkrafttretens an die Stelle des Vertrages vom 20. Februar 1869, sowie derjenigen Abkommen und Ubereinkünfte, welche in Ergänzung des letzteren Vertrages abgeschlossen sind oder bestehen. Von demselben Tage ab verlieren jene früheren Vereinbarungen ihre Wirksamkeit, und demgemäss hört alsdann die bis dahin in Japan ansgeübte Gerichtsbarkeit deutscher Gerichtsbehörden auf und erreichen alle ausnahmsweisen Privilegien, Befreiungen und Immunitäten, die bis dahin die deutschen Reichsangehörigen als einen Bestandtheil oder einen Ausfluss dieser Gerichtsbarkeit genossen, ohne Weiteres ihre Endschaft. Diese Gerichtsbarkeit wird alsdann von japanischen Gerichten übernommen und ausgeübt werden.

3) *Traité franco-japonais* :

ART. 23. — A dater de la mise en vigueur du présent traité, seront abrogés le Traité du 9 octobre 1858, la Convention du 25 juin 1866 et en général tous les arrangements conclus entre les Hautes Parties Contractantes existant antérieurement à cette date. En conséquence, la juridiction française au Japon et les privilèges, exemptions ou immunités dont les Français jouissaient en matière juridictionnelle seront supprimés de plein droit et sans qu'il soit besoin de notification, du jour de la mise en vigueur du présent traité; et les Français seront dès lors soumis à la juridiction des tribunaux japonais.

Au point de vue administratif, par l'incorporation complète des anciens Settlements dans le système municipal du Japon :

1) *Traité anglo-japonais* :

ART. 18. — Her Britannic Majesty's Government, so far as they are concerned, give their consent to the following arrangement :



The several foreign Settlements in Japan shall be incorporated with the respective Japanese Communes, and shall thenceforth form part of the general municipal system of Japan.

The competent Japanese authorities shall thereupon assume all municipal obligations and duties in respect thereof, and the common funds and property, if any, belonging to such Settlements, shall at the same time be transferred to the said Japanese authorities.

2) *Traité germano-japonais :*

ART. 18. — Die vertragschliessenden Theile sind über Folgendes einverstanden :

Die einzelnen Fremdenniederlassungen in Japan sollen den betreffenden japanischen Gemeinden einverleibt werden und hinfort Bestandtheile der japanischen Gemeinden bilden.

Die zuständigen japanischen Behörden sollen demnach mit Bezug auf dieselben alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen übernehmen, welche ihnen hinsichtlich der Gemeinden obliegen, und gleichzeitig sollen die öffentlichen Gelder und Vermögensgegenstände, welche diesen Niederlassungen gehören, den genannten japanischen Behörden übergeben werden.

3) *Traité franco-japonais :*

ART. 21. — Le Gouvernement de la République Française donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'Arrangement suivant :

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon, et feront, dès lors, partie du système municipal du Japon.

Les Autorités japonaises compétentes assumeront, en conséquence, toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront, de plein droit, transférés auxdites Autorités japonaises.

Au point de vue fiscal, par la consécration de la règle organique nouvelle de l'égalité des étrangers et des nationaux devant l'impôt :

1) *Traité anglo-japonais :*

ART. 1.—They (the subjects of the two High Contracting Parties) shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any charges or taxes other or higher than those that are, or may be paid by native subjects, or subjects or citizens of the most favoured nation.

2) *Traité germano-japonais :*

ART. 1. — Sie (die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Theile) sollen unter keinem Vorwande gezwungen werden andere oder höhere Abgaben oder Steuern zu bezahlen als diejenigen, welche jetzt oder künftig von Inländern oder Angehörigen der meistbegünstigten Nation gezahlt werden.

3) *Traité franco-japonais :*

ART. 3. — Les Japonais en France et les Français au Japon ne seront contraints, sous aucun prétexte, à subir des charges ou à payer des taxes, impôts, contributions ou patentes, sous quelque dénomination

que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Attendu que certains baux — accordés par le gouvernement japonais dans les anciennes circonscriptions settlementaires — renfermant des dispositions d'un caractère particulier, il a été jugé expédient par les Hautes Parties contractantes de les viser expressément dans les mêmes Traités et de stipuler que, lorsque les changements concernant l'incorporation des anciens quartiers européens au système municipal du Japon auront eu lieu, ces baux seront confirmés *ne varietur* (1);

Attendu qu'en formulant cette clause dans leurs traités respectifs, les Hautes Parties contractantes ont manifestement entendu résoudre de la même manière une même question concernant une situation commune, les Etats étrangers donnant chacun, « en ce qui le concerne », — suivant les termes exprès des Traités du Japon avec la France et avec la Grande-Bretagne — leur adhésion à un arrangement considéré comme unitaire, et dont l'objet, purement confirmatoire d'ailleurs, ne comportait ni innovation, ni recherche d'avantage séparé par aucune Puissance;

Attendu qu'il est résulté de l'adoption de cette clause une situation spéciale, sous le régime actuel, pour certains biens; que cette situation consiste, très précisément, dans le maintien intégral des baux, quant à la chose louée et quant aux conditions contenues dans ces baux;

Que le Mémoire des Puissances conjointes caractérise cette situation comme suit:

Les traités de 1894 et 1896, en faisant rentrer les étrangers dans le droit commun japonais, abolirent leurs *privilèges*, mais respectèrent certains *droits*, dont la jouissance perpétuelle leur avait été formellement garantie.

Et encore:

Tout ce qui, dans le régime antérieur aux Traités de 1894 et 1896, porte une sérieuse atteinte au droit de souveraineté de l'Etat, a été supprimé, et il ne subsiste des anciennes dispositions que les clauses qui, sans violer les droits acquis par des particuliers, ne pouvaient être abrogées.

Attendu que cette situation spéciale n'est pas contestée en ce qui concerne les terrains proprement dits accordés en bail; que le différend porte exclusivement sur le point de savoir si les constructions érigées ou encore érigeables sur ces terrains ont titre autorisé pour être mises sur le même pied qu'eux;

Attendu que, précisant ce point controversé, l'article 2 du Protocole arbitral s'exprime comme suit:

La question en litige sur laquelle les Parties demandent au Tribunal arbitral de prononcer une décision définitive est la suivante:

Oui ou non, les dispositions des traités et autres engagements ci-dessus mentionnés exemptent-elles seulement les terrains possédés en vertu de baux perpétuels concédés par le gouvernement japonais ou en son nom, — ou bien exemptent-elles les terrains et les bâtiments de

---

(1) Les textes de la clause confirmatoire sont insérés dans le Protocole arbitral et reproduits ci-dessus.



toute nature, construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, — de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question ?

Attendu que, « l'objet du litige et l'étendue des pouvoirs des arbitres » se trouvent ainsi nettement délimités, selon le vœu de l'article 31 de la convention de La Haye ; que les Parties posent en fait l'existence des dispositions avenues entre elles exemptant certains biens de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question ; qu'elles posent également en fait que ces dispositions concernent les terrains ; qu'elles demandent seulement au Tribunal arbitral de décider si, oui ou non, ces dispositions concernent aussi les constructions ;

Que toute autre question est hors de cause ;

## II. — EN CE QUI CONCERNE LES DEVOIRS DE PREUVES INCOMBANT AUX PARTIES ET LE PROCÉDÉ GÉNÉRAL D'INTERPRÉTATION APPLICABLE EN LA CAUSE.

Attendu qu'aux termes du Protocole arbitral, il s'agit pour les puissances litigantes de fixer, au point de vue de la solution du présent différend, « le sens réel et la portée des traités respectifs et autres engagements intervenus entre elles » concernant la situation particulière de certains biens accordés en bail à des étrangers au Japon.

Attendu que cette situation est représentée par les Parties, et définie par le Protocole Arbitral lui-même comme un état actuel *d'exemption* de tous impôts, charges ou conditions non stipulés dans les baux.

Attendu que ce simple énoncé prouve à l'évidence que ce qui est en débat, c'est l'existence d'une prérogative constituant une dérogation au droit commun national — comme d'ailleurs au droit général des étrangers au sein des diverses nations — et une restriction à la souveraineté des États telle qu'elle est reconnue par le droit des gens, en ce qui concerne un point essentiel : l'établissement des impôts sur les biens situés sur le territoire national ;

Qu'une telle prérogative, pour être admise, doit être clairement établie par ceux qui la revendiquent ; que, faute de ce faire, le maintien du droit général, national et international, demeure autorisé ;

Attendu, d'autre part, que les dispositions dont il est fait état comme constituant le siège juridique de cette revendication, présentent elles-mêmes un caractère dérogatoire et restrictif, qui les range sous la loi de la stricte interprétation et ne permet d'étayer sur elle aucun procédé interprétatif de nature extensive ou inductive ;

Attendu que pour échapper au devoir d'établir d'une manière non douteuse, sur la base d'une interprétation stricte des dispositions précitées, la réalité de l'exemption revendiquée en fait des constructions, il ne suffit pas d'alléguer l'existence en faveur d'une pareille immunité sous le régime ancien ; qu'en effet ce fait n'est en lui-même aucunement relevant ;

Qu'il est notoire que tous les biens possédés, en dehors comme à l'intérieur des Settlements, par les étrangers — qu'ils fussent ou non titulaires de baux perpétuels — de même qu'en général tous leurs

revenus et toutes les manifestations de leur activité, bénéficiaient alors de la même immunité de taxation;

Que tous ces avantages privilégiés d'ordre juridique en matière fiscale ont aujourd'hui disparu;

Qu'il convient même de remarquer que sur ce point les traités entrés en vigueur en 1899 ne se sont pas bornés à faire œuvre négative en supprimant simplement les anciens obstacles à l'action de l'Etat en matière d'impôts; qu'ils ont instauré, sur les ruines de ces obstacles, un régime positif nouveau d'égalité des étrangers et des nationaux devant l'impôt;

Qu'il reste, il est vrai, aujourd'hui une source éventuelle d'exemption possible: les baux confirmés; mais qu'aussi longtemps que l'on n'a pas rattaché effectivement l'immunité en question à cette source, on n'a rien prouvé;

Attendu que la question ne change pas de face, en ce qui concerne les devoirs de preuve, si l'on passe du terrain de l'interprétation du droit entre Puissances au terrain de l'application du droit à l'égard des particuliers; qu'il appert, en effet, que le Gouvernement japonais en procédant chez lui, conformément à la loi en vigueur, au recouvrement d'un impôt d'ailleurs essentiellement général — puisqu'il frappe la matière imposable comme telle, indépendamment de toute acception de personnes — n'a fait qu'user d'un droit indéniable; que si des contribuables invoquent une exemption à cette loi, c'est à eux qu'incombe l'obligation d'en prouver l'existence;

Que le fait que des gouvernements prennent dans un tel cas fait et cause pour leurs nationaux n'intervient pas l'ordre des preuves;

Attendu que c'est à la lumière de ces observations — qui semblent répondre aux exigences d'une juste herméneutique, — qu'il y a lieu d'apprécier les prétentions respectives des Etats en litige et les moyens développés à l'appui de ces prétentions spécialement dans les derniers documents échangés entre Parties;

Attendu que pour rencontrer ces moyens et élucider la question soumise au Tribunal arbitral, il convient d'examiner successivement les points suivants :

- a) Les règles du droit japonais.
- b) Les principes généraux de raison et de droit invoqués en la cause.
- c) La teneur des baux confirmés.
- d) La teneur de la clause confirmatoire.
- e) L'interprétation authentique contenue dans un Acte additionnel aux Nouveaux traités.
- f) Les négociations diplomatiques qui ont amené la conclusion de ces traités et les conditions de la rédaction de la clause confirmatoire.
- g) Le fait spécial du non-paiement de la *house-tax* sous le régime antérieur.
- h) Enfin, en ordre secondaire mais non sans importance, les principes de l'équité.

### III. — EN CE QUI CONCERNE LES RÈGLES DU DROIT JAPONAIS

Attendu que les Puissances conjointes soutiennent qu'il ne faut tenir aucun compte de la loi japonaise, soit dans l'ordre de l'application du droit, soit dans l'ordre de l'interprétation juridique, — le droit japonais



devant être considéré en la cause comme inexistant ; mais que cette thèse n'est pas admissible, et que le droit complet, appelé à exercer une influence légitime dans l'appréciation du litige actuel, apparaît manifestement comme une combinaison d'éléments multiples parmi lesquels il faut ranger :

D'abord l'élément supérieur des traités, qui doit être pleinement sauvegardé selon sa normale interprétation ;

Puis les actes de baux qui, étant confirmés, doivent être également respectés dans toute leur teneur et dans leur portée conforme à la raison et à la logique ;

Enfin le droit japonais dont l'intervention, en harmonie avec les sources précédentes, ne peut être méconnue, soit comme élément d'application dans une matière de pure essence territoriale comme le régime juridique des biens situés dans le pays, soit comme condition sans laquelle il ne serait pas permis de supposer, de la part de l'autorité territoriale, l'accord nécessaire à la formation des liens juridiques, soit enfin comme élément d'interprétation, dans la mesure où l'on peut justement admettre que les transactions y ont été rapportées par la volonté concordante des parties elles-mêmes ;

Attendu qu'il importe de se rappeler ici qu'il s'agit de baux de terrains situés au Japon, appartenant à l'Etat et accordés en tenure à des particuliers, baux confirmés sans doute par les traités et à propos desquels certains Etats prennent fait et cause pour leurs nationaux, mais dont l'essence n'est pourtant pas changée par ces circonstances extrinsèques ;

Attendu que pour écarter tout appel au droit territorial, les Puissances conjointes soutiennent que les dispositions qu'il s'agit d'apprécier sont l'exact contrepied du droit japonais ; mais que cette thèse est ici encore beaucoup trop absolue ; qu'elle paraît reposer sur une confusion entre les institutions juridictionnelles et administratives proprement dites admises par les traités et autres arrangements, et les cessions et adjudications de baux faites à des particuliers et portant sur le domaine patrimonial de l'Etat ; qu'il n'est nullement impossible de faire ici les distinctions juridiques nécessaires, et qu'il est même indispensable de le faire, puisque les premières de ces institutions ont été radicalement infirmées par les traités et que les dernières seules ont été confirmées ;

Attendu qu'il est bien vrai que l'on rencontre dans les actes de baux eux-mêmes des dispositions où l'Etat intervient, non pas seulement comme propriétaire bailleur, mais comme souverain, — dispositions concernant spécialement la durée extraordinaire des baux et la franchise de taxes attachée au bien loué ; — mais que de telles mesures, non seulement se rencontrent fréquemment dans les actes d'ordre patrimonial passés par les Etats de tous les pays, — actes qui accordent souvent des conditions que ne pourraient pas faire les particuliers, — mais ne constituent pas davantage au Japon des faits sans précédents au moment où furent passés les baux ; qu'en effet, les baux perpétuels et l'octroi de franchises d'impôt y étaient parfaitement connus et pratiqués ;

Attendu que le régime juridique des biens situés sur le territoire national relève essentiellement de la souveraineté territoriale ; que la loi civile du Japon, en formulant la règle suivante :

« Les droits réels des meubles et des immeubles et les autres droits qui doivent être inscrits sont réglés par la loi du pays où se trouvent ces objets », n'a fait qu'exprimer le droit traditionnel du pays, conforme à la législation de tous les peuples, lesquels élèvent cette règle à la hauteur d'un principe d'ordre public national et international ;

Qu'il n'est nullement établi que le gouvernement japonais ait abdiqué radicalement ses prérogatives dans cet ordre, et qu'il y ait eu concours de volontés pour remplacer absolument ici — sauf les dispositions positives particulières admises de commun accord — les lois japonaises par un autre système de lois ;

Que les Actes de baux en question, pas plus que les autres instruments juridiques, n'ont été dotés d'une perfection absolue, qui se suffise toujours et partout à elle-même, et qu'il est au surplus fort naturel qu'ils se soient occupés surtout de la chose louée, c'est-à-dire des terres accordées en bail ;

Que d'ailleurs, en pratique, l'effacement complet de la loi japonaise n'aboutirait souvent qu'à d'inextricables difficultés ;

Que même dans leurs colonies les Etats ne font pas ainsi table rase du régime juridique des biens situés sur le territoire ;

Attendu, au demeurant, qu'il est constaté que la solution du problème qui se posait lors de l'adoption des anciens traités a été cherchée, non dans la suppression du droit japonais, mais — ce qui est chose fort différente — dans une adaptation à ce droit des mesures pouvant assurer l'établissement stable des ressortissants d'autres Etats au Japon ; que ce procédé a été notamment reconnu comme ayant présidé à l'élaboration des baux perpétuels, par le Ministre de France au Japon, écrivant à son gouvernement à la date du 8 septembre 1868 :

« Nous avons, je crois, sauvegardé autant que possible les intérêts de nos nationaux, en évitant de froisser, par des mesures trop exclusives à notre égard, certaines coutumes établies dans le pays.

« C'est ainsi que la vente des terrains ne confère qu'un droit de jouissance perpétuel et revêt la forme d'un bail emphytéotique, pour nous conformer aux lois... »

Attendu que, dans ces conditions, il n'est pas possible de ne pas tenir compte des règles juridiques japonaises ; qu'il serait surtout contraire au droit et à la raison d'écarter *à priori* toute règle du droit territorial comme telle, alors même qu'elle se présenterait comme fort rationnelle en soi, d'une application générale et d'une notoriété universelle ;

Attendu qu'indépendamment du principe, qui ne peut être contesté, de la conservation par l'Etat de la propriété des fonds de terre — principe qui se trouve encore rappelé dans l'Acte additionnel germano-japonais, avec renvoi très précis à l'article XVIII des nouveaux Traités, — les dispositions du droit japonais dont l'Etat territorial entend surtout se prévaloir sont la distinction, au point de vue fiscal, c'est-à-dire en ce qui regarde la matière imposable, entre le sol et les constructions, et la distinction, au point de vue civil, de la propriété de la terre et de la propriété des constructions acquises en vertu d'un titre particulier ;

Que ces deux distinctions sont de leur nature étrangères à toute question d'indigénat des personnes ;

Que la première a été si peu inventée depuis les nouveaux Traités ou en prévision de la réforme réalisée par eux, qu'on peut lire dans un



*British Parliamentary Paper* de 1884 un rapport de la légation britannique à Tokio sur les impôts au Japon, dans lequel se trouve exposé tout au long le système des *house-tax*, et que, longtemps avant la révision des traités, dans certaines régions comme le quartier résidentiel de Kobé, des taxes sur les maisons furent imposées également aux étrangers comme aux Japonais et ont toujours été perçues sans interruption;

Qu'en ce qui concerne la seconde distinction, il suffira, pour en marquer le caractère, de rappeler le témoignage suivant d'un éminent jurisconsulte, M. Tomii :

1. En qualité de membre-rédacteur de la Commission de la Codification, je me suis, de 1893 à 1897, particulièrement occupé de la rédaction de l'avant-projet du nouveau Code Civil de l'Empire; et, à cette occasion, j'ai fait l'étude aussi approfondie que possible de nos anciennes lois et coutumes concernant le régime foncier;

2. D'après nos vieilles coutumes, consacrées par plusieurs lois promulguées depuis la Restauration, les constructions n'étaient jamais considérées comme faisant partie des terrains sur lesquels elles étaient élevées, ni comme des accessoires de ces terrains;

3. La distinction absolue qui existe, dans la législation actuelle de l'Empire, entre les terrains et les constructions qu'ils supportent, loin d'être une innovation, n'est, en définitive, qu'une simple consécration de la tradition plusieurs fois séculaire de notre pays;

4. Il s'ensuit que, dans la législation actuelle, comme sous l'ancien régime, les terrains et les constructions qui s'y trouvent peuvent, séparément, être aliénés ou grevés de droits réels, et que les actes de disposition portant sur les uns n'ont, par eux-mêmes, aucun effet sur le sort des autres.

(Signé) : M. TOMII.

Tokio, le 6 avril 1904.

---

Attendu qu'il ne paraît pas juridiquement admissible d'écarter de telles dispositions légales pour essayer de leur substituer des règles régissant des situations locales étrangères — règles outrées d'ailleurs dans leurs exigences, — que le souverain territorial n'a certainement pas entendu admettre comme loi de son sol, et que les parties elles-mêmes, si elles avaient eu à s'en expliquer au moment où s'est formé le lien juridique, auraient été les premières à ne pas admettre; car on peut bien essayer de soutenir aujourd'hui — dans l'ordre d'une discussion qui ne pouvait se présenter à l'origine — que les tenanciers de baux perpétuels ne sont pas propriétaires de leurs constructions, mais il ne paraît pas un instant douteux que si l'on eût demandé aux tenanciers originaires s'ils étaient propriétaires des bâtiments achetés par eux ou élevés à leurs frais et pour leur compte sur les terrains loués en bail perpétuel pour s'en servir précisément à cet effet, ils n'auraient pas manqué d'invoquer pour l'affirmative la raison, la logique, la bonne foi, le droit naturel et le droit japonais;

Attendu que les dispositions dont l'État territorial entend se prévaloir

ne peuvent, en effet, être considérées comme des « conceptions légales exclusivement japonaises » et qu'il y a lieu, pour faire justice de cette dernière thèse, de mettre en lumière les solides attaches qui les relient aux principes généraux de la raison et du droit;

#### IV. — EN CE QUI CONCERNE LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE RAISON ET DE DROIT INVOQUÉS EN LA CAUSE

Attendu que l'exemption revendiquée en faveur des constructions ne se rattache, ni en raison ni en droit, par aucun lien nécessaire à la franchise reconnue à l'égard des terrains eux-mêmes;

Attendu en effet que la raison fait une juste distinction entre une chose louée, l'activité industrielle du preneur exercée sur cette chose et les résultats de cette activité; qu'elle comprend parfaitement que d'une franchise d'impôt accordée à la chose louée, il ne résulte aucunement que tous les faits posés par le preneur sur cette chose, et tous les résultats de ces faits, doivent bénéficier de cette franchise; que les exemptions sont par essence de droit limité et qu'il doit en être ainsi en matière de franchise d'impôts;

Attendu que les principes généraux du droit sont ici d'accord avec les simples lumières de la raison, et qu'ils n'admettent pas qu'une exemption d'impôt portant sur une chose louée s'étende à toute création artificielle de richesse nouvelle sur cette chose;

Attendu que l'existence de taxes différentes faisant concourir respectivement à l'allègement des charges publiques ces deux éléments distincts de la fortune nationale : le sol comme richesse naturelle productive, et les richesses artificielles installées sur le sol sous forme de constructions, apparaît comme aussi justifiable en raison et en droit, qu'il apparaît injustifiable de transformer une exemption d'impôt accordée au sol en titre d'exonération indéfinie pour toute matière imposable nouvelle dont le sol peut être le support;

Attendu que loin qu'il existe un lien juridique nécessaire entre l'une et l'autre exemption, il est constant au contraire que l'impôt sur la terre et l'impôt sur les bâtiments sont considérés par les législations fiscales ainsi que par la science économique, comme deux impôts distincts, poursuivant chacun leur objectif propre dans l'aménagement des éléments contributifs des nations, ayant leur assiette particulière et coexistant de telle sorte que l'exemption accordée à l'un n'implique ni n'emporte pas plus exemption pour l'autre que le paiement de l'un ne dispense du paiement de l'autre;

Attendu que pour solidariser en droit fiscal le sol et les constructions, on invoque leur indivisibilité selon le droit naturel et selon le droit positif général;

Attendu qu'en admettant que le droit civil établisse une solidarité plus ou moins accentuée entre l'élément sol et l'élément construction, cette circonstance n'exclurait aucunement la persistance distincte de ces deux éléments en droit fiscal;

Que le problème qui se pose devant le Souverain comme législateur civil d'une part, comme législateur fiscal d'autre part, est loin d'être le même, étant donné qu'il s'agit pour le premier de préciser et d'harmoniser les rapports privés entre les particuliers, et qu'il s'agit pour le



second de déterminer et de régler, dans les rapports de gouvernants à gouvernés, la matière imposable en vue de subvenir aux dépenses publiques; que lorsqu'il s'agit de déterminer cette matière et le contribuable appelé à acquitter la taxe, c'est le droit fiscal en vigueur qui décide souverainement;

Attendu d'ailleurs que les principes du droit naturel et du droit positif général ne consacrent nullement l'indivisibilité de la propriété du sol et de la propriété des constructions érigées sur lui;

Attendu que la distinction entre la terre et les constructions, d'une perception très claire, d'un usage universel — et qui est à la base même de la controverse actuelle, comme le spécifie le Protocole arbitral — a un fondement objectif naturel qui n'est pas contestable et qui ne permet pas de taxer cette distinction d'« arbitraire »; qu'elle consiste, en effet, à ne pas confondre le sol dans ses éléments propres et essentiels, dans sa constitution originelle et permanente avec les « œuvres d'art » érigées sur le sol, composées de matériaux mobiles assemblés en édifice par l'industrie humaine, et dont la relation plus ou moins accentuée avec le sol demeure pourtant artificielle dans son origine et à bien des égards précaire dans son existence, comme la nature elle-même nous le rappelle parfois trop énergiquement;

Attendu que le droit naturel reconnaît cette distinction et constate en même temps les formes plus ou moins tranchées qu'elle peut justement revêtir dans les divers pays, à raison des conditions variables dans lesquelles les bâtiments s'y construisent et des mouvements sismiques auxquels ils peuvent être plus ou moins exposés, — facteurs dont il n'est pas possible, en droit, de ne pas tenir compte;

Attendu que le droit positif ne méconnaît pas davantage cette distinction de droit naturel; qu'il pose au contraire et règle nombre de problèmes qui supposent sa conception nette et sa mise en œuvre;

Attendu que, rencontrant l'élément sol et l'élément construction à propos de deux points qui sont fort différents et qu'il n'est pas permis, ce semble, de confondre — la distinction des biens en meubles et immeubles et l'acquisition de la propriété, — le droit formule simplement des règles, distinctes aussi, en rapport avec l'un et l'autre de ces problèmes;

Attendu que s'il est vrai qu'en déterminant ce qui est meuble et immeuble, le droit classe dans la catégorie des immeubles le sol d'abord, c'est-à-dire l'immeuble en soi, puis les objets unis au sol, soit par un lien réel suffisant pour les immobiliser, soit par un lien de destination suffisant pour faire admettre cette même immobilisation — comme l'affectation à perpétuelle demeure, — le droit distingue si bien, en ce qui concerne le point de savoir qui est propriétaire, le sol et la construction, qu'il reconnaît que le sol peut appartenir à une personne et la construction à une autre;

Que ce n'est pas là une mesure singulière, originale, propre seulement à quelque droit oriental, mais une disposition admise par un très grand nombre de législations, en tête desquelles on peut placer le Code civil français;

Que ce Code en effet, dans son article 664, reconnaît expressément que même les différents étages d'une maison peuvent appartenir à divers propriétaires, et que l'article 553 déclare à son tour, d'une manière expresse, qu'un tiers peut avoir acquis ou acquérir, soit le

dessous immédiat — le tréfonds va sans dire, — soit le dessus d'un sol appartenant à autrui ;

Que sans doute par cela même que l'édification de constructions rentre dans les actes légitimes qu'un propriétaire peut faire sur son sol, il est naturel de présumer, abstraction faite de toutes circonstances spéciales, que les constructions qui se trouvent sur ce sol ont été élevées à ses frais ou pour son compte, qu'elles sont à lui ; mais que ce n'est là qu'une induction toute contingente, le contraire pouvant se produire et être très justifié ;

Code civil, art. 553. Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir *si le contraire n'est prouvé ; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise, ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.*

Oui, même par prescription, et à *fortiori*, bien entendu, par titre.

ART. 664. Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode des réparations, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :...

Attendu que loin de proclamer l'indivisibilité de la propriété du sol et de la propriété des constructions, l'on ne présume donc que la construction appartient au propriétaire du fonds, que s'il n'y a pas de titres justificatifs d'une autre solution ;

Que c'est là ce qu'exprime au fond le Code civil du Japon lorsqu'il dit :

ART. 242. Le propriétaire d'un immeuble acquiert la propriété des choses qui y sont unies comme accessoires, sans préjudice des droits de toute personne qui les y aurait adjointes en vertu d'un titre ;

Que cela est d'ailleurs parfaitement rationnel, conforme à la diversité des transactions et à la variété des situations qui peuvent justement se produire, comme au bien social général qui, dans les limites de l'ordre public, s'accommode parfaitement des convenances de l'utilité particulière et de l'adaptation des biens à la jouissance d'un plus grand nombre de personnes ;

Qu'aussi, après avoir déclaré que le sol et les constructions « forment un tout indivisible », que leur séparation en droit est « non seulement illogique mais pratiquement impossible », les Puissances conjointes sont obligées de reconnaître elles-mêmes que « ce principe est parfois plus ou moins limité par la loi ou les conventions », en d'autres termes que l'indivisible est divisé et l'impossible réalisé ;

Qu'en réalité, toute la question est de savoir si dans une situation donnée, il y a de justes titres pour se prononcer en faveur du propriétaire ou en faveur d'une autre personne ;

\*  
\* \* \*

Attendu, en ce qui concerne la situation qu'il s'agit précisément d'apprécier ici — celle des terres et des constructions dans les circonscriptions settlementaires — que des raisons de décider aussi péremptoires que nombreuses concordent pour fixer le status juridique des unes et des autres de la manière suivante :



La propriété des terres appartient au Gouvernement japonais ;

La propriété des constructions appartient aux tenanciers des baux, lesquels sont juridiquement preneurs des terres et domaniers des bâtiments érigés par eux à leurs frais propres et pour leur compte exclusif ;

Qu'en ce qui concerne le premier point, la question n'est pas contestée, et qu'en ce qui concerne le second, elle ne paraît guère contestable si l'on tient compte des observations suivantes de nature, ce semble, à élucider le point en question.

La situation réelle est celle-ci : il s'agit de personnes qui ont demandé en bail un terrain précisément à fin d'y construire pour eux et qui l'ont obtenu du propriétaire à cette fin, dans des conditions leur assurant toute sécurité pour l'avenir, puisque leur bail est perpétuel ; qui ont, en effet, érigé des constructions à leurs frais exclusifs et pour leur compte propre ; qui ont d'ailleurs été autorisées à *acheter*, c'est-à-dire à acquérir pour elles en propriété, les constructions qui pouvaient exister sur le terrain ; et l'on demande si, dans ces conditions, l'achat et la bâtisse pour compte propre constituent pour ces personnes un titre d'acquisition de la propriété des constructions ?

1° C'est la solution formellement et de tout temps consacrée par la loi japonaise : or il ne paraît pas possible de méconnaître dans l'espèce l'influence légitime de cette loi, à titre de *lex rei sitæ*, comme élément de constatation du droit en une matière relevant essentiellement de la souveraineté territoriale, alors d'ailleurs que la règle légale considérée en soi — et non sous l'impression de controverses qui n'ont pu exister à l'origine — n'a rien que de rationnel et de largement favorable aux droits des étrangers ;

2° C'est aussi la solution conforme à la volonté manifeste des parties intervenues dans les baux perpétuels. Car s'il est une chose indéniable, c'est que le bailleur a livré son fonds aux locataires pour usage spécial de constructions à ériger à leurs frais et pour leur compte propre et exclusif, en un mot pour y élever *leurs bâtiments, their buildings, ihre Gebäude* ; dans ces conditions, une revendication de propriété de sa part ne serait même pas conciliable avec la bonne foi. Il ne s'agit nullement ici, en effet, du cas de construction par une personne sur le terrain d'autrui sans concours formel de volonté de ce dernier précisément à cet effet, sans accord *ad hoc*. Comme le rappellent les Puissances, « le but expressément poursuivi est la construction » et le terrain est accordé au tenancier « en vue d'y construire des maisons » « pour y bâtir » ; ou encore, comme le disent expressément les arrangements de baux eux-mêmes, le bailleur « s'offre à leur louer, pour y construire des maisons, tel espace de terrain (1). » L'on peut discuter sur le nom à donner à cette situation, soutenir qu'elle ne doit pas être confondue avec certains droits restreints et rescindables de superficie réglés de telle ou telle manière dans tel ou tel pays — et c'est ce qui a été en effet reconnu, mais sa réalité juridique, quelque dénomination qu'on lui donne, saute aux yeux et cette réalité consiste, en tous les pays, dans le droit d'avoir en propre des constructions sur le terrain d'autrui — occupé ici à titre permanent à cette fin particulière.

---

(1) Arrangements pour Hiogo et Osaka.

Cette réalité est d'ailleurs, dans le cas présent, expressément accusée par les Parties elles-mêmes, lorsque dans la presque unanimité des actes de baux — huit seulement exceptés sur plus de mille — qui prévoient l'éventualité de la résiliation, et disposent que les fonds de terre feront dans ce cas retour au propriétaire quittes et libres de toute charge de location, elles ajoutent que, pour les constructions, elles *deviendront* — et non elles demeureront — la propriété du bailleur « *shall become the property of the Japanese Government* » ;

3° Aussi est-il notoire que depuis quarante-cinq ans, le Gouvernement Japonais n'a jamais revendiqué comme siennes les constructions élevées à leurs frais et pour leur compte personnel par les locataires de baux perpétuels, qu'il les a constamment considérées — et cela à une époque où aucun intérêt n'était en jeu — comme la parfaite propriété des tenanciers et de leurs ayants droit ;

Que ceux-ci, de leur côté, n'ont jamais douté de leur droit et ont toujours agi d'une manière conforme à cette conviction, vendant, démolissant, reconstruisant leurs bâtiments à leur gré, sans que le propriétaire du fonds eût mot à y dire ;

Que les reconnaissances effectives de cet état de choses de la part des Puissances étrangères n'ont point manqué, comme l'atteste une déclaration remarquable et topique de son Excellence le Ministre d'Angleterre à Tokio, en date du 25 février 1902, ainsi conçue :

« It is truly observed, however, that the building cannot be said to belong, equally with the land, to the Imperial Japanese Government, as they were obligatorily constructed, in fulfilment to the terms of the contract, at the expense and risk of the lease-holders. »

4° Il n'est pas moins notoire que cette situation s'est nettement accusée dans la condition différente faite aux intéressés concernant, d'une part, le transfert des droits de baux, d'autre part le transfert des droits sur les constructions ; que ces derniers n'ont jamais été soumis à une approbation quelconque, le propriétaire disposant comme il l'entendait de sa propriété ; que la cession des baux, au contraire, a été subordonnée à l'intervention des autorités supérieures ;

5° Il importe d'observer encore que cette situation est une réalité vivante dans la pratique, à ce point que dans certaines circonscriptions settlementaires plus de 20 p. 100 des propriétaires de constructions sont des personnes autres que des tenanciers de baux perpétuels, pendant que dans les autres localités une foule de bâtiments sont également acquis en propre par des étrangers sur un sol occupé par eux en vertu de titres autres que des baux perpétuels ;

6° Ajoutons cet argument aussi décisif qu'irréfragable à nos yeux : la situation telle que nous venons de la caractériser est précisément placée à la base du status juridique des étrangers quant aux biens au Japon, et cela en vertu du droit international en vigueur entre ce pays et les Puissances à traités. Et ici ce n'est plus seulement la loi nationale qui se prononce, c'est une loi internationale qui réclame satisfaction. En effet, il est impossible de méconnaître que les arrangements contenus dans les baux ne soient organisateurs — et largement organisateurs — des droits accordés par les anciens traités. Or, ces traités — comme d'ailleurs les Actes nouveaux — distinguent de la manière la plus claire entre les fonds de terre et les constructions au point de vue



de la question de savoir qui est propriétaire; ils stipulent expressément que les fonds de terre ne peuvent être acquis en propriété par les étrangers et ne peuvent être que loués par eux, le droit de propriété demeurant acquis à l'Etat, tandis que les constructions peuvent, au contraire, être achetées par les étrangers et bâties par eux pour leur propre compte. Stipulation si démonstrative que la partie adverse a été réduite à soutenir à son égard qu'il ne s'agissait « guère » que d'achat de constructions de peu d'importance en vue de les démolir : ce qui est contraire à des faits avérés et ce qui fait dire manifestement au traité, non seulement ce qu'il ne dit pas, mais le contraire de ce qu'il dit, puisqu'il prévoit si nettement ces deux modes d'acquisition de la propriété, l'achat et la bâtisse à frais personnels et pour compte propre;

*Traité anglo-japonais du 26 août 1858, art. 3.* « In all the foregoing ports and towns, British subjects may permanently reside; they shall have the right to lease ground and purchase the building thereon and may erect dwellings and warehouse...

The place which British subjects shall occupy for their buildings... shall be arranged... »

*Traité franco-japonais du 9 octobre 1858, art. 3.* « Dans toutes ces villes et dans leurs ports, les sujets français pourront résider en permanence dans l'emplacement déterminé à cet effet; ils auront le droit d'y affermer des terrains et d'y acheter des maisons et ils pourront y bâtir des habitations et des magasins...

L'emplacement que les sujets français occuperont et dans lequel ils pourront construire leurs habitations sera déterminé, etc. »

*Traité prusso-japonais du 24 janvier 1861 (et traité du 20 février 1869 avec la Confédération germanique), art. 3.* « In den vorgedachten Städten und Häfen sollen Preussische [deutsche] Unterthanen dauernd wohnen können; sie sollen das Recht haben daselbst Grundstücke zu miethen und Häuser zu Kaufen und sie sollen Wohnungen und Magazine daselbst erbauen dürfen.....

Der Platz welchen Preussische [deutsche] Unterthanen bewohnen und auf welchem sie ihre Gebäude errichten sollen, wird..... angewiesen u. s. w. »

7° Ce serait d'ailleurs manifestement outrer ici l'incapacité civile des étrangers, telle qu'elle est établie par les traités et sanctionnée par la pratique, que de proclamer les étrangers incapables d'acquérir en propre des bâtiments, de soutenir qu'en cas d'achat par eux de constructions et de bâtisse à leurs frais et pour leur compte, une accession de propriété devrait à tout prix s'opérer en faveur d'un propriétaire qui ne peut jamais être un étranger — et qu'il en doit être ainsi partout, par application d'un même principe, au dehors comme à l'intérieur des circonscriptions settlementaires : ce qui semble assez dommageable à beaucoup d'étrangers qui, payant l'impôt sur leurs constructions, n'ont aucun intérêt, eux, à être expropriés de la sorte d'un droit incontesté, du chef de revendications aussi hasardées que nouvelles, exercées par les autres;

8° Terminons par cette observation de raison : lorsque la terre et les bâtiments sont nécessairement possédés à des titres différents et que les droits sur ceux-ci sont plus pleins que les droits sur celle-là — non seulement quant à leur essence juridique, mais au point de vue de leur

disponibilité — la confusion des deux status apparaît comme aussi antirationnelle qu'antijuridique, et la solution qui s'impose en raison comme en droit est la conservation de chacun d'eux dans son individualité propre.

\*  
\* \*

Attendu qu'à l'appui de l'exemption revendiquée en faveur des constructions, on ne peut soutenir davantage ni en raison ni en droit général, que dans un bail de terrains sollicité par une personne en vue de constructions à y élever pour son compte, les bâtiments dont l'érection est en perspective constituent une part de la chose réellement louée par le bailleur et doivent bénéficier à ce titre des exemptions d'impôt accordées à cette chose;

Qu'il appert clairement, au contraire, que, dans un tel Acte, c'est le terrain, support des futures constructions, et non ces constructions, qui forme la prestation du bailleur, la chose louée par lui;

Qu'autre chose est accorder un pouvoir de faire — dans le cas présent, un pouvoir de construire — autre chose donner des constructions en location;

Qu'on ne peut confondre la chose cédée en bail avec l'objectif du locataire, c'est-à-dire le but qu'il poursuit en louant la chose, ni avec les résultats de son activité industrielle;

Que la création, en cours de bail, de richesses artificielles sur la chose louée, en se servant d'elle comme de support, est l'œuvre propre ultérieure du locataire, le bailleur de la chose louée se bornant à céder en bail ce qui lui appartient, c'est-à-dire son terrain, avec le droit de l'occuper et un pouvoir de s'en servir variable et autrement large que l'usage qu'en fait le locataire à un moment donné, usage qui demeure son fait exclusif;

Que dans le cas présent il n'est pas contesté, il est même énergiquement affirmé, par les Puissances conjointes, que le droit du tenancier s'étend à tout usage licite des biens loués en rapport avec l'établissement des étrangers au Japon; que l'érection de constructions, tout en étant spécialement en vue, n'est cependant qu'une forme de cet usage appliquée seulement d'ordinaire à une partie de la chose louée; que la confusion entre les droits accordés par le bailleur au locataire et les résultats de l'usage que celui-ci a fait de la chose louée n'est donc possible ni matériellement, ni juridiquement; que s'il fallait considérer comme chose louée les produits divers de l'activité du locataire en se servant de cette chose, on en arriverait à des déductions fort originales;

Que s'il y a une conséquence à tirer en droit de ce que le bailleur accorde spécialement au locataire le terrain, afin que celui-ci s'en serve pour y construire, à ses frais et pour son compte, ce n'est pas que les constructions élevées ultérieurement dans ces conditions soient une portion de la chose louée, mais bien que le locataire est en droit de s'en considérer comme propriétaire: voilà, ce semble, la vérité juridique;

Que l'hypothèse, toute gratuite d'ailleurs, de l'accession des futures constructions au sol, ne ferait même jamais que ces constructions eussent constitué la chose prestée par le bailleur comme chose louée;



Qu'enfin, quel que soit le sort que l'on voudrait ménager, au point de vue civil, à ces richesses ultérieurement créées par le fait du locataire, et non prestées par le bailleur comme chose louée, on ne peut prétendre en droit fiscal — et c'est là pourtant qu'il faut en arriver — qu'une franchise d'impôt, accordée à un fonds loué, s'étende, de plein droit, à toute construction éventuellement érigée sur lui ;

## V. — EN CE QUI CONCERNE LA TENEUR DES BAUX CONFIRMÉS

Attendu que les baux confirmés ont leur origine, non dans les traités — qui n'accordaient pas aux étrangers le droit de détenir la terre en baux perpétuels — mais dans des arrangements ultérieurs où interviennent des règlements émanés des autorités locales et des consuls, souvent sans approbation expresse du gouvernement japonais, ce qui explique leur variété grande, leur manque de concordance à certains égards, et aussi, dans certains cas, leur autorité relative ;

Attendu que l'économie de ces baux consiste essentiellement dans la création de *jura in re* accordant aux tenanciers et à leurs ayants droit un pouvoir d'occupation et d'usage en rapport avec les libertés reconnues par les Traités aux étrangers, pouvoir complètement transmissible sous certaines conditions à des cessionnaires, et de nature permanente moyennant le paiement d'une redevance annuelle et l'observation des règlements émanés des autorités compétentes ;

Attendu que, malgré des divergences d'ailleurs limitées et qui ne portent pas sur l'élément fondamental commun, il appert clairement de l'examen comparé de ces baux, qu'ils ont consisté essentiellement dans la concession de lots de terre (*land, lot of land, ground, lot of ground*) ;

Que la chose louée par le bailleur s'y trouve invariablement décrite par ce seul trait : autant de *tsubo* en superficie, l'*area* se trouvant ainsi être le trait caractéristique de la chose accordée en bail ;

Que la prestation du preneur se trouve représentée d'autre part dans les mêmes actes, par un taux uniforme de *bu* ou de dollars mexicains par *tsubo*, c'est-à-dire par une somme d'argent calculée, abstraction faite de tout autre chose que la terre ;

Que le droit accordé au demandeur de terrain est, à son tour, représenté comme le pouvoir d'occuper et de se servir des lots de terre ainsi décrits et évalués : ce qui s'applique naturellement au sol, et à lui seul ;

Que pour la description parfaite et authentique de la chose louée, il est d'ailleurs renvoyé au plan parcellaire officiel du sol pur et simple : ce qui est particulièrement décisif ;

Attendu que la même vérité éclate à l'évidence soit que l'on s'attache à la conception initiale des certificats de baux telle que nous l'offre la formule de Nagasaki — premier document signalé par la partie adverse — soit que l'on porte son attention sur la rédaction la plus développée en usage à Yokohama — emplacement concernant lequel nous possédons un ensemble complet de formules depuis l'origine ;

Attendu qu'il peut suffire ici de reproduire, à titre d'exemple, le premier de ces documents.

*Form of title-deed attached to the Nagasaki Land Regulations.*

## CERTIFICAT OF TITLE

by. . . . .

## GOVERNOR OF NAGASAKI

Having received a communication from the..... Consul, stating that the merchant.....has applied to rent a *lot of land* within the boundaries of *ground* assigned for the location of foreign renters at this port of Nagasaki — such *lot of land* being a..... lot, and shown *an the plan* as lot number....., *measuring in area*..... *tsubo*..... *shaku*....., *sun*, bounded on the west,,,,,..... on the east,..... on the north,..... on the south.....; that the said.....,..... having paid the sum of..... Dollars Mexican, being one year's rent for the said land *at the rate of*..... *Dollars per 100 tsubo*, — I do hereby declare that the said..... his heirs, executors, and assigns, are entitled to *hold and occupy the said lot of ground* as long as he or they pay the said annual rental, subject to the following conditions :

Forasmuch as the tenure of *ground held* by foreigners under Treaty is such that no proprietor can claim an unlimited or unconditional right therein, or exercise any right of transfer except to a foreigner having a recognized right of residence within the Empire of Japan, and to whose *occupation of land* and tenement there exists no valid objection on the part of the Consular or Japanese Authorities; and inasmuch as no Japanese subject can legally enter into possession of any land or tenements within the foreign Quarter, unless both the Japanese and Consular Authorities grant him an official act of authorization under their seals of office legalizing such transfer of interest, which said act may be granted or refused in the exercise of their discretion;

The conditions of this deed therefore are :

That if the said....., his heirs, executors or assigns, shall hereafter make over to another party his or their interest in the *ground* now rented to him, without reporting the same to his or their Consul, and through him to the Governor for the time being, for their joint assent and concurrence and for due registration of the transaction in their respective records; in the said....., his heirs, executors or assigns, shall at any time transfer or make over the whole or any part of the above-named *lot of ground*; or let or permit the same to be let or leased to Japanese, without the before-mentioned act of authorization first had and obtained; or, if the said.,....., his heirs, executors or assigns, shall neglect to pay yearly in advance the said *annual rental of*..... *Dollars, Mexican, per 100 tsubo*; or if the said....., his heirs, executors or assigns, shall fail to conform to such regulations or agreements now made, or hereafter to be made by the Governor of Nagasaki and the Consuls in conjunction; then and in each of these several cases; this deed shall become null and void, and the *buildings on the said land* shall become the property of the Japanese Government.

Attendu que dans les titres de baux relatifs aux autres circonscriptions settlementaires, l'on peut également relever de nombreuses preuves de la même vérité juridique que nous venons d'établir : comme,



par exemple, ces passages communs aux titres de baux de Yokohama, Hiogo, Osaka et Tokio :

The lot of land numbered and described on the official plan of the foreign Settlement.

Attendu qu'il est constant que les terrains ainsi décrits et accordés en bail étaient des terrains nus, et qu'il n'y a pas d'apparence, à ce point de vue, que le bailleur ait voulu céder et le preneur recevoir autre chose que ces terrains pour tous usages licites en rapport avec l'établissement des étrangers dans le pays, usages dont la construction de bâtiments était une forme limitée, à réaliser par le fait exclusif du preneur ;

Qu'au surplus, il n'est pas permis de supposer que le bailleur ait livré en location ce qui, n'existant pas, n'était pas à sa disposition, et ce qu'il savait même, en cas d'existence future, ne pas devoir lui appartenir, aux termes des traités qui consacrent si manifestement le droit d'appropriation privative par achat ou par bâtisse propre en faveur des étrangers ;

Attendu qu'il n'est pas davantage permis d'admettre que le bailleur ait compris dans la redevance exigée par lui la contre-valeur d'un impôt qui n'existait pas, sur des biens qui n'existaient pas non plus, et dont l'importance, pouvant varier du tout au tout, n'était pas même raisonnablement appréciable ;

\*  
\* \* \*

Attendu qu'en réalité la situation s'est présentée comme suit : étant donné que, pour un Etat, un fond de terre n'est pas seulement, comme pour les particuliers, une valeur patrimoniale, mais une matière imposable, il était naturel que le gouvernement japonais, en concédant, à la sollicitation des puissances étrangères, des terrains en bail perpétuel à des ressortissants étrangers, se préoccupât d'obtenir une contre-partie correspondant d'une part à la valeur de la chose dont il perdait indéfiniment l'usage, d'autre part à l'impôt dont les pouvoirs publics perdaient indéfiniment le bénéfice et qu'ils pouvaient par ailleurs exiger sur les fonds de terre ; il était également fort naturel qu'ayant en main la matière imposable, le gouvernement ne s'en dessaisit pas sans avoir ses apaisements à ce point de vue ; il était juste, d'autre part, que, ce résultat atteint d'une manière plus ou moins exacte, le gouvernement se considérât comme ne pouvant plus exiger à l'avenir des tenanciers, même à titre d'occupants, un impôt qui, en principe, n'était demandé qu'au propriétaire et dont la compensation, sous forme de redevance fixe, était comprise en fait dans la prestation du preneur à titre perpétuel ;

Que les constructions futures érigeables sur les terrains accordés en bail n'ont ni constitué ni pu constituer une partie de la chose louée dans ces conditions et que le gouvernement japonais n'a perçu ni pu percevoir, dans le prix de bail, quelque redevance de leur chef ;

Que l'organisation ultérieure de l'impôt sur les constructions a mis en relief une matière imposable nouvelle, objet légitime pour l'Etat de lois fiscales générales, mais, d'autre part, sujette à immunité du même chef que tous les autres biens et revenus des étrangers, sans que cette immunité se rattachât pour cela à l'octroi des baux ;





profiter des divers avantages concédés par le gouvernement japonais ; » mais que cette thèse a pour premiers défauts d'endosser aux seuls tenanciers de baux perpétuels l'obligation de payer une dette d'équité fondée sur des considérations applicables en grande partie à tous les étrangers, tenanciers ou non, admis aux avantages de la résidence et du commerce, et de s'appuyer d'autre part sur des calculs fort contestables ;

Que les coefficients du prix — convenu d'ailleurs de commun accord — étaient, dès le début déjà, assez multiples ; qu'il y avait pour le preneur la valeur du sol comme terrain de situation et d'avenir, au bord de la mer, à proximité des marchés commerciaux importants ; qu'il y avait la sécurité et les avantages résultant de l'englobement de ces terrains dans une circonscription settlementaire, qu'il y avait le caractère perpétuel des baux, le nombre plus ou moins limité des emplacements favorables à un moment donné (1), etc., etc. ; qu'il y avait encore du côté du bailleur les frais de préparation souvent considérables pour la mise en état des terrains et la compensation légitime à exiger du chef de l'affranchissement, sans limite de temps, de l'impôt sur les fonds de terre ; que, dans ces conditions, l'argument invoqué est de nature trop inductive et trop aléatoire pour servir de base à une exemption d'impôts ; qu'il ne faut pas oublier d'ailleurs, en ce qui concerne les adjudications publiques, l'influence que le taux plus ou moins élevé de la rente était de nature à exercer normalement sur le quantum de l'adjudication, ces deux éléments étant appelés à former ensemble la contre-prestation du tenancier ; que si les Puissances conjointes soutiennent que le gouvernement japonais, au point de vue « affaires », a fait une excellente opération, ce gouvernement établit, par des données difficilement constestables, qu'à ce même point de vue il est loin d'avoir fait une bonne aubaine ; que les avantages généraux ultérieurs invoqués à d'autres points de vue peuvent être considérés comme réciproques à bien des égards, et n'ont pu, en tous cas, entrer en ligne de compte à l'origine comme éléments modificateurs du prix.

Qu'il est du reste plus qu'invraisemblable de supposer dans le cas présent que les étrangers aient consenti à majorer leur prix du chef d'un impôt qui n'existait pas et de constructions qu'ils avaient simplement le pouvoir d'élever à leurs frais exclusifs et à leurs risques et périls ;

Que loin que l'on puisse accorder quelque crédit aux inductions alléguées en faveur de la thèse d'une exonération des constructions futures, il existe, au contraire, des éléments de fait qui démontrent positivement la thèse opposée ; qu'en effet, les enquêtes du gouvernement japonais et les incidents de discussion relatifs à la fixation de la rente prouvent que les taux qui ont servi de base comparative à cette fixation étaient des taux de rente foncière pure dans le sens propre du mot, et qu'il n'a jamais été question de faire payer une rente où les constructions éventuelles entreraient comme facteurs de majoration ;

Attendu qu'il semble d'ailleurs qu'il y ait quelque confusion dans les

---

(1) Voir sur ce point la dépêche du Consul anglais à Nagasaki en date du 31 janvier 1860, § 9 *in fine* (Mémoire, p. 70). Cette observation fait saisir sur le vif la variété des facteurs dont l'influence peut s'exercer sur le prix des choses et les inextricables difficultés de la thèse soutenue ici par la partie adverse.

dissertations de la partie adverse concernant les taxes générales et municipales, le gouvernement japonais admettant que ce qui constitue la chose louée est exempt de toutes taxes impériales, municipales ou autres frappant par ailleurs les mêmes biens, qu'il se borne à contester que les bâtiments aient constitué la chose louée et soient entrés pour quelque part dans la situation spéciale faite, au point de vue fiscal, à cette chose ;

Attendu, en dernière analyse, que la revendication d'une exemption d'impôts en faveur des constructions, loin de trouver un point d'appui dans les Actes de baux, est, au contraire, formellement contrecarrée par la teneur de ces Actes.

## VI. — EN CE QUI CONCERNE LA TENEUR DE LA CLAUSE CONFIRMATOIRE.

Attendu qu'il importe d'abord de bien fixer la portée générale de la clause confirmatoire des baux, comme élément de solution du présent litige ; que l'objet propre de cette clause est d'élever à la hauteur d'une convention internationale le maintien intégral, sous le nouveau régime, de certains baux particuliers qui pouvaient se présenter comme ne cadrant pas dans tous leurs éléments avec le droit commun instauré et reconnu comme loi générale de ce régime :

Attendu que la clause n'entend que maintenir les baux, sans y rien ajouter, sans y rien retrancher ou modifier, les faisant pénétrer en bloc intangible dans l'ordre nouveau ;

Qu'ainsi la signification de la clause se ramène exactement à ceci : ce qui a été loué — ni plus ni moins — doit rester loué, et cela dans les mêmes conditions — ni plus ni moins — faites par les baux.

Attendu que dans ces conditions l'on ne peut imaginer un antagonisme juridique entre la teneur des traités et la teneur des baux, et que si quelque doute pouvait surgir quant au contenu des premiers, c'est dans le sens d'une parfaite harmonie avec le contenu si clair des seconds qu'il y aurait lieu d'interpréter cette obscurité ;

Attendu, d'ailleurs, que pareille hypothèse est ici sans fondement et que la teneur de la clause confirmatoire met en nouvelle lumière et fixe authentiquement la conclusion à laquelle nous a conduit l'examen des baux eux-mêmes, à savoir : que la terre seule et non les constructions érigées ou érigeables sur elle constitue ce qui a été loué et ce qui a droit à l'exemption ;

Attendu, en effet, que lorsque l'on procède à une analyse foncière de cette clause, telle qu'elle se trouve formulée d'abord dans la rédaction initiale et originale du traité anglo-japonais, puis dans les traités germano-japonais et franco-japonais qui ont fidèlement copié le texte anglais — avec des variantes parfaitement explicables par le génie divers des langues, et non par la recherche d'avantages séparés, inconciliables avec le but unitaire manifestement poursuivi, comme avec la forme d'adhésion donnée par chacun « en ce qui concerne », et d'ailleurs incompatibles avec le caractère simplement confirmatoire et non innovateur de la clause — on observe que le texte comprend d'abord l'expression d'une pensée maîtresse que l'on appelle justement, en analyse logique, la proposition principale : la confirmation de baux. Puis, dans deux autres membres de phrases faisant cortège à la proposition



principale, le texte précise cette proposition, en fournissant la réponse à ces deux questions :

1° quels baux seront confirmés?

2° de quelle manière le seront-ils, et, spécialement, quel rôle joueront dans cette confirmation les conditions contenues dans ces baux?

Attendu que sur ce dernier point la réponse est manifestement celle-ci : les conditions contenues dans les baux seront respectées *ne varietur*, sans qu'on puisse les supprimer, y ajouter ou les modifier.

Attendu qu'aux termes mêmes de la clause telle qu'elle est formulée dans les trois traités, les conditions ainsi visées dans le second membre de phrase, concernent les biens décrits dans le premier (*in respect of such property, hinsichtlich dieser Grundstücke, les propriétés de cette nature*), et qu'ainsi pour savoir quels sont les biens qui bénéficient de l'immutabilité accordée aux conditions des baux, il faut et il suffit de constater quelle est la chose louée selon la description qu'en donne la première partie;

Attendu que la chose louée est nettement décrite dans cette partie par les traits suivants : une propriété — tenue présentement en bail perpétuel — dans les settlements :

*Existing leases in perpetuity under which property is now held in the said settlements — Überlassungsverträge unter welchen jetzt in den gedachten Niederlassungen Grundstücke besessen werden — les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers;*

Attendu que ce signalement répond parfaitement à la terre accordée, en effet, en bail perpétuel par le gouvernement japonais, et dont la propriété, tout en étant conservée par lui, se trouve être en tenure du chef de l'acte de bail, et que d'autre part ce signalement ne convient qu'à la terre seule, les constructions achetées ou bâties pour compte propre par les tenanciers de la terre n'étant pas, elles, tenues en bail mais acquises en propriété et ne pouvant d'ailleurs être considérées comme constituant une partie de la chose louée;

Attendu que la différence de ces deux status juridiques dont l'un répond exactement au signalement donné par la clause confirmatoire des baux, et dont l'autre ne répond aucunement à ce signalement, ne peut être contestée, puisqu'elle est la base internationalement reconnue de la capacité civile des étrangers quant aux biens situés sur le territoire;

Attendu qu'il est également inadmissible que les parties contractantes n'aient pas pris garde à cette différence, ou n'en aient pas tenu compte, étant donné qu'elle se trouve nettement accusée et dans les anciens et dans les nouveaux traités, qu'elle est énergiquement rappelée dans les documents authentiquement interprétatifs de ces derniers et formulés au moment de leur signature, qu'elle se présente comme une réalité vivante dans la pratique, et qu'elle constitue, dans toute la force du terme, une règle fondamentale du droit international en vigueur entre le Japon et toutes les Puissances à traités;

\*  
\* \*

Attendu que c'est en vain que pour atteindre un résultat favorable à une exonération cumulée du sol et des bâtiments, l'on relève l'emploi

par le texte des traités du mot « property » ou « propriétés », en alléguant que ce terme étant générique, doit viser également les fonds de terre et les constructions ;

Qu'il n'est pas permis à l'interprète d'isoler ainsi un mot en le séparant des termes qui, dans une locution, le qualifient et le déterminent ;

Que dans le texte de la clause confirmatoire, il ne s'agit pas de la propriété en général, mais bien d'une propriété tenue en bail perpétuel dans les settlements : ce qui s'applique parfaitement à la terre et aucunement aux constructions ;

\*  
\* \*

Attendu que la distinction mise en avant, en vue d'atteindre le même but, entre la propriété directe et la propriété utile, — la première demeurant seule à l'Etat, la seconde étant transférée aux étrangers, — n'est pas plus efficace ;

Qu'en droit pur les distinctions fondées sur des concepts de copropriété divise ou indivise semblent bien devoir s'effacer devant la simple clarté de cette règle : les étrangers, en ce qui concerne les fonds de terre, ne sont et ne peuvent devenir propriétaires au Japon ;

Que cette règle essentielle est en quelque sorte partout présente, dans les documents nationaux et internationaux relatifs à la condition civile des étrangers ;

Elle est présente, en effet, dans les anciens traités où l'on distingue si nettement à ce point de vue entre la terre et les constructions, en affirmant que celles-ci peuvent être achetées, bâties, acquises en propre, tandis que lorsqu'il s'agit de la terre, c'est le droit de louer, lui seul, qui est accordé ;

Elle est présente dans les arrangements relatifs aux baux perpétuels et aux Settlements, où l'on rappelle que « la propriété du sol appartient à l'Etat », et où l'on en prend texte pour réclamer de ce dernier l'accomplissement de nombreux offices se rattachant à cette qualité ;

Elle est présente dans les négociations en vue de la revision des anciens traités, où la question du transfert au locataire du droit de propriété appartenant à l'Etat sur les fonds de terre occupe une place capitale ;

Elle n'est pas moins présente dans les nouveaux traités, où l'on a soin de distinguer aussi la situation des étrangers quant à la terre et quant aux constructions érigeables sur elle ;

Elle l'est de même, à titre exprès et spécial, dans les dispositions additionnelles intervenues entre les puissances contractantes, immédiatement avant la signature des nouveaux traités, comme la déclaration germano-japonaise du 4 avril 1896, dont le n° 1° s'exprime comme suit : « ... d'après les lois actuellement en vigueur au Japon, il est interdit encore aux étrangers d'y acquérir la propriété des fonds de terre, » et dont le n° 3°, à son tour, s'exprime en ces termes « ... la propriété des fonds de terre des quartiers étrangers mentionnée dans l'article XVIII du Traité restant acquise à l'Etat japonais. » Et l'on observera, à propos de cette dernière citation, qu'elle contient précisément une référence directe à l'article XVIII qui fait l'objet du présent litige, référence dont l'importance ne peut échapper à l'interprète ;

Enfin, cette règle est présente dans la pratique vivante du droit où l'on tire du principe de l'Etat propriétaire des fonds de terre, des



conséquences importantes. Et l'on remarquera encore à ce sujet que c'est sur ce principe que le gouvernement allemand fonde, dans le n° 3° de la déclaration que nous venons de citer, une déduction capitale, rappelée dans les textes visés par le Protocole arbitral ;

Attendu que cette règle, aussi longtemps qu'elle existe comme loi fondamentale de l'Etat, ne peut être considérée comme purement nominale — c'est-à-dire comme n'existant pas — mais qu'elle constitue une réalité juridique ; qu'elle est d'ailleurs commune au Japon et à bon nombre d'Etats civilisés d'Europe et d'Amérique, et qu'elle peut tenir, non à un esprit d'hostilité envers les étrangers, mais à des circonstances spéciales dont un Etat a le droit et peut avoir le devoir de tenir compte ; que la distinction entre la propriété directe et la propriété utile telle qu'on la formule pourrait aboutir à rendre la règle en question simplement nominale et à renverser son économie essentielle ;

Attendu que dans un pays où les étrangers ne peuvent devenir propriétaires terriens, il est particulièrement difficile d'admettre une propriété terrienne décomposée, découpée, et transférée par tranche à des incapables ;

Attendu que cela n'empêche aucunement que la terre ne puisse être dans ce pays l'objet soit de droits personnels, soit de droits réels ; que la notion de droit réel, loin d'être nécessairement liée à l'idée d'un cisaillement de la propriété, peut être parfaitement et même plus rationnellement représentée sous l'aspect de simples *jura in re* ou pouvoirs juridiques divers grevant réellement la chose d'autrui, transmissibles et opposables aux tiers ;

Attendu que le n° 1 de l'Acte additionnel germano-japonais du 4 avril 1896 semble confirmer précisément d'une manière frappante, non la thèse de la propriété directe et indirecte ou utile, mais la thèse de la non-propriété des étrangers en ce qui concerne les fonds de terre et de la constitution des droits réels sur ces fonds ; qu'en effet il s'exprime comme suit :

I. Dass, wenn auch den Fremden in Japan nach den zur Zeit dort geltenden Gesetzen *der Erwerb des Eigenthums an Grundstücken noch verzagt ist*, hierdurch die Befugniss der Deutschen Reichsangehörigen nicht berührt wird, daselbst, zur Erreichung der in artikel I und III der Vertrages angegebenen Zwecke, gleich den Inländern und nach Massgabe der jeweiligen landesgesetzlichen Bestimmungen *emphytheutische, superfiziarische und sonstige dingliche Rechte an Grundstücken zu erwerben und persælichen Mieths — oder Pachtrechten an Grundstücken durch Eintregung in die hierfür bestimmten Register den Karakter dinlicher Rechte zu verschaffen* ;

Que bien que, d'après les lois actuellement en vigueur au Japon, il soit *interdit* encore aux étrangers d'y *acquérir la propriété des fonds de terre*, les ressortissants de l'empire allemand auront toujours la libre faculté, pour atteindre les buts mentionnés dans les articles I et III du traité, d'y *acquérir* au même titre que les indigènes et selon les dispositions législatives en vigueur des *droits emphytéotiques, superficiaires et autres droits réels sur les fonds de terre* et de *donner aux droits personnels de location ou d'affermage des fonds de terre le caractère de droit réel* par l'enregistrement de ces droits dans les registres destinés *ad hoc*. (*Traduction du Mémoire, p. 16.*)

Attendu que l'institution de baux perpétuels, même sous un régime

où nul n'est incapable de devenir propriétaire terrien, est loin d'avoir été considérée comme impliquant un transfert effectif de propriété; que, même sous un tel régime, cette question a été regardée comme dépendant des localités et des circonstances; qu'il est particulièrement difficile en droit d'y attacher une pareille conséquence à l'égard d'incapables, sous un régime où l'incapacité de devenir propriétaire terrien est expressément consacrée;

Qu'il semble, en tout cas, assez singulier d'admettre que les baux aient pour effet de conférer une véritable propriété aux locataires. alors que la confirmation de ces baux a précisément été admise pour que les locataires ne devinssent pas propriétaires par une transformation de leur titre de location en titre de propriété;

Que la solution qui, tout en considérant le droit de bail comme un droit réel, ne le représente pas comme un découpage de la propriété, paraît être la plus conforme à la nature propre du bail, telle qu'elle est conçue dans la généralité des pays, le bail étant par essence un droit de tenure et la détention ou possession à laquelle il donne lieu, étant exclusive de tout *animus domini*;

Qu'enfin la conception contraire est parfaitement inutile pour réaliser les conditions d'établissement stable recherchées par les étrangers, cette stabilité se trouvant convenablement sauvegardée par l'existence des locataires perpétuelles, et par le droit pour les étrangers d'aménager pour leur compte exclusif, sur les fonds loués, telles installations qui leur conviennent, et d'en devenir propriétaires;

Attendu, au demeurant, qu'en admettant que les actes de baux puissent être considérés comme ayant ici opéré un certain démembrement de la propriété en ce qui concerne le fonds loué, il n'en résulterait pas pour cela un démembrement de la propriété, en ce qui concerne les constructions; qu'en effet, il a été surabondamment démontré que celles-ci constituent dans le chef des tenanciers ou de leurs ayants droit de véritables acquêts de propriété, dans lesquels le domaine direct et le domaine utile ne font qu'un, et se trouvent parfaitement et au même titre réunis sur la même tête;

\*  
\* \*

Attendu que pour englober les constructions dans la franchise dont jouissent les fonds de terre, il n'est pas possible non plus de soutenir en droit que l'exemption accordée viserait les terrains, non tels qu'ils existaient au moment du bail, mais tels qu'ils se sont comportés au moment des nouveaux traités, c'est-à-dire chargés des constructions; qu'il suffit, en effet, pour avoir raison de cette thèse, de porter son attention sur les observations suivantes: d'abord, elle mutile artificiellement le droit d'exemption lui-même, en le faisant porter, non sur toute construction érigeable, mais sur des constructions érigées en fait à un moment donné; puis, elle fait rentrer dans la chose louée des choses qui n'en font point partie: d'autre part, elle méconnaît cette vérité élémentaire que, pour savoir, dans un bail de choses, ce qui a été réellement loué, il faut bien se reporter au moment où l'acte de bail a été fait, c'est-à-dire au moment où se sont rencontrées les volontés concordantes des parties intervenues à cet acte; enfin, en établissant une différence entre la chose louée au moment du bail et la chose louée au moment des nouveaux traités, et en soutenant que ceux-ci sont atta-



chés à cette dernière, l'on transforme, sans y prendre garde, une stipulation confirmatoire en une stipulation modificative et innovatrice;

\*  
\* \*

Attendu que tout essai d'interprétation de la teneur de la clause confirmatoire, dans le sens préconisé par les Puissances conjointes, se heurte fatalement à cet écueil: l'impossibilité de faire rentrer sous une catégorie essentiellement unique des choses appartenant à des propriétaires divers et dont la caractéristique est profondément distincte: les propriétés du gouvernement japonais, les fonds de terre qui sont détenus à titre de bail par les étrangers, sans pouvoir être appropriés par eux, et les constructions qui sont des acquêts de propriété dont le chef de ces derniers a un titre tout à fait différent; que l'on ne peut arriver à réduire, sous un même dénominateur, ces deux éléments qu'en dénaturant l'un ou l'autre — soit en soutenant, quant aux constructions, qu'elles sont aussi la propriété du gouvernement japonais, à l'instar des fonds de terre — soit en soutenant que les fonds de terre sont acquis à titre de propriété par les étrangers au même titre que les constructions; alternative dont chacun des termes est à son tour juridiquement inadmissible;

Attendu, en dernière analyse, que l'examen successif et comparé des trois textes de la clause confirmatoire, dans des conditions conformes aux règles d'une droite herméneutique, met en plein relief cette vérité juridique:

L'objet véritable de la clause controversée, ce sont les baux confirmés.

Dans cette clause, les baux sont érigés, à la fois en élément déterminateur des biens exemptés, et en élément régulateur de la licéité des charges et conditions qui peuvent être imposées concernant ces biens.

Il est également impossible, soit de considérer comme exemptés des biens qui ne sont pas détenus à titre locatif, soit de transformer les baux en criterium d'immunité concernant des biens qui n'ont pas constitué la chose louée;

#### VII. — EN CE QUI CONCERNE L'INTERPRÉTATION AUTHENTIQUE CONTENUE DANS L'ACTE ADDITIONNEL DU 4 AVRIL 1896

Attendu qu'avant de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation intervenu entre l'Empire allemand et le Japon, le Gouvernement allemand, par l'organe du Ministre d'Etat, secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, a jugé opportun « pour écarter le moindre doute — *ausser Zweifel zu stellen* » de préciser divers points discutés déjà dans le cours des négociations; que le point n° 3° a été formulé comme suit:

« 3° Dass *da* das Eigenthum an den im artikel XVIII des Vertrages erwähnten Niederlassungsgrundstücken dem Japanischen Staate verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsfolger für ihre Grundstücke ausser dem Kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend welcher Art nicht zu entrichten werden »;

Que la propriété sur les fonds de terre des quartiers étrangers men-

tionnés dans l'article XVIII du traité restant acquise à l'Etat japonais, les ayants droit n'auront pas d'autres taxes ou charges, de quelque nature qu'elles soient, à payer pour leurs fonds de terre en dehors de la rente foncière stipulée par le contrat ;

Attendu que le Gouvernement japonais, par l'organe de l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à Berlin, a déclaré que le point ainsi précisé « concernant l'exemption de la taxation des fonds de terre dans les quartiers » était correct dans toutes ses parties » ;

Attendu que l'on peut donc justement voir dans cet échange de notes, venu au moment de la signature du traité, une véritable interprétation, authentique de la teneur de la clause confirmatoire ; d'autant plus que l'Acte additionnel, dans la disposition précitée, renvoie expressément à cette clause ;

Attendu que dans cette disposition interprétative les gouvernements déclarent, de commun accord, d'abord, que la propriété sur les fonds de terre des quartiers étrangers appartient et « reste acquise à l'Etat japonais » ; et qu'ils déclarent en second lieu, et comme corollaire de la première déclaration — *Da* — que les possesseurs de cette propriété n'auront point d'autres taxes ou charges à acquitter, pour leurs fonds de terre, en dehors de la rente foncière stipulée par le contrat ;

Attendu que cette double déclaration, plaçant l'exonération sous l'égide de sa raison d'être, établit une relation de cause à effet, entre la conservation de la propriété par le Gouvernement japonais, d'une part, et l'exemption revendicable, d'autre part ;

Attendu qu'il n'est plus possible, dans ces conditions, sans aller à l'encontre d'une interprétation authentique donnée par les parties, de soutenir que ce qui n'est pas la propriété de l'Etat japonais jouirait d'une franchise de taxe ;

Attendu que, par propriété de l'Etat japonais, les parties ont entendu ici exclusivement les fonds de terre ; que ce point n'est pas douteux pour l'Etat territorial et que cela est aussi avéré pour son cocontractant ;

Attendu, en effet, que, quel que soit le sens extensif que l'on puisse leur donner ailleurs, les mots « *Grundstücke* » et « *Niederlassungsgrundstücke* » sont employés dans le texte du Traité germano-japonais et dans le Protocole Additionnel pour désigner proprement et exclusivement les fonds de terre ;

Que cette signification n'est pas contestable pour ces mots tels qu'ils sont employés dans le paragraphe spécial à la clause confirmatoire allemande, ainsi conçu :

« Die Besitzrechte an diesen Niederlassungsgrundstücken können in Zukunft von ihren Besitzern frei und ohne dass es dazu, *wie bisher* in gewissen Fällen, der Genehmigung der konsularischen oder japanischen Behörden bedarf, an Inlander oder Auslander veraussert werden ; »

Les droits de possession sur ces fonds de terre des quartiers étrangers pourront à l'avenir être librement transférés à des indigènes ou à des étrangers par leurs détenteurs, sans qu'il faille pour cela le consentement des Autorités Consulaires ou Japonaises, *comme cela était prescrit jusqu'à présent dans certains cas*.

Qu'en effet, la terre était, au vu et au su des contractants, le seul bien pour le transfert duquel le consentement des autorités soit consu-



lares, soit japonaises, fût requis alors dans certains cas ; que c'est donc bien elle et elle seule que ce mot représente ici ;

Que cette signification n'est pas davantage contestable dans les autres passages ; qu'il n'est pas possible, en effet, d'admettre que dans un même article de traité on donne un sens différent à un même mot employé manifestement pour désigner une même chose ;

Que d'ailleurs le même terme de « Grundstücke » était déjà employé dans l'article III des anciens traités de la Prusse et la Confédération de l'Allemagne du Nord avec le Japon pour désigner les propriétés que les sujets allemands pouvaient seulement louer et non acquérir, c'est-à-dire exclusivement les fonds de terre ;

Que le fait est si clair et s'impose si invinciblement que le Mémoire même des trois puissances s'en vient l'accuser en quelque sorte, en traduisant lui-même — deux fois dans la clause, et deux fois dans le Protocole additionnel — le mot « Grundstück » par l'expression « fonds de terre », c'est-à-dire par l'expression qu'en aucun cas personne ne confond avec les constructions ;

Attendu au surplus qu'il est de notoriété que l'Etat japonais n'a jamais revendiqué comme sienne la propriété des constructions, achetées ou bâties pour compte propre par les étrangers sur les terrains tenus en baux perpétuels, et que la transformation de ce Gouvernement en propriétaire forcé dans cet ordre est juridiquement impossible, ainsi qu'il a été antérieurement établi ;

#### VIII. — EN CE QUI CONCERNE LES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES PRÉPARATOIRES A LA CONCLUSION DES NOUVEAUX TRAITÉS, ET LES CONDITIONS DE LA RÉDACTION DE LA CLAUSE CONFIRMATOIRE.

Attendu que les négociations engagées par le Gouvernement japonais, avec les Puissances à traités, ont porté, depuis l'origine, sur un projet où les conséquences du régime nouveau à instaurer étaient, au point de vue qui nous occupe, déterminées de la manière suivante :

Transformations des tenanciers perpétuels appelés à payer jusqu'alors une redevance spéciale, en propriétaires appelés à payer désormais les taxes de droit commun sur les biens devenus leur propriété ;

Attendu que les terres étant les seuls biens à l'égard desquels le Gouvernement japonais pût ainsi, en disposant des droits qui lui appartenaient, conférer la qualité de propriétaire, il appert clairement qu'il s'agissait bien de fixer le sort des terres et d'elles seules, en résolvant à leur égard cette question : les locataires de ces terres demeureront-ils des tenanciers ou deviendront-ils des propriétaires ?

Attendu que si cette dernière alternative, d'abord agréée, a finalement fait place à la seconde, cette circonstance n'empêche manifestement pas que les biens dont le sort était en jeu et pouvait être fixé de l'une ou de l'autre manière, ne soient demeurés identiques dans les deux cas ;

Attendu que dans ces conditions il n'est pas possible d'admettre que les Parties aient voulu viser, dans leurs négociations, des constructions qui n'appartenaient pas au Gouvernement, dont il n'avait pas à disposer, dont il ne pouvait même pas disposer, qui n'existaient pas au moment où les actes de baux furent passés, et qui ne peuvent être considérés comme partie de la chose louée ;

Attendu, en conséquence, qu'en se ralliant de commun accord à ce que le vicomte Aoki a appelé le *statu quo*, les parties n'ont entendu viser que les fonds de terre ; qu'elles ont simplement écarté la solution consistant dans la transformation juridique des tenanciers de la terre en propriétaires, et conservé la situation juridique des choses louées, telle qu'elle résultait des actes de baux ; bref, que le *statu quo* c'est, comme l'atteste d'ailleurs à l'évidence le texte de la clause confirmatoire, le maintien des baux et rien autre chose ;

Attendu que l'entente des deux parties sur ce terrain se comprend et pouvait leur apparaître admissible à l'une et à l'autre sous le nouveau régime ;

Que, pour les Puissances étrangères, cette solution apparaissait comme donnant pleine satisfaction au principe de la stabilité des contrats ;

Que, pour le Japon, si elles ne constituaient pas l'application la plus rigoureusement logique du régime de droit commun à instaurer, elle se présentait du moins comme n'étant pas inconciliable avec ce régime : car, d'une part, les tenanciers ne devenant pas propriétaires de la terre ne devenaient pas, en droit, les débiteurs fiscaux de l'impôt qui pouvait la frapper ; d'autre part, par la redevance conservée, ils payaient, comme occupants perpétuels, une compensation conventionnellement admise de cet impôt ;

Qu'au contraire, l'affranchissement, en faveur des étrangers, de l'impôt sur les constructions dont ils étaient les débiteurs légaux en qualité de propriétaires, eût heurté de front le nouveau régime, et consacré dans le chef des étrangers en question un cumul injustifiable du système des privilèges et des avantages de la loi d'égalité ;

\*  
\* \*

Attendu que la formule initiale d'où est sortie la clause controversée et qui présente un intérêt spécial au point de vue interprétatif, se trouve consignée — dans la rédaction proposée par le Gouvernement anglais au Gouvernement japonais — en des termes qui attestent que la volonté des parties a été non pas de consacrer toute immunité dont pouvaient jouir les étrangers quant à leurs biens, mais de maintenir purement et simplement la situation juridique établie par les baux ;

Que l'amendement présenté par le Gouvernement japonais à cette formule, adopté par le Gouvernement anglais et inséré dans le texte définitif de la clause, a accentué encore, de la manière la plus précise, cette commune volonté de ne confirmer que les baux et les exemptions qui s'y trouvaient renfermées concernant la chose louée.

\*  
\* \*

Attendu que si quelque doute pouvait subsister concernant le sens de la clause confirmatoire, ce doute devrait en tout cas être interprété en faveur du Japon et contre les Puissances conjointes : premièrement, parce qu'il est constant qu'en ce qui concerne la clause confirmatoire, ces Puissances ont « dicté la loi du contrat » et qu'elles ne peuvent que s'imputer à elles-mêmes, éventuellement, de ne pas l'avoir faite assez claire — surtout dans la connaissance où elles étaient de l'existence du système de la taxe sur les bâtiments et de la perception de cette taxe



dans diverses localités sans distinction de personnes ; secondement, parce que c'est le seul moyen de sauvegarder l'harmonie en tout cas voulue par les Parties entre la teneur de la clause confirmatoire et la teneur si claire des baux confirmés ; troisièmement enfin, parce qu'il s'agit ici de la revendication d'une prérogative qui, ainsi que le reconnaît expressément le Protocole arbitral lui-même, constitue « une exemption », restreignant les droits normaux de la souveraineté, et constituant sous un régime de droit commun en matière d'impôts une disposition incontestablement exceptionnelle à ce régime ;

Qu'il importe peu que cette disposition soit consignée dans un acte de bail ou dans un autre acte, qu'elle ait eu tel ou tel caractère sous un régime dont il a été fait table rase ; que lorsque dans le seul ordre juridique existant, une règle organique nouvelle essentiellement générale comme celle de l'égalité des étrangers et des nationaux est placée à la base des institutions, il n'est possible, à aucun point de vue, de tenir une disposition positivement dérogatoire à cette règle pour autre chose que ce qu'elle est effectivement dans cet ordre ;

Attendu qu'au demeurant, la situation a bien été appréciée ainsi par les puissances conjointes elles-mêmes lorsque, déterminant au début de la Troisième Partie de leur Mémoire la portée des Nouveaux traités, elles se sont exprimées en ces termes :

« Les traités passés de 1894 et 1896 entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, font rentrer dans le *droit commun*, la condition des étrangers au Japon, en maintenant en leur faveur les quelques droits *exceptionnels* que leur garantissaient des contrats. »

Attendu que dans cet état des choses il est conforme aux principes les mieux justifiés et les plus universellement admis de l'herméneutique juridique, de se prononcer, en cas de doute, contre l'exemption réclamée par les Puissances conjointes ;

#### IX. — EN CE QUI CONCERNE LE FAIT SPÉCIAL DU NON-PAIEMENT DE LA « HOUSE TAX » SOUS LE RÉGIME ANTÉRIEUR.

Attendu qu'en soi le fait du non-paiement de la *house tax* sous l'ancien régime n'est pas relevant ; qu'en effet, pour les étrangers, ce fait était commun à la *house tax* et à la généralité des impôts ; que toutes ces immunités ont précisément disparu et fait place au régime nouveau d'égalité et de droit commun, instauré sur les ruines du régime déchu ;

Attendu que deux explications différentes sont fournies, d'une part, par les Puissances conjointes, d'autre part, par l'Etat japonais concernant le fait par les étrangers de ne pas payer autrefois l'impôt sur les constructions ;

Que les Puissances conjointes représentent ce fait comme une conséquence de l'inapplicabilité radicale au Japon des principes généraux du droit international en matière d'impôt dû sur les biens immobiliers par les étrangers qui les possèdent, inapplicabilité ayant sa raison d'être dans la politique d'isolement du Japon ;

Que l'Etat japonais, de son côté, représente le même fait comme se rattachant en réalité au fonctionnement d'une institution positive

conventionnellement introduite au Japon, celle des juridictions consulaires ;

Attendu que l'Etat Japonais et les autres Etats ont, dans la période de 1858-1869, réglé la condition des étrangers au Japon par des traités conclus entre puissances souveraines et indépendantes ;

Attendu que par ces traités l'Etat japonais a adopté non pas précisément une politique d'isolement, mais une politique d'admission des étrangers sur son sol, dans une mesure importante ;

Attendu qu'en n'ouvrant qu'une partie de son territoire aux étrangers, cet Etat a usé d'un droit souverain qui lui appartenait et qui n'est pas contestable ;

Attendu que s'il a accordé d'autre part aux étrangers dans les régions ouvertes par lui certaines prérogatives exceptionnellement favorables, c'est dans l'octroi conventionnellement fait par le Gouvernement japonais, en sa souveraineté, de ces prérogatives que celles-ci ont puisé leur titre juridique d'existence ; que sans la participation de l'Etat à leur établissement, les juridictions consulaires, les Settlements et autres institutions semblables auraient été, devant le droit, sans justification ;

Attendu que l'objet essentiel des accords intervenus entre le Japon et les Puissances à traités a été de procurer aux ressortissants de ces Puissances des avantages privés, d'ordre commercial surtout avec une sécurité de nature à en assurer la jouissance ; que si diverses mesures convenues dans cet ordre ont revêtu le caractère d'arrangements d'Etat à Etat, la matière de ces arrangements n'a pas pour cela changé de nature ;

Attendu que ces mesures, telles qu'elles se présentent à nous dans les traités, ont consisté d'abord dans l'institution de juridictions consulaires étrangères et dans la détermination de circonscriptions où les étrangers seraient autorisés à louer des fonds de terre et à s'approprier des constructions ;

Que le privilège des juridictions consulaires tel qu'il a été établi constitue un privilège attaché à l'étranger comme un attribut de sa personne, qu'il est indépendant en soi de la détermination de circonscriptions assignées à l'établissement des étrangers ; que cette détermination, si elle peut offrir en fait des avantages pratiques à l'exercice de cette juridiction, ne change pas le caractère de celle-ci ;

Attendu que les arrangements complémentaires ou auxiliaires de ces mesures, et consistant à procéder à la cession ou à l'adjudication en location perpétuelle, dans les circonscriptions assignées, de biens constituant le domaine patrimonial de l'Etat, à n'admettre que les étrangers au bénéfice de cette cession ou adjudication, et à pourvoir éventuellement aux exigences de vie commune, résultant des agglomérations d'étrangers ainsi formées, au moyen d'une certaine organisation administrative de ces collectivités, n'équivalent aucunement à un abandon de souveraineté sur le sol même de l'Etat, au profit soit d'une Puissance déterminée, soit de plusieurs Puissances, soit d'une communauté d'étrangers ;

Attendu que la réalisation de ces arrangements par les soins d'autorités nationales secondaires d'accord avec les consuls, souvent même sans l'approbation expresse du Gouvernement, démontre à toute évidence que l'idée de cession d'une part, d'acquisition d'autre part, d'une véritable souveraineté territoriale est étrangère à toutes ces



mesures et ne permet pas de soutenir soit en raison, soit en droit, que la création d'une telle souveraineté fût à la base des Settlements tels qu'ils ont été établis au Japon; qu'il est d'ailleurs constant que lorsque furent adoptés les Nouveaux Traités les intérêts collectifs d'ordre administratif groupés dans ces circonscriptions étaient distinctement gérés par les seules Autorités japonaises à Yokohama, Nagasaki et Tokio et avec le concours de ces autorités prêté aux Consuls étrangers et à un Comité de résidents étrangers à Hiogo et à Osaka — ces deux dernières circonscriptions composant à peine un dixième des terrains settlementaires;

Attendu que le caractère purement administratif attaché à ces Settlements est d'ailleurs parfaitement et authentiquement constaté par la clause même des Traités qui a stipulé leur incorporation au système municipal du Japon, clause qui ne fait ni explicitement, ni implicitement la moindre allusion à quelque rétrocession d'une souveraineté territoriale qui aurait été prétendument abdiquée, et se borne à stipuler le respect de certains droits privés concernant des biens loués à des particuliers;

Attendu que si les privilèges d'ordre personnel et administratif, accordés aux ressortissants de divers Etats, individuellement ou collectivement, ont soustrait les étrangers pour une part de leur activité correspondant à l'exercice de ces prérogatives à la juridiction et à la loi en vigueur dans le pays où ils se trouvaient, il n'est pas possible en droit de transformer de ce chef les Settlements en fragments d'Etat ou en républiques internationales ou en colonies étrangères, et de supposer à cette occasion la création d'une souveraineté nouvelle dont relèverait le territoire, que tous ces mots sont des images sans exacte consistance juridique;

Qu'il y a lieu d'observer ici que c'est précisément pour éviter toute équivoque dans cet ordre que dans la clause du Traité franco-japonais du 4 avril 1896, concernant les Settlements, le terme de « quartiers » a été, de l'accord des Parties, substitué au terme de « concessions »;

Attendu que non seulement le droit que possède tout Etat sur son territoire comme tel dans l'ordre international n'a pas été aliéné, mais que le droit de domaine éminent sur les fonds accordés en usage aux étrangers, a été itérativement réservé, et que même le droit de propriété patrimonial de ces fonds a été conservé par l'Etat japonais;

Que le droit de domaine éminent comprend essentiellement le pouvoir d'établir des taxes sur les biens situés dans le territoire, comme le rappelle le Contre-Mémoire en ces termes;

Le domaine éminent est la manifestation de la souveraineté de l'Etat ou selon l'expression du Traité français de 1896 (art. 21, dernier alinéa), *le droit de souveraineté territoriale de l'Etat*; il autorise celui-ci à soumettre l'exercice du droit de propriété aux restrictions commandées par l'intérêt général, à exiger du propriétaire le paiement de l'impôt, etc.

Que s'il est une matière où la souveraineté du pouvoir dans un pays soit juste, nécessaire et reconnue par les règles fondamentales du droit, c'est à coup sûr celle qui concerne le territoire national;

Attendu, en conséquence, que sauf dérogation positivement consentie et nettement établie, la loi du souverain territorial, la *lex loci* revendique son légitime empire;

Attendu qu'en l'absence d'une telle dérogation le droit pour un Etat

d'établir l'impôt sur les biens immobiliers situés dans le pays, impôt dont le caractère est précisément de frapper ces biens comme tels, indépendamment des mains en lesquelles ils passent, ne peut être considéré comme abdiqué;

Que rien dans les traités de 1858-1869 n'implique une telle abdication;

Que si la protection générale des personnes et des propriétés stipulée par l'article 1<sup>er</sup> de ces traités emporte l'exclusion de taxes spoliatrices ou arbitraires, elle n'entraîne pas l'exonération de taxes équitables généralement imposables aux biens immobiliers;

Que lorsque l'État territorial s'est trouvé avoir en main la matière imposable, comme les fonds de terre domaniaux, il a bien prouvé qu'il n'entendait s'en dessaisir que moyennant due compensation de l'impôt sur ces fonds;

Que d'ailleurs toutes les négociations relatives à la rente et les mentions si fréquentes de l'impôt terrien dans ces négociations ne laissent aucun doute à cet égard;

Attendu que, dans ces conditions, le non-paiement d'impôts établis sur des constructions ne peut être rattaché, indépendamment des contingences accidentelles, qu'à l'une ou l'autre de ces causes : ou bien une convention spéciale intervenue avec l'autorité territoriale, ou bien le fonctionnement d'une institution qui, sans exclure en principe le droit de l'autorité territoriale en lui-même, se trouve en mesure de le tenir en abéance;

Attendu que le fonctionnement des juridictions consulaires, déclinant tout concours à l'exécution des lois de recettes de l'empire japonais, quelque appréciation que l'on fasse de la valeur juridique de ce déclinatoire, se présente manifestement à nous comme l'explication naturelle et adéquate du non-paiement par les étrangers de la *house-tax*, du moment que fut établi cet impôt général frappant la matière imposable comme telle et étranger de sa nature à toute distinction de personnes, à toute question d'indigénat;

Attendu que l'explication donnée par les Puissances conjointes du même fait ne semble pas admissible;

Qu'elle paraît, jusqu'à plus ample informé, se fonder sur cette thèse étrange qu'il n'y aurait de droit international qu'entre une partie des Etats souverains et, qu'en dehors d'une communauté de puissances déterminées, le pur arbitraire, tempéré éventuellement par quelques conventions, constituerait le droit; mais que s'il faut admettre que le droit international acquiert son plein développement dans la société des nations considérées comme arrivées à l'état civilisé le plus élevé à un moment donné de l'histoire, il est également nécessaire de reconnaître qu'il existe un droit international essentiel, reliant les Etats souverains et indépendants comme tels et ayant pour principe cardinal incontestable le respect des souverainetés en présence;

Que la thèse contraire a souvent été répudiée par les Puissances civilisées, notamment par les quatorze Etats réunis à la Conférence de Berlin du 15 novembre 1884, ainsi qu'il conste des mémorables déclarations faites à cette assemblée et du paragraphe final de l'article 1<sup>er</sup> de l'Acte général, où, parlant de certaines dispositions d'ordre économique relatives précisément à des exemptions de taxes, les Puissances ont tenu à réserver en ces termes les droits des Etats indépendants :



Il est expressément entendu... que ce principe ne s'appliquera aux territoires appartenant à quelque Etat indépendant et souverain qu'autant que celui-ci y donnera son consentement.

Que dans le cas présent il s'agit de savoir si un Etat qui a accordé certaines prérogatives aux étrangers à l'intérieur du pays, mais n'a pas abdiqué sa souveraineté sur les éléments constitutifs de son territoire, conserve à leur égard un juste usage de cette souveraineté, ou s'il se trouve dépouillé radicalement d'attributs souverains qu'il n'a pas abdiqués vis-à-vis des étrangers admis à résider et à posséder chez lui; qu'il semble bien que dans un tel Etat le droit d'établir dans des conditions générales et équitables, — nous ne parlons pas de procédés arbitraires contraires au principe même de la protection des personnes et des propriétés — un impôt tel que l'impôt sur les constructions, puisse être radicalement contesté, et qu'une exemption puisse résulter d'autre source que d'une convention spéciale faite sur ce point avec l'autorité territoriale, ou du fonctionnement général d'une institution conventionnellement agréée par lui et aboutissant à cette immunité;

\* \* \*

Attendu d'ailleurs qu'il ne paraît pas absolument indispensable au point de vue de la solution du litige actuel de discuter ces points de droit général; qu'une chose en effet est certaine, c'est que l'abolition de l'ancien régime au Japon a supprimé toutes les immunités de droit ou de fait inhérentes à ce régime et a élevé sur les ruines des privilèges abolis un édifice nouveau pleinement compensateur pour les étrangers et consacrant l'égalité de ceux-ci et des nationaux devant l'impôt; qu'aujourd'hui, pour qu'une exemption d'impôt puisse avoir prise sur le nouveau régime, elle doit, de l'aveu de tous, montrer patte blanche, c'est-à-dire présenter un contrat exonérateur en règle; qu'ainsi il faut ici encore en revenir à la seule question vraiment litisdécisoire, celle de savoir si l'exemption pour les constructions est contenue ou non dans les actes de baux confirmés;

#### X. — EN CE QUI CONCERNE L'ÉQUITÉ

Attendu que si l'on examine en soi la situation que le gouvernement japonais représente comme conforme au droit, cette situation apparaît comme souverainement équitable; qu'en effet, elle se ramène à ces deux points :

1<sup>o</sup> Les fonds de terre sont protégés contre toute aggravation de charge non expressément stipulée dans les baux;

2<sup>o</sup> Les constructions sont placées sous l'empire de la règle nouvelle de l'égalité des étrangers et des nationaux devant l'impôt;

Qu'en ce qui concerne ces dernières, il n'est question, en effet, que de percevoir les mêmes taxes ordinaires que celles qui frappent les bâtiments appartenant soit à des Japonais, soit à des étrangers, parmi lesquels se trouvent déjà — remarquons-le — des contribuables tenanciers de baux perpétuels hors des anciennes circonscriptions settlementaires;

Attendu que si l'on examine en soi la situation résultant de la thèse défendue par la partie adverse, cette situation apparaît comme exorbitante; en effet, sous un régime qui consacre dans un pays la règle la

plus tutélaire que l'on puisse établir en matière d'impôts dus par les étrangers, la revendication des Puissances conjointes tend à greffer sur cet avantage des privilèges radicalement contraires au droit commun en faveur de certains particuliers;

Attendu que cette situation est d'autant plus exorbitante, qu'elle tend à affranchir de taxe, sans limite assignable, une matière imposable, dont la valeur peut se modifier du tout au tout, au gré du contribuable, et qu'elle constitue, à ce point de vue, une exemption d'impôt que le titulaire — qui est loin d'être toujours le tenancier des baux perpétuels — peut se ménager dans des proportions absolument arbitraires;

Attendu qu'au fond il s'agit ici de faire bénéficier des personnes privées d'avantages supérieurs à ceux que possèdent les agents diplomatiques eux-mêmes — lesquels ne jouissent d'une exemption quant aux impôts sur les biens immobiliers que pour l'hôtel de la légation;

Qu'il s'agit encore de consacrer le cumul en faveur de ces personnes des bénéfices du régime des privilèges et de ceux de la loi d'égalité, en donnant la contradiction à la règle fondamentale sur laquelle reposent les nouveaux Traités;

Qu'une discordance avec ces Traités n'existe pas réellement, en ce qui concerne l'exemption des fonds de terre, puisque l'impôt, à leur égard, est compensé, et n'est légalement exigible que du propriétaire, tandis qu'elle est flagrante en ce qui regarde les constructions, puisque les débiteurs légaux de la taxe qui frappe les bâtiments ne paieraient rien;

Attendu que, pour justifier cette licence, l'on allègue, il est vrai, qu'elle a été autrefois contractuellement consentie; mais qu'on ne prend pas garde, qu'en présentant ici cet argument, on préjuge le point qui doit être réservé dans l'ordre où nous nous plaçons; qu'on abandonne ainsi le terrain de l'appréciation de la situation actuelle, au point de vue de l'équité, pour se placer sur le terrain des conventions, où se pose précisément la question de droit positif controversée : quelle est, en réalité, la teneur des accords avenus entre les parties?

Attendu qu'il n'est pas exact, d'ailleurs, d'affirmer que les particuliers qui, après n'avoir rien payé sous l'ancien régime en fait d'impôts du chef de leurs constructions, comme du chef de toutes autres richesses et de l'exercice de toute forme d'activité industrielle, se trouvent aujourd'hui traités, de ces chefs, sur le pied du droit international le plus favorable en matière d'impôts dus par les étrangers, puissent raisonnablement se considérer comme frustrés; que leur participation aux charges publiques, sous un régime qui leur ouvre tout le pays comme champ d'opération, peut être justement différente de cette participation dans la situation où ils se trouvaient à une autre époque; que l'on comprend, certes, la tendance naturelle de tous les contribuables à payer le moins d'impôts possible, mais que l'on peut facilement saisir, d'autre part, que la prospérité économique des étrangers au Japon n'est point liée à une exonération, très localisée, de la taxe sur les bâtiments, dont les bénéficiaires se répartissent fort inégalement entre les nations, alors que les ressortissants de tous les Etats se trouvent, à tout point de vue et dans une sphère agrandie, sur un pied d'égale concurrence;



Attendu qu'il n'est pas plus exact de représenter ici ceux qui, les premiers, ont commencé leur installation au Japon, comme les victimes d'une « spoliation » ; qu'en effet, les avantages de fixité et de sécurité qu'ils ont recherchés en demandant leurs terrains, ils les possèdent encore. Et n'est-ce rien que le maintien de baux perpétuels contrairement à la législation nationale actuelle ? N'est-ce rien que la rente fixe affranchie des conséquences éventuelles de toute revision cadastrale quelconque pouvant majorer les impôts de tous les autres contribuable ? N'est-ce rien que l'exonération présente et future, pour les fonds de terre tenus en location perpétuelle, non seulement de toute taxe impériale, mais de toute taxe municipale ou autre ? N'est-ce rien encore que ce paiement en monnaie de valeur moindre, qui réduit en réalité la rente de moitié ? Et quant aux biens qui ne rentrent pas dans la situation spéciale ménagée aux fonds de terre, ces biens ne jouissent-ils pas de la plus grande garantie qui existe en droit, quant au régime des étrangers : l'égalité de traitement avec les biens nationaux ?

Attendu donc que les garanties que les étrangers peuvent raisonnablement réclamer au Japon ne leur font pas défaut aujourd'hui, pas plus qu'elles ne leur ont fait défaut autrefois ; et que les différences que l'on peut observer entre les unes et les autres reflètent simplement les deux ordres de choses qui se sont succédé dans ce pays ; qu'après avoir reposé essentiellement sur le privilège, elles reposent aujourd'hui sur le droit commun et l'égalité de traitement des nationaux et des étrangers, sauf respect des situations spéciales dont l'existence doit être démontrée par ceux qui les invoquent ;

\*  
\* \*

Attendu que l'existence d'une telle situation n'est pas démontrée par les Puissances conjointes en ce qui concerne l'exemption revendiquée par les constructions érigées sur les terrains accordés en bail dans les circonscriptions settlementaires ; qu'au contraire la démonstration opposée résulte des documents de la cause ;

Que l'on doit certes reconnaître la parfaite bonne foi des deux parties dans cette affaire, mais que l'on doit constater qu'on ne trouve pas dans les documents de la cause les éléments déterminateurs d'une exemption de taxe prétendument accordée par l'Etat japonais — qui s'en défend absolument — aux bâtiments en question ; et qu'en admettant que les Puissances conjointes aient nourri la pensée que sous le régime nouveau les constructions bénéficieraient de la franchise de taxation, encore demeure-t-il constant que cette pensée ne s'est pas traduite dans une forme juridiquement suffisante pour qu'on puisse conclure à une exemption d'impôt sous ce régime ;

Que ce fait semble trouver quelque explication dans la double observation suivante : d'une part les Puissances conjointes, pour qui l'instauration du nouvel ordre de choses, si importante qu'elle fût, n'avait pas la même portée capitale que pour le Japon, — comme il est manifeste que le litige actuel est aussi d'importance inégale — n'ont peut-être pas attaché toute la valeur qu'il revendique en droit à l'établissement — sur les ruines de l'ancien ordre de choses — d'un ordre de choses nouveau ne relevant que de lui-même, et où tous les privilèges en matière de taxes devaient naturellement s'effacer devant la grande règle organique nouvelle de l'égalité des étrangers et des nationaux devant

l'impôt; d'autre part, ces puissances ont pu attacher une importance juridique trop grande à un fait d'immunité qui, par cela même qu'il était pour les étrangers commun à toutes les taxes, n'avait pas en soi, à l'égard des constructions, une valeur démonstrative particulière;

Qu'en l'absence de toute disposition conventionnelle formelle visant ce point, et devant la déclaration si catégorique surtout de l'Acte additionnel germano-japonais constatant expressément que, seuls, les biens constituant la propriété du gouvernement japonais se trouvaient en mesure d'invoquer les avantages consignés dans les actes de baux, ces Puissances se sont trouvées en quelque sorte en demeure de démontrer que les constructions — érigées, à leurs frais exclusifs et pour leur compte propre par les tenanciers de baux perpétuels sur des terrains que le bailleur leur avait accordés précisément dans ce but spécial, conformément aux traités — seraient des propriétés du Gouvernement japonais et constitueraient la chose louée par lui;

Tâche impossible en fait, en équité et en droit.

#### PAR CES MOTIFS,

Dire pour droit que les dispositions des traités et autres engagements ci-dessus mentionnés exemptent seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le gouvernement japonais ou en son nom — et non les terrains et les constructions de toute nature construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains — de tous impôts, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question.

---

**Conclusions posées par les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, le 15 février 1905, en réponse aux conclusions japonaises du 15 décembre 1904.**

#### CONCLUSIONS EN RÉPONSE

POUR : 1° le Gouvernement Impérial Allemand;

2° le Gouvernement de la République française;

3° le Gouvernement de Sa Majesté Britannique,

Agissant conjointement,

CONTRE : le Gouvernement Impérial Japonais.

#### PLAISE AU TRIBUNAL,

Attendu qu'à l'appui de ses prétentions, le Gouvernement Impérial Japonais a joint à ses *Objections* les *Conclusions*, dont l'article V du Protocole d'Arbitrage prescrivait le dépôt réciproque en même temps que celui des Contre-Mémoires;

Attendu que dans ces conditions les trois Puissances Européennes croient devoir rappeler les considérations qui s'opposent à l'admission des propositions contenues dans chacun des chapitres de ce nouveau document;



## CONCLUSIONS PROPOSÉES

I. — EN CE QUI CONCERNE LA POSITION DE LA QUESTION DÉFÉRÉE  
A L'ARBITRAGE

Attendu qu'il convient de constater que les adversaires ne reproduisent pas leur prétention antérieure de restreindre la portée du débat à la seule question de l'exigibilité de la *house-tax*, et qu'ils admettent la question posée dans la généralité des termes du Protocole d'Arbitrage ;

Que les trois Puissances Européennes demandent qu'il leur en soit donné acte ;

II. — EN CE QUI CONCERNE LES DEVOIRS DE PREUVES INCOMBANT AUX PARTIES  
ET LE PROCÉDÉ GÉNÉRAL D'INTERPRÉTATION EN LA CAUSE

Attendu que le Gouvernement Japonais, pour échapper à la charge qui lui incombe, prétend que ce serait aux Puissances Européennes à prouver l'exemption qu'elles invoqueraient ;

Mais attendu que c'est au Gouvernement Japonais à prouver les changements qu'il entend apporter à l'état de fait existant au moment de la mise en vigueur des Traités Révisés ; qu'il prétend y satisfaire en invoquant les dispositions desdits Traités consacrant la sujétion des étrangers à tous les impôts nationaux ;

Que de leur côté les Puissances Européennes opposent l'article 18 (21) desdits Traités, dont les mots pris dans leur sens ordinaire justifient l'égalité de traitement du sol et des maisons qui y sont incorporées, et par là le maintien du non paiement des impôts, relativement aux immeubles tenus à bail perpétuel dans leur ensemble (sol et constructions) dans les anciens *Settlements* ;

Que c'est donc au Gouvernement Japonais à prouver la restriction, dont il entend se prévaloir, au sens ordinaire des mots *propriétés*, *properties*, *Grundstücke* employés par lesdits Traités ;

En ce qui concerne le procédé d'interprétation, attendu que les adversaires reconnaissent eux-mêmes que le litige porte sur l'interprétation et non sur l'application du texte desdits Traités.

Qu'il n'y a donc pas lieu de faire appel à la prétendue règle du *strictum jus*, qui ne se concevrait qu'au cas où les trois Gouvernements Européens prétendraient — ce qui n'est pas — non pas interpréter les Traités, mais les appliquer par analogie ou par extension à un cas non prévu par eux ;

## III. — EN CE QUI CONCERNE LES RÈGLES DU DROIT JAPONAIS

En ce qui concerne le droit nouveau, attendu que dans leurs *Objections* (1), sinon dans leurs *Conclusions*, les adversaires prétendent appliquer rétroactivement les dispositions de leur législation actuelle à l'interprétation des contrats de baux perpétuels dressés il y a plus de quarante ans ;

---

(1) *Obj. jap.*, p. 17, al. 4 ; *Rép.*, p. 7, n° 9.

Qu'en l'absence d'une stipulation contraire, les droits du preneur sur ces constructions sont identiquement les mêmes que sur le sol, à savoir ici le droit de jouissance perpétuelle constitutif du domaine utile;

Qu'on ne saurait se borner à émettre, comme proposition évidente par elle-même et hors de discussion, que la situation comporte le droit d'avoir en propre des constructions sur le sol d'autrui; qu'en effet, c'est là, au contraire, la propre définition de la superficie, dont les trois Gouvernements Européens ont toujours nié l'existence et qui a été reconnue effectivement par le Gouvernement japonais ne pas exister dans l'espèce;

Que la prétendue explication de la clause de déchéance apportée par les adversaires est inadmissible en présence des termes de cette stipulation, portant expressément aussi bien sur les constructions que sur le sol;

3° *Par le fait prétendu que le Gouvernement japonais n'aurait jamais revendiqué comme siennes les constructions, — mais attendu, au contraire, que chaque fois que le Gouvernement japonais a revendiqué le sol à la suite d'inexécution du bail, il a également revendiqué les constructions ;*

4° *Par le fait prétendu que seuls les terrains et non les bâtiments auraient été soumis, au point de vue des transferts, à l'approbation des autorités, — mais attendu que cette allégation est également entièrement contredite par les documents de la cause ;*

5° *Par le fait prétendu que 20 p. 100 des possesseurs de maisons en seraient propriétaires sans être titulaires des baux, — mais attendu qu'il est inexact de considérer comme des pleins propriétaires les locataires ou les quelques possesseurs (neuf, au total) cités dans les documents adverses; que cette qualification provient des présomptions japonaises ou des exigences de la législation qui a refusé d'enregistrer sous leur véritable caractère les titres sur les maisons ;*

6° *Par la reconnaissance, faite par les anciens Traités au profit des étrangers, du droit d'acheter des constructions dans les Settlements, en outre du droit d'y louer des terrains, — mais attendu que la possibilité de passer un certain contrat relativement aux maisons ne saurait impliquer qu'on ait eu en vue de restreindre l'effet des baux perpétuels, contrats entièrement distincts et différents, ne faisant d'ailleurs aucune allusion à un droit de propriété exclusive (sans valeur pratique ici par suite de la jouissance du domaine utile) au profit des preneurs sur les constructions prévues et ne portant aucune trace de la prétendue division de la propriété du sol et des constructions ;*

7° *Par l'erreur que nous aurions commise, de considérer les étrangers comme incapables d'acquérir en propre des bâtiments, — mais attendu que jamais nous n'avons émis pareille proposition ;*

8° *Par le fait prétendu que le sol et les constructions étant nécessairement possédés à titres différents, il faudrait leur conserver leur individualité propre, — mais attendu que ce dernier argument n'est qu'une pétition de principe, puisque, ce qui serait à démontrer, c'est précisément cette prétendue possession nécessaire à titres différents ;*

Attendu que les adversaires contestent l'application des principes de



l'accession en soutenant que les valeurs, créées sur la chose louée, en cours du bail, par le preneur, ne sauraient être confondues avec ladite chose et que même l'accession des constructions au sol ne ferait pas que ces constructions constituent la chose louée ;

Mais attendu que cette allégation paraît absolument contraire aux principes du droit de bail et du droit de propriété ;

#### V. — EN CE QUI CONCERNE LA TENEUR DES BAUX CONFIRMÉS

Attendu que les adversaires, pour exclure toute idée d'accession font valoir qu'au moment de la passation des baux, les terrains étaient nus et que lesdits baux mentionnent uniquement le *sol comme chose concédée* ;

Mais attendu que cela ne saurait exclure en rien l'idée d'accession dont les Traités Révisés, art. 18 (21) n'ont, au contraire, pas manqué de tenir compte en disant clairement « les *propriétés actuellement possédées* en vertu du bail » ;

Attendu que les adversaires allèguent qu'il eût été impossible pour le Gouvernement japonais de prendre en considération pour la fixation de la rente, un impôt n'existant pas sur des bâtiments qui n'existaient pas et dont la construction aurait été facultative ;

Mais attendu que la rente ne représente pas tels ou tels impôts ; qu'elle a été fixée à forfait en considération de ce que pour toujours l'Etat abandonnait le bénéfice de tous impôts relativement à la propriété devant être tenue à bail ;

Attendu que les adversaires allèguent que les nombreuses stipulations relatives aux constructions prévues et imposées au preneur ne sauraient transformer les constructions en chose louée ;

Mais attendu que ces stipulations réglementent la construction imposée sans jamais faire la moindre distinction entre son sort et celui du sol ; qu'au contraire, elles soumettent le sol et les bâtiments au même traitement soit au point de vue des transferts, soit au point de vue de la déchéance ;

Qu'en conséquence, lesdites stipulations, sans transformer quoi que ce soit, confirment donc pleinement qu'il n'y a jamais eu la moindre pensée d'une division de la propriété du sol et des constructions, mais que les choses ont été laissées dans leur relation juridique normale ;

Que nous n'avons jamais cherché à y voir autre chose ;

En ce qui concerne le caractère de la rente, attendu que les *Conclusions* adverses allèguent qu'il eût été injuste « d'endosser aux seuls tenanciers de baux perpétuels l'obligation de payer une dette d'équité fondée sur des considérations applicables en grande partie à tous les Etrangers » ;

Mais attendu qu'il s'agit ici uniquement des charges fiscales imposables relativement à la propriété immobilière, dont jouissaient les tenanciers ; que l'observation adverse est donc sans portée ;

#### VI. — EN CE QUI CONCERNE LA TENEUR DE LA CLAUSE CONFIRMATOIRE

Attendu que sur ce point, après avoir reconnu le maintien et la confirmation des baux perpétuels par les Traités Révisés, les adversaires soutiennent que les propriétés visées auxdits Traités ne peuvent être

Mais qu'à défaut de stipulation expresse et en présence au contraire de la clause confirmatoire des Traités, une semblable rétroactivité, contraire aux principes généraux du droit, est inadmissible;

En ce qui concerne les coutumes indigènes anciennes, attendu qu'à l'appui de sa prétention d'interpréter par le droit Japonais les contrats en question le Gouvernement Japonais invoque tout d'abord le principe d'ordre public et international soumettant les biens immobiliers, situés sur le territoire, à la souveraineté territoriale;

Mais attendu que, par suite du régime exceptionnel des Settlements, les règles japonaises d'ordre public (si tant est qu'il y en eut de certaines à cette époque) y étaient inapplicables aux étrangers, exclusivement soumis aux lois d'ordre public étrangères;

Que, d'autre part, les principes du droit des gens européen étaient sans application au Japon à l'époque de la confection des baux; que la *lex loci* japonaise ne pourrait valoir qu'en raison de l'intention présumée des contractants et qu'il n'est pas douteux qu'à l'époque des contrats cette intention n'ait jamais été de se soumettre aux coutumes indigènes;

Attendu que les adversaires objectent une prétendue absence de preuve que le Gouvernement Japonais ait jamais accepté que les biens immobiliers des étrangers dans les Settlements aient été soustraits au droit japonais;

Mais attendu que cette allégation est formellement contredite par de nombreux documents versés aux débats;

Attendu que les adversaires présentent, comme ayant existé de tout temps au Japon, la division de la propriété du sol et des constructions et leur distinction au point de vue fiscal et au point de vue du droit civil;

Mais attendu, au point de vue fiscal, que cette distinction est sans influence sur le présent litige;

Qu'au point de vue du droit civil, le droit japonais est sans portée ici; que d'ailleurs les adversaires n'en apportent comme preuve que des notes rédigées par eux ou dressées pour les besoins de la cause et établissant, en même temps que le caractère quasi-mobilier des constructions, l'existence au Japon du droit de superficie, expressément reconnu étranger aux droits des baux perpétuels;

#### IV. — EN CE QUI CONCERNE LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE RAISON ET DE DROIT INVOQUÉS EN LA CAUSE

Attendu que les adversaires prétendent exclure les bâtiments de la franchise reconnue au sol par les Traités Révisés, en disant qu'une exemption d'impôt portant sur une chose louée ne saurait être étendue aux plus-values ajoutées à cette chose par le preneur;

Mais attendu qu'à défaut de stipulation ou de preuve contraire on ne saurait restreindre arbitrairement au sol une franchise expressément accordée à toute la propriété tenue en vertu du bail;

Que les trois Gouvernements Européens ne demandent nullement une extension de ladite franchise; que c'est, au contraire, le Gouvernement Japonais qui en demande la restriction;

Attendu que les adversaires prétendent que pour solidariser en droit



fiscal le sol et les constructions, les trois Gouvernements Européens invoqueraient leur indivisibilité en droit naturel et selon le droit positif général;

Mais attendu que tel n'a jamais été notre raisonnement;

Que nous ne contestons en rien la possibilité de diviser la propriété immobilière soit au point de vue fiscal, soit au point de vue du droit civil;

Que la possibilité de diviser la propriété au point de vue fiscal, que nous n'avons jamais contestée, n'a rien à voir dans la solution de la question de savoir en quoi consiste une propriété tenue en vertu d'un bail;

Que nous n'avons jamais davantage contesté, d'autre part, la possibilité en droit civil de diviser, par une convention particulière, la propriété du sol et des constructions et la possibilité pour des constructions d'appartenir à une autre personne qu'au propriétaire du sol, hypothèse de la superficie expressément écartée ici;

Attendu que les adversaires considèrent comme inexacte et entachée de confusion l'application des principes de l'accession à l'acquisition de la propriété; que selon eux, l'accession ne viserait que la distinction des biens meubles et immeubles;

Mais attendu, comme nous l'avons rappelé, que cette proposition est contraire aux principes les moins douteux du droit et de la raison;

Attendu que les adversaires tout en étant forcés de reconnaître l'existence de la présomption, sauf preuve contraire, de l'accession des bâtiments au sol, prétendent ensuite cependant supprimer cette présomption et exiger une preuve spéciale de l'accession;

Mais attendu que l'existence de la présomption d'accession impose, au contraire, à celui qui prétend y avoir renoncé, la preuve manifeste de cette renonciation;

Attendu que, prétendant définir le statut juridique du sol et des constructions, les adversaires allèguent que la pleine propriété du sol appartiendrait, sans contredit de notre part, au Gouvernement japonais, et que la pleine propriété des constructions appartiendrait aux tenanciers;

Mais attendu, en ce qui concerne le sol, que nous contestons absolument que le contrat de bail perpétuel ait laissé au Gouvernement japonais la pleine propriété du sol;

Que, par l'aliénation à perpétuité de la jouissance, l'Etat a conservé seulement un droit de domaine direct, en reconnaissance de l'inaliénabilité de la propriété absolue;

Attendu, en ce qui concerne les constructions, que les adversaires prétendent justifier la pleine propriété des tenanciers :

1° *Par la prétendue loi japonaise*, — mais attendu que la loi japonaise a été démontrée inapplicable;

2° *Par la prétendue intention présumée des parties*, tirée de ce que le bail perpétuel a prévu sous de nombreux aspects la construction des maisons, — mais attendu qu'il ressort, au contraire, de l'obligation de construire dans certaines conditions, imposée au preneur sans stipulation aucune de propriété exclusive à son profit, que cette obligation est corrélatrice d'un droit réciproque pour le bailleur d'exiger ladite construction;

que le sol, par ce motif que les constructions, elles, ne sont pas tenues à bail ;

Mais attendu que c'est là un cercle vicieux sans valeur ;

Qu'il est inadmissible de présenter cette prétendue différence ainsi basée sur une pure pétition de principe, comme « une règle fondamentale du droit international en vigueur entre le Japon et les Puissances » ayant des Traités ;

Attendu que cherchant à contester le démembrement de la propriété, par l'effet du bail perpétuel, en domaine direct et en domaine utile, les adversaires paraissent avoir confondu ce démembrement avec les notions de la copropriété ;

Que la copropriété est le droit de pleine propriété appartenant à plusieurs personnes sur une seule et même chose, soit pour une quote-part abstraite ou idéale, soit *in solidum* ;

Que jamais nous n'avons soutenu qu'un semblable rapport de droit, conférant à chaque copropriétaire les droits de la propriété absolue, ait jamais existé entre l'Etat bailleur et le preneur.

Attendu que, partant de cette prétendue copropriété, dont nous n'avons jamais parlé, les adversaires ajoutent qu'elle ne saurait exister, puisqu'au Japon les étrangers ne peuvent être propriétaires du sol ;

Mais attendu que nous n'avons jamais douté de l'impossibilité pour les étrangers d'être pleins propriétaires du sol ; que nous ne cherchons nullement actuellement à les soustraire à cette interdiction ;

Attendu que l'effet nécessaire de l'aliénation à perpétuité du droit de jouissance a seulement, comme nous l'avons dit, laissé à l'Etat japonais le domaine direct, se manifestant par la rente annuelle, le droit de retour en cas d'inexécution des charges, le consentement à donner aux transferts ;

Que, de l'aveu même des adversaires, le droit du preneur est un *jus in rem sui generis* « ayant la nature de la propriété » (1) ;

Qu'étant donnée, d'autre part, l'exclusion des Étrangers du droit de propriété absolue, on se trouve forcément amené à reconnaître au profit du preneur le domaine utile ;

Attendu que vainement les adversaires cherchent un argument en leur faveur dans la note allemande n° 1, additionnelle au Traité Révisé allemand-japonais ;

Que cette note garantit simplement les droits réels que d'une façon générale les Étrangers ont désormais la faculté d'acquérir relativement aux biens immobiliers au Japon ; qu'elle ne saurait porter aucune atteinte aux droits du domaine utile spécialement constitués par les anciens baux perpétuels confirmés ;

Attendu qu'en présentant la conception du domaine utile comme n'étant pas nécessaire pour assurer la stabilité des droits des Étrangers par ce motif que la perpétuité des baux y aurait pourvu suffisamment, les adversaires retombent encore dans un cercle vicieux ; que notre proposition est précisément que cette perpétuité a entraîné la concession du domaine utile, qu'on ne saurait d'ailleurs confondre, comme paraissent le faire les adversaires, avec le transfert effectif de la propriété ;

(1) Chambre basse japonaise, mars 1901 (Mém., p. 297) ; Loi n° 39 du 20 septembre 1901 (Mém., p. 294) ; Mém. jap., app., p. 283, art. 1 ; Contre-Mém. jap., p. 44 *in fine*.



VII. — EN CE QUI CONCERNE L'INTERPRÉTATION AUTHENTIQUE PRÉTENDUE  
CONTENUE DANS L'ACTE ADDITIONNEL DU 4 AOUT 1896

Attendu que les adversaires prétendent établir par la note allemande 3<sup>e</sup>, du 4 avril 1896, une relation de cause à effet entre la qualité de propriétaire de l'État Japonais et le non-paiement des impôts ; qu'il en résulterait, selon eux, l'impossibilité d'admettre un non-paiement d'impôts pour les maisons, dont l'État ne serait pas propriétaire ;

Mais attendu que même si l'on admettait chez l'État Japonais la qualité de plein propriétaire et celle de superficiaire chez le tenancier, cette qualité de propriétaire du fonds serait insuffisante, d'après les principes généraux du droit, pour exempter le tenancier du paiement des charges foncières ;

Que la véritable raison est que le Gouvernement Japonais, propriétaire et souverain, reçoit la rente, comme seule charge relative à l'immeuble ;

Attendu, d'autre part, que les adversaires retombent ici encore dans un cercle vicieux, car leur raisonnement suppose démontré ce qui est en question, à savoir, si les maisons ont, ou n'ont pas, une condition juridique distincte de celle du sol ;

Que, contrairement à l'allégation adverse, de nouveau répétée ici, et comme nous l'avons démontré, les formalités de transfert constituant une des prérogatives de l'État bailleur, étaient prescrites aussi bien pour les constructions que pour le sol ;

VIII. — EN CE QUI CONCERNE LES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES PRÉPARATOIRES A LA CONCLUSION DES NOUVEAUX TRAITÉS ET LES CONDITIONS DE RÉDACTION DE LA CLAUSE CONFIRMATOIRE

Attendu que tout le raisonnement des adversaires sur ce point repose sur l'admission préalable de leur prétention que le sol serait exclusivement la propriété tenue en vertu du bail ;

Mais attendu que tout ce raisonnement, encore basé sur le même cercle vicieux, déjà maintes fois signalé, ne saurait être retenu ;

Que d'ailleurs il a été démontré qu'au contraire, les négociations en vue de la revision des Traités confirment pleinement l'unité et non la division de la propriété du sol et des constructions ;

Attendu qu'il est inadmissible, d'autre part, de présenter les Puissances européennes comme ayant dicté, en ce qui concerne la clause confirmatoire, « la loi du contrat » (?), et comme ne devant s'en prendre qu'à elles-mêmes d'avoir employé des expressions insuffisamment claires ;

Qu'en effet ladite clause a été librement discutée de part et d'autre ;

IX. — EN CE QUI CONCERNE LE FAIT SPÉCIAL DU NON-PAYEMENT  
DE LA « HOUSE-TAX » SOUS LE RÉGIME ANTÉRIEUR

Attendu que les adversaires reproduisent ici la proposition que les obligations fiscales, reconnues par le droit des gens européen, auraient existé de tout temps au Japon à la charge des Étrangers, et que seule l'existence de la juridiction consulaire y aurait été un obstacle de fait ;

Mais attendu que cette proposition a déjà été répondue dans nos précédentes Conclusions ;

Que, contrairement à l'allégation adverse, nous croyons avoir démontré : 1° que le Japon était hors de la sphère d'application des principes du droit des gens régissant les relations des Etats de civilisation européenne; 2° que les seuls droits comme les seules charges des étrangers au Japon étaient ceux et celles expressément prévus par les Traités; 3° qu'en vertu des dispositions desdits Traités la pleine souveraineté territoriale avait fait place, dans les *Settlements*, au régime spécial, communément qualifié par le Gouvernement Japonais lui-même de régime d'extraterritorialité, consistant dans le droit et l'obligation pour les Etats étrangers d'assurer le Gouvernement de leurs nationaux et de participer à l'administration et à la police locale ;

Attendu que c'est aller à l'encontre des faits les mieux avérés et les plus expressément reconnus par le Gouvernement Japonais lui-même, que de qualifier de *fantômes* les particularités et les anomalies du régime extraterritorial des *Settlements* ;

Qu'il est tout à fait inexact de dire que les juridictions consulaires aient jamais refusé leur concours à l'exécution des lois de recettes de l'Empire Japonais, alors que les Tribunaux consulaires n'ont au contraire jamais mis en doute leur compétence pour condamner, le cas échéant, les Etrangers au paiement des rentes et des autres charges spécialement édictées ;

Qu'en cas de déni de justice le Gouvernement Japonais aurait pu agir diplomatiquement auprès des Puissances ;

#### X. — EN CE QUI CONCERNE L'ÉQUITÉ

Attendu que les adversaires s'efforcent de présenter comme contraire à l'équité un résultat qui, selon eux, violerait le principe de l'égalité des Étrangers et des Japonais devant l'impôt ;

Mais attendu que (quelques réserves que nous ayons faites et que nous fassions d'ailleurs sur l'applicabilité des considérations d'équité à une matière purement juridique) en considérant les maisons, avec le sol, comme la propriété tenue en vertu des baux perpétuels dans les anciens *Settlements*, on ne viole en rien le principe de l'égalité applicable dans tout l'Empire Japonais ;

Que les Traités Révisés reconnaissent expressément aux sujets japonais le droit d'acquérir, comme les Etrangers, lesdits immeubles ; que la franchise d'impôts doit profiter au détenteur, abstraction faite de sa qualité d'Etranger ou de Japonais ;

PAR CES MOTIFS, et tous autres à déduire ou à suppléer,

Adjuger aux trois Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne le bénéfice des Conclusions par eux précédemment et régulièrement prises.

Et le Tribunal fera justice.

---



**Sentence du tribunal d'arbitrage, constitué en vertu des Protocoles signés à Tokio, le 28 août 1902, entre le Japon d'une part, et l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, d'autre part.**

(22 mai 1905.)

Attendu qu'aux termes de Protocoles, signés à Tokio le 28 août 1902, un désaccord s'est produit, entre le Gouvernement du Japon, d'une part, et les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, d'autre part, touchant le sens réel et la portée des dispositions suivantes des traités respectifs et autres engagements existant entre eux, c'est-à-dire :

Paragraphe 4 de l'article XVIII du Traité de Commerce et de Navigation du 4 avril 1896 entre le Japon et l'Allemagne : « Sobald diese Einverleibung erfolgt » (c'est-à-dire : quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés dans les communes respectives du Japon) « sollen die bestehenden, zeitlich unbegrenzten Ueberlassungsverträge, unter welchen jetzt in den gedachten Niederlassungen Grundstücke besessen werden, bestätigt und hinsichtlich dieser Grundstücke sollen keine Bedingungen irgend einer anderen Art auferlegt werden, als sie in den bestehenden Ueberlassungsverträgen enthalten sind » ; — et § 3 de la communication complémentaire de même date du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de l'Empire d'Allemagne au Ministre du Japon à Berlin : « 3. dass, da das Eigenthum an den im Artikel XVIII des Vertrages erwähnten Niederlassungsgrundstücken dem Japanischen Staate verbleibt, die Besitzer oder deren Rechtsnachfolger für ihre Grundstücke ausser dem kontraktmässigen Grundzins Abgaben oder Steuern irgend welcher Art nicht zu entrichten haben werden », et l'alinéa suivant de la réponse du Ministre du Japon de même date à la précédente communication : « dass die darin unter Nummer 1 bis zum Ausdruck gebrachten Voraussetzungen welche den Erwerb dinglicher Rechte an Grundstücken, die Errichtung von Waarenhäusern, die Steuerfreiheit der Grundstücke in den Fremdenniederlassungen und die Erhaltung wohlworbener Rechte nach Ablauf des Vertrages zum Gegenstande haben, in allen Punkten zutreffend sind » ;

Paragraphe 4 de l'Article XXI du Traité révisé du 4 août 1896 entre le Japon et la France : « Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, » (c'est-à-dire : lorsque les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon ; et lorsque les autorités japonaises compétentes auront assumé toutes les obligations et tous les devoirs municipaux, et que les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers auront été transférés auxdites autorités) « les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question » ;

Paragraphe 4 de l'Article XVIII du Traité révisé du 16 juillet 1894

entre le Japon et la Grande-Bretagne : « When such incorporation takes place, » (c'est-à-dire : quand les divers quartiers étrangers qui existent au Japon auront été incorporés aux communes respectives du Japon) « existing leases in perpetuity under which property is now held in the » said Settlements shall be confirmed, and no conditions whatsoever « other than those contained in such existing leases shall be imposed » in respect of such property » ;

Attendu que les Puissances en litige sont tombées d'accord pour soumettre leur différend à la décision d'un Tribunal d'Arbitrage,

Qu'en vertu des Protocoles susmentionnés,

Les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne ont désigné pour Arbitre M. Louis RENAULT, Ministre Plénipotentiaire, Membre de l'Institut de France, Professeur à la Faculté de droit de Paris, Jurisconsulte du Département des Affaires Etrangères, et

le Gouvernement du Japon a désigné pour Arbitre Son Excellence M. ITCHIRO MOTONO, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon à Paris, Docteur en droit,

Que les deux Arbitres sus-nommés ont choisi pour Surarbitre M. GREGERS GRAM, ancien Ministre d'Etat de Norvège, Gouverneur de Province ;

Attendu que le Tribunal ainsi composé a pour mission de statuer, en dernier ressort, sur la question suivante :

*Oui ou non, les dispositions des traités et autres engagements ci-dessus mentionnés exemptent-elles seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, — ou bien exemptent-elles les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, — de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question ?*

Attendu que le Gouvernement Japonais soutient que les terrains seuls sont, dans la mesure qui vient d'être indiquée, exemptés du paiement d'impôts et autres charges,

Que les Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne prétendent, au contraire, que les bâtiments, construits sur ces terrains, jouissent de la même exemption,

Attendu que, pour se rendre compte de la nature et de l'étendue des engagements contractés de part et d'autre par les baux à perpétuité, il faut recourir à divers arrangements et conventions intervenus, sous le régime des anciens traités, entre les autorités japonaises et les représentants de plusieurs Puissances,

Attendu que de ces actes et des stipulations insérées dans les baux, il résulte :

Que le Gouvernement Japonais avait consenti à prêter son concours à la création de quartiers étrangers dans certaines villes et ports du Japon, ouverts aux ressortissants d'autres nations,

Que, sur les terrains désignés à l'usage des étrangers dans les différentes localités, le Gouvernement Japonais a exécuté, à ses frais, des travaux en vue de faciliter l'occupation urbaine,

Que les étrangers n'étant pas, d'après les principes du droit japonais, admis à acquérir la propriété de terrains situés dans le pays, le Gouvernement leur a donné les terrains en location à perpétuité,



Que les baux déterminent l'étendue des lots de terre loués et stipulent une rente annuelle fixe, calculée à raison de l'espace loué,

Qu'il fut convenu qu'en principe les quartiers étrangers resteraient en dehors du système municipal du Japon, mais qu'au reste, ils n'étaient pas soumis à une organisation uniforme,

Qu'il était arrêté, par voie de règlements, comment il serait pourvu aux diverses fonctions de l'administration et qu'il était prescrit que les détenteurs des terrains seraient tenus de subvenir partiellement aux frais de la municipalité à l'aide de redevances dont le montant et le mode de perception étaient déterminés,

Attendu qu'on s'expliquerait bien le soin apporté dans la rédaction desdits actes en vue de préciser les obligations de toute nature incombant aux étrangers vis-à-vis du Gouvernement Japonais, s'il était entendu que la rente annuelle représentât, non seulement le prix de la location, mais aussi la contre-partie des impôts dont les preneurs eussent été redevables à raison de la situation créée à leur profit par les baux et que, par conséquent, ils n'auraient, en cette qualité, à supporter que les impôts et charges qui étaient expressément mentionnés dans lesdits baux,

Attendu qu'au reste, il n'est pas contesté que ce ne soit là le véritable sens de ces actes, en tant qu'il s'agit des terrains, mais que le Gouvernement Japonais allègue que les baux n'avaient pour objet que les terrains nus et qu'il n'admet pas que les constructions, élevées sur les terrains, fussent comprises dans les stipulations sur lesquelles l'exemption des impôts serait fondée,

Qu'il a allégué que les terrains seuls appartiennent au Gouvernement, les constructions étant, au contraire, la propriété des preneurs, et qu'en conséquence l'immunité dont il est question ne pouvait s'étendre qu'aux immeubles qui n'étaient pas sortis du patrimoine de l'Etat,

Attendu que, toutefois, la question qu'il s'agit de décider est celle de savoir si, au point de vue fiscal, les constructions élevées sur les terrains loués étaient, de commun accord, considérées comme accessoires de ces terrains, ou non, et que la solution de cette question ne dépend pas de distinctions tirées d'une prétendue différence quant à la propriété des immeubles,

Que le Tribunal ne saurait donc s'arrêter à la discussion engagée à ce sujet et fondée sur les principes du droit civil,

Attendu que les terrains étaient loués pour y construire des maisons, ce qui est indiqué, à la fois, par la situation des immeubles et par la nature des aménagements effectués par le Gouvernement Japonais,

Que l'obligation d'ériger des bâtiments était, dans certaines localités, imposée sous peine de déchéance, que les baux contenaient souvent une clause, aux termes de laquelle les bâtiments, qui se trouveraient sur les terrains, deviendraient la propriété du Gouvernement Japonais, au cas où le preneur aurait manqué à ses engagements,

Attendu qu'il faut admettre que les circonstances qui viennent d'être relatées offrent des arguments à l'encontre de la prétention que le sol et les constructions constituent, dans les relations entre les parties et au point de vue fiscal, des objets entièrement distincts,

Attendu, qu'en intervenant auxdits actes, le Gouvernement du Japon

a agi, non seulement en propriétaire des terrains donnés en location, mais aussi comme investi du pouvoir souverain du pays,

Attendu que la volonté des parties faisait, par conséquent, la loi en la matière et que, pour établir comment les actes ont été réellement interprétés, il faut s'en rapporter au traitement auquel les détenteurs des terrains ont été, au point de vue des impôts, soumis, en fait, dans les différentes localités,

Attendu, à cet égard, qu'il est constant que, suivant une pratique qui n'a pas varié et qui a existé durant une longue série d'années, non seulement les terrains en question, mais aussi les bâtiments élevés sur ces terrains, ont été exemptés de tous impôts, taxes, charges, contributions ou conditions autres que ceux expressément stipulés dans les baux à perpétuité,

Attendu que le Gouvernement du Japon soutient, il est vrai, que cet état de choses, de même que l'immunité fiscale dont jouissaient en général les étrangers dans le pays, n'était dû qu'à la circonstance que les tribunaux consulaires refusaient de donner la sanction nécessaire aux lois fiscales du pays,

Attendu que, toutefois, cette prétention est dépourvue de preuves et qu'il n'est pas même allégué que le Gouvernement Japonais ait jamais fait, vis-à-vis des Gouvernements d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne, des réserves à l'effet de maintenir les droits qu'il dit avoir été lésés,

Que, bien qu'il ait été allégué que l'immunité dont les étrangers jouissaient, en fait, au point de vue des impôts, sous le régime des anciens traités, était générale et qu'elle s'étendait aux étrangers résidant en dehors des concessions en question, il résulte pourtant des renseignements fournis au sujet de détenteurs d'immeubles — terrains et maisons — à Hio-go, que ladite règle n'a pas été d'une application universelle,

Que, dans tous les cas, la situation de fait n'est pas douteuse, de quelque façon qu'on l'explique,

Attendu, au point de vue de l'interprétation des dispositions des nouveaux traités au sujet desquelles il y a contestation entre les Parties,

Que la rédaction de l'article 18 du traité entre la Grande-Bretagne et le Japon — traité antérieur aux deux autres — avait été précédée de propositions tendant à mettre les étrangers, détenteurs de terrains, sur le même pied que les sujets japonais, tant au point de vue de la propriété des immeubles qui leur avaient été concédés en location que pour ce qui concerne le paiement de taxes et d'impôts, mais qu'on est ensuite tombé d'accord sur le maintien du régime qui jusqu'alors avait été pratiqué,

Que le Gouvernement Japonais prétend, il est vrai, que la question de maintenir le *statu quo* ne se rapportait qu'aux terrains, mais que cette prétention ne se trouve pas justifiée par les expressions employées au cours des négociations,

Qu'au contraire, le représentant du Gouvernement Japonais qui a pris l'initiative pour arriver à un accord dans ce sens s'est borné à proposer le maintien du *statu quo* dans les concessions étrangères (*maintenance of the status quo in the foreign settlements*),

Qu'il n'est pas à présumer que le délégué de la Grande-Bretagne, en présentant un projet élaboré sur la base de ladite proposition, ait en-



tendu faire une restriction concernant les constructions, que cela ne résulte, ni des mots insérés dans le procès-verbal, ni du contenu de l'article par lui proposé,

Que, pour maintenir intégralement le *statu quo*, il ne suffirait pas d'admettre que l'immunité fiscale, qui jusqu'à cette époque s'étendait, tant sur les terrains que sur les constructions, dans les quartiers étrangers, serait maintenue pour le sol seulement et qu'elle cesserait d'exister pour ce qui concerne les maisons,

Qu'il doit surtout en être ainsi lorsqu'on considère que, pour se conformer à ce qui était convenu, les Parties ne se sont pas bornées à formuler une disposition au sujet de la confirmation des baux, mais qu'elles ont ajouté qu'aucunes conditions, sauf celles contenues dans les baux en vigueur, ne seront imposées relativement à une telle propriété (*no conditions whatsoever other than those contained in such existing leases shall be imposed in respect of such property*),

Que cette dernière clause est rédigée d'une façon encore plus explicite dans le traité avec la France,

Attendu qu'au surplus, dans les clauses dont il s'agit, les Puissances n'ont pas parlé de terrains, comme elles auraient dû nécessairement le faire si l'immunité, contrairement à ce qui avait été pratiqué jusque-là, avait dû être restreinte aux terrains,

Qu'elles ont, au contraire, employé des expressions assez larges pour comprendre dans son ensemble la situation faite par les baux aux preneurs,

Attendu que le Tribunal ne saurait, non plus, admettre que les notes échangées entre les Gouvernements d'Allemagne et du Japon, au moment de la conclusion du nouveau traité, contiennent des explications de nature à placer l'Allemagne dans des conditions moins avantageuses que les deux autres Puissances,

Que le Gouvernement du Japon a surtout voulu tirer argument de ce que le Gouvernement allemand a fondé l'immunité fiscale sur ce qu'il est interdit aux étrangers d'acquérir la propriété de terrains situés au Japon, mais qu'à cet égard il faut considérer qu'en fait les constructions avaient toujours eu le caractère de dépendances des terrains au point de vue des impôts, et qu'il n'est pas à présumer que le Gouvernement Allemand ait entendu renoncer aux avantages consentis en faveur de la Grande-Bretagne par le nouveau traité, ce qui serait d'ailleurs en contradiction avec la clause assurant à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée,

#### PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal d'Arbitrage, à la majorité des voix,

Décide et déclare :

Les dispositions des traités et autres engagements mentionnés dans les Protocoles d'arbitrage n'exemptent pas seulement les terrains possédés en vertu des baux perpétuels concédés par le Gouvernement Japonais ou en son nom, mais elles exemptent les terrains et les bâtiments de toute nature construits ou qui pourraient être construits sur ces terrains, de tous impôts,

taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question.

Fait à la Haye, dans l'Hôtel de la Cour permanente d'Arbitrage, le 22 mai 1905.

(Signé) : G. GRAM.  
et L. RENAULT.

Au moment de procéder à la signature de la présente Sentence arbitrale, usant de la faculté que me confère l'article 52, alinéa 2, de la *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux*, conclue à la Haye le 29 juillet 1899, je tiens à constater mon dissentiment absolu avec la majorité du Tribunal, en ce qui concerne les motifs comme le dispositif de la Sentence.

(Signé) : I. MOTONO.

---



# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS.

---

## FRANCE

**LOI du 21 mars 1905, modifiant la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et réduisant à deux ans la durée du service dans l'armée active (1).**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### TITRE PREMIER

#### Dispositions générales.

**ARTICLE PREMIER.** — Tout Français doit le service militaire personnel.

**ART. 2.** — Le service militaire est égal pour tous. Hors le cas d'incapacité physique, il ne comporte aucune dispense.

Il a une durée de vingt-cinq années et s'accomplit selon le mode déterminé par la présente loi.

**ART. 3.** — Nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français ou naturalisé Français, sauf les exceptions déterminées par la présente loi.

**ART. 4.** — Sont exclus de l'armée, mais mis, soit pour leur temps de service actif, soit, en cas de mobilisation, à la disposition des départements de la guerre et des colonies suivant la répartition qui sera arrêtée par décret rendu sur la proposition des ministres intéressés :

1° Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive ou infamante;

2° Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, ont été, en outre, par application

---

(1) *Journal Officiel*, 23 mars 1905. — *Bibliographie*. — S. Frigant-Geneste. La nouvelle loi française du 2 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et le droit international privé. *Revue de droit international privé* de M. Darras, 1905, n° 1, p. 97 et suiv.

de l'article 42 du code pénal, frappés de l'interdiction de tout ou partie de l'exercice des droits civiques, civils ou de famille;

3° Les relégués collectifs et individuels;

4° Les individus condamnés à l'étranger pour un crime ou délit puni par la loi pénale française d'une peine afflictive ou infamante ou de deux années au moins d'emprisonnement, après constatation, par le tribunal correctionnel, du domicile civil des intéressés, de la régularité et de la légalité de la condamnation.

Pendant la durée de leur période d'activité, après leur renvoi dans leurs foyers dans les circonstances prévues à l'article 47, et en cas de rappel au service par suite de mobilisation, les exclus sont soumis aux dispositions qui régissent les militaires de l'armée active, de la réserve, de l'armée territoriale et de sa réserve, tant au point de vue de l'application des peines qu'au point de vue de la juridiction, sauf application de l'article 197 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Spécialement, les dispositions pénales édictées contre les insoumis et les déserteurs de l'armée sont applicables aux exclus lorsque ceux-ci se rendent coupables des faits prévus aux articles 83 et 85 de la présente loi et aux articles 231 et suivants du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Les dispositions de l'article 39 ci-après leur sont également applicables dans les conditions indiquées au paragraphe 1<sup>er</sup> dudit article. Toutefois, quel que soit le nombre des jours de punition passés en prison ou en cellule, la durée du maintien au service ne peut excéder une année.

ART. 5. — Les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'article 463 du code pénal;

Ceux qui ont été condamnés correctionnellement à six mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs prévu par l'article 334 du code pénal ou pour avoir fait métier de souteneur, délit prévu par l'article 2 de la loi du 3 avril 1903;

Ceux qui ont été l'objet de deux ou plusieurs condamnations, dont la durée totale est de six mois au moins, pour l'un ou plusieurs des délits spécifiés dans le paragraphe précédent.

Sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, sauf décision contraire du ministre de la guerre après enquête sur leur conduite depuis leur sortie de prison.

Pour l'application des dispositions qui précèdent, il ne sera tenu compte des condamnations prononcées à l'étranger qu'après que la régularité et la légalité de la condamnation auront été vérifiées par le tribunal correctionnel du domicile civil du condamné.

Ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouveraient retenus, pour ces mêmes faits, dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans lesdits bataillons à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi.

Les hommes incorporés en vertu du présent article dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, qui se seront fait remarquer devant l'ennemi, qui auront accompli un acte de courage ou de dévouement, et



ceux qui auront tenu une conduite régulière pendant huit mois, pourront être renvoyés dans d'autres corps pour y continuer leur service.

ART. 6. — Aucun militaire ne pourra être envoyé aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique par simple décision ministérielle, sauf dans le cas prévu à l'article 93.

Les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus ne sont pas applicables aux individus qui ont été condamnés pour faits politiques ou connexes à des faits politiques.

En cas de contestation, il sera statué par le tribunal civil du lieu du domicile, conformément à l'article 28 ci-après.

Ces individus suivront le sort de la première classe appelée après l'expiration de leur peine.

ART. 7. — Nul n'est admis dans une administration de l'Etat, ou ne peut être investi de fonctions publiques même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi.

ART. 8. — Tout corps organisé, quand il est sous les armes, est soumis aux lois militaires, fait partie de l'armée et relève soit du ministre de la guerre, soit du ministre de la marine.

Il en est de même des corps de vétérans que le ministre de la guerre est autorisé à créer en temps de guerre, et qui seraient recrutés par voie d'engagements volontaires parmi les hommes ayant accompli la totalité de leur service militaire.

ART. 9. — Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer ne prennent part à aucun vote quand ils sont présents à leur corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions.

Ceux qui, au moment de l'élection, se trouvent en résidence libre, en non-activité ou en possession d'un congé, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadre de réserve.

## TITRE II

### Des appels.

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Du recensement.*

ART. 10. — Chaque année, pour la formation de la classe, les tableaux de recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de vingt ans révolus dans l'année précédente et domiciliés dans l'une des communes du canton sont dressés par les maires :

1° Sur la déclaration à laquelle sont tenus les jeunes gens, leurs parents ou leurs tuteurs ;

2° D'office, d'après les registres de l'état-civil et tous autres documents et renseignements.

Sont portés sur ces tableaux les jeunes gens qui sont Français en vertu du code civil et des lois sur la nationalité.

Ces tableaux mentionnent la profession de chacun des jeunes gens inscrits.

Ils sont publiés et affichés dans chaque commune suivant les formes prescrites par les articles 63 et 64 du code civil. La dernière publication doit avoir lieu au plus tard le 15 janvier.

Dans le mois qui suivra la publication des tableaux de recensement et jusqu'au 15 février au plus tard, tout inscrit qui aurait à faire valoir des infirmités ou maladies pouvant le rendre impropre au service militaire devra en faire la déclaration à la mairie de sa commune, en y joignant, pour constituer son dossier sanitaire, tous les certificats utiles. Il lui en sera délivré récépissé.

A défaut de l'inscrit, la même déclaration pourra être faite par ses ascendants, ses parents ou toute autre personne qualifiée.

Cette déclaration sera, à l'expiration des délais, transmise par le maire à l'autorité compétente, qui la comprendra, avec toutes les pièces s'y rapportant, dans le dossier de l'inscrit.

Si, malgré les infirmités ou maladies invoquées, l'inscrit est déclaré bon pour le service, son dossier sanitaire, constitué comme il a été dit, devra le suivre après son incorporation, être conservé par le corps auquel il sera affecté et transmis par lui à chaque mutation.

ART. 11. — Sont portés sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité, les jeunes gens qui, en vertu du code civil et des lois sur la nationalité, sont Français, sauf faculté de répudier la nationalité française au cours de leur vingt-deuxième année, lorsqu'il n'aura pas été renoncé en leur nom, et pendant leur minorité, à l'exercice de cette faculté.

ART. 12. — Les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration faite conformément aux lois, sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité.

Les individus inscrits sur les tableaux de recensement en vertu du présent article ou de l'article précédent sont incorporés en même temps que la classe avec laquelle ils ont pris part aux opérations du recrutement. Ils sont tenus d'accomplir le même temps de service actif, sans que toutefois cette obligation ait pour effet de les maintenir sous les drapeaux, en dehors des cas prévus par les articles 34 et 39, au delà de leur vingt-septième année révolue. Ils suivent ensuite le sort de la classe avec laquelle ils ont été incorporés. Toutefois, ils sont libérés à titre définitif à l'âge de cinquante ans au plus tard. Lorsque l'inscription d'un jeune homme sur les tableaux de recensement a été différée par application de conventions internationales, la durée obligatoire du service actif ne subit aucune réduction, sous la réserve ci-dessus exprimée que ce service ne se prolongera pas au delà de la vingt-septième année révolue.

ART. 13. — Sont considérés comme légalement domiciliés dans le canton :



1° Les jeunes gens, même émancipés, engagés, établis au dehors, expatriés, absents ou en état d'emprisonnement, si d'ailleurs leur père ou, en cas de décès ou de déchéance de la puissance paternelle du père, leur mère ou leur tuteur est domicilié dans une des communes du canton, ou si leur père, expatrié, avait son domicile dans une desdites communes ;

2° Les jeunes gens mariés dont le père, ou la mère à défaut du père, sont domiciliés dans le canton, à moins qu'ils ne justifient de leur domicile réel dans un autre canton ;

3° Les jeunes gens mariés et domiciliés dans le canton, alors même que leur père et leur mère n'y seraient pas domiciliés ;

4° Les jeunes gens nés et résidant dans le canton, qui n'auraient ni leur père, ni leur mère, ni un tuteur ;

5° Les jeunes gens résidant dans le canton, qui ne seraient dans aucun des cas précédents et qui ne justifieraient pas de leur inscription dans un autre canton.

Les jeunes gens résidant soit en Algérie, soit aux colonies, soit dans les pays de protectorat sont inscrits sur les tableaux de recensement du lieu de leur résidence. Sur la justification de cette inscription, ils sont, dans ce cas, rayés des tableaux de recensement où ils auraient pu être portés en France, par application des dispositions du présent article.

ART. 14. — Sont, d'après la notoriété publique, considérés comme ayant l'âge requis pour l'inscription sur les tableaux de recensement, les jeunes gens qui ne peuvent produire ou n'ont pas produit, avant la vérification des tableaux de recensement, un extrait des registres de l'état civil constatant un âge différent, ou qui, à défaut des registres de l'état civil, ne peuvent prouver ou n'ont pas prouvé leur âge conformément à l'article 46 du code civil.

ART. 15. — Si, dans les tableaux de recensement des années précédentes, des jeunes gens ont été omis, ils sont inscrits sur les tableaux de recensement de la classe qui est appelée après la découverte de l'omission, à moins qu'ils n'aient quarante-neuf ans accomplis à l'époque de la clôture des tableaux, et sont soumis à toutes les obligations qu'ils auraient eu à accomplir s'ils avaient été inscrits en temps utile.

Toutefois, ils sont libérés à titre définitif à l'âge de cinquante ans au plus tard.

## CHAPITRE II

*Du conseil de revision cantonal. — Des tableaux de recensement. — Des exemptions. — Des ajournements et des sursis d'incorporation. — Des soutiens de famille. — Des officiers de l'armée active et de réserve. — Des listes de recrutement cantonal.*

ART. 16. — Le conseil de revision est composé :

Du préfet, président ; à son défaut, du secrétaire général et, exceptionnellement, du vice-président du conseil de préfecture ou d'un conseiller de préfecture délégué par le préfet ;

D'un conseiller de préfecture désigné par le préfet ;

D'un membre du conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton où la revision a lieu, désigné par la commission départementale, conformément à l'article 82 de la loi du 10 août 1871 ;

D'un membre du conseil d'arrondissement, autre que le représentant élu dans le canton où la revision a lieu, désigné comme ci-dessus, et, dans le territoire de Belfort, d'un deuxième membre du conseil général ;

D'un officier général ou supérieur désigné par l'autorité militaire ;

Un sous-intendant militaire, le commandant de recrutement, un médecin militaire ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'autorité militaire assistent aux opérations du conseil de revision. Le conseil ne peut statuer qu'après avoir entendu l'avis du médecin.

Cet avis est consigné dans une colonne spéciale, en face de chaque nom, sur les tableaux de recensement.

Le sous-intendant militaire est entendu dans l'intérêt de la loi toutes les fois qu'il le demande et peut faire consigner ses observations au procès-verbal de la séance.

Le sous-préfet de l'arrondissement et les maires des communes auxquelles appartiennent les jeunes gens appelés devant le conseil de revision assistent aux séances. Ils ont le droit de présenter des observations.

En cas d'empêchement des membres du conseil général ou du conseil d'arrondissement, le préfet les fait suppléer d'office par des membres appartenant à la même assemblée que l'absent ; ces membres, désignés d'office, ne peuvent être les représentants élus du canton où la revision a lieu.

Si, par suite d'une absence, le conseil de revision est réduit à quatre membres, il peut néanmoins délibérer lorsque le président, l'officier général ou supérieur et deux membres civils restent présents ; la voix du président n'est pas prépondérante. La décision ne peut être prise qu'à la majorité de trois voix. En cas de partage, elle est ajournée.

Dans les colonies les attributions du préfet, des conseillers de préfecture et des conseillers d'arrondissement sont dévolues aux gouverneurs ou à leurs délégués, aux conseillers privés et aux conseillers généraux. Dans les colonies où il n'existe ni conseil privé, ni conseils généraux, des décrets régleront la composition des conseils de revision.

Le conseil de revision juge en séance publique.

A l'ouverture de la séance, les tableaux de recensement de chaque commune sont examinés, ils sont lus à haute voix. Les jeunes gens, leurs parents ou représentants sont entendus dans leurs observations.

Le conseil de revision statue sur les réclamations présentées ainsi que sur les causes d'exemption prévues par l'article 18 de la présente loi.

Il examine la situation des omis et prend à leur égard l'une des décisions suivantes :

Sont excusés ceux qui, ayant déposé, huit jours au moins avant la réunion du conseil, une demande tendant à justifier leur non-inscription sur le tableau de recensement des années précédentes, prouvent que l'omission de leur nom sur ce tableau ne peut être imputée à leur négligence.

Seront, au contraire, annotés comme devant être incorporés dans les troupes coloniales et pourront être envoyés aux colonies :



1° Les omis condamnés par les tribunaux par application de l'article 79 ci-après ;

2° Ceux dont les excuses n'auront pas été admises.

Dans le cas où une intention frauduleuse aurait été relevée, le conseil renverra ces jeunes gens devant les tribunaux.

ART. 17. — Le conseil de revision se transporte dans les divers cantons.

Sauf en cas de mobilisation, il ne peut opérer le même jour que dans un seul canton.

Les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ainsi que ceux des classes précédentes qui ont été ajournés, conformément à l'article 18 ci-après, sont convoqués, examinés et entendus par le conseil de revision au lieu désigné. Ils peuvent faire connaître l'arme dans laquelle ils désirent être placés.

S'ils ne se rendent pas à la convocation, s'ils ne s'y font pas représenter ou s'ils n'ont pas obtenu un délai, il est procédé comme s'ils étaient présents et ils sont considérés comme aptes au service armé.

ART. 18. — Au point de vue des aptitudes physiques, le conseil de revision classe les jeunes gens présents en quatre catégories :

1° Ceux qui sont reconnus bons pour le service armé ;

2° Ceux qui, étant atteints d'une infirmité relative sans que leur constitution générale soit douteuse, sont reconnus bons pour le service auxiliaire ;

3° Ceux qui, étant d'une constitution physique trop faible, sont ajournés à un nouvel examen ;

4° Ceux chez qui une constitution générale mauvaise ou certaines infirmités déterminent une impotence fonctionnelle partielle ou totale et qui sont exemptés de tout service militaire, soit armé, soit auxiliaire.

Il est délivré aux jeunes gens de ces deux dernières catégories, pour justifier de leur situation, un certificat qu'ils sont tenus de représenter à toute réquisition des autorités militaire, judiciaire ou civile.

ART. 19. — Les jeunes gens ajournés à un nouvel examen du conseil de revision sont astreints à comparaître à nouveau devant le conseil de revision du canton devant lequel ils ont comparu, à moins d'une autorisation spéciale les admettant à comparaître devant un autre conseil.

Les jeunes gens qui, après avoir été ajournés une première fois, sont reconnus l'année suivante propres au service armé, sont astreints à deux années de service armé.

Ceux qui, lors de ce nouvel examen, ne sont pas encore reconnus bons pour le service armé, sans que leur état physique justifie pourtant une exemption définitive, sont classés dans le service auxiliaire et incorporés comme tels. Après une année passée sous les drapeaux dans ce service, ils sont soumis à l'examen de la commission de réforme qui décide s'ils doivent accomplir leur deuxième année dans le même service, ou s'ils doivent être réformés, ou si, au contraire, ils peuvent être classés pour leur deuxième année dans le service armé.

Les jeunes gens classés par les conseils de revision dans le service auxiliaire et désignés pour être incorporés à ce titre peuvent être ajournés jusqu'à vingt-cinq ans, s'ils demandent à être, en cas d'aptitude physique, admis ultérieurement dans le service armé. Ces ajournements ne peuvent, en aucun cas, les dispenser des deux années de service prescrites par la présente loi, qu'ils les accomplissent soit dans le service armé, soit dans le service auxiliaire.

Les jeunes gens ajournés sont, après leur libération, astreints aux obligations de leur classe d'origine.

Les règles applicables aux ajournés le sont également aux jeunes gens qui, après avoir été reconnus bons pour le service armé ou pour le service auxiliaire, seraient réformés temporairement avant ou après leur incorporation.

ART. 20. — En temps de paix, l'un des deux frères inscrits la même année sur les tableaux de recensement, ou faisant partie du même appel, et, en cas de désaccord entre eux, le plus jeune ne sera, sur sa demande, incorporé qu'après l'expiration du temps obligatoire de service de l'autre frère.

Celui qui, au moment des opérations du conseil de revision, aura un frère servant comme appelé, ne sera également incorporé, s'il le demande, qu'après la libération de ce dernier.

Le jeune soldat qui a obtenu un sursis d'incorporation dans les conditions prévues au présent article a la faculté d'y renoncer ultérieurement. Il en fait la demande écrite au commandant du bureau de recrutement de son domicile; mais son incorporation n'a lieu qu'avec celle de la classe appelée immédiatement après sa renonciation.

ART. 21. — En temps de paix, des sursis d'incorporation, renouvelables d'année en année jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, peuvent être accordés aux jeunes gens qui en font la demande, qu'ils aient été classés par le conseil de revision dans le service armé ou dans le service auxiliaire.

A cet effet, ils doivent établir que soit à raison de leur situation de soutien de famille, soit dans l'intérêt de leurs études, soit pour leur apprentissage, soit pour les besoins de l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle ils se livrent pour leur compte ou pour celui de leurs parents, soit à raison de leur résidence à l'étranger, il est indispensable qu'ils ne soient pas enlevés immédiatement à leurs travaux.

Les demandes de sursis adressées au maire après la publication des tableaux de recensement sont instruites par lui; le conseil municipal donne son avis motivé. Elles sont envoyées au préfet et transmises par lui, avec observations, au conseil de revision qui statue.

Les sursis d'incorporation ne confèrent aucune dispense.

Les jeunes gens qui ont obtenu, sur leur demande, un ou plusieurs sursis suivent le sort de la classe avec laquelle ils sont incorporés.

En cas de guerre, les sursis sont annulés et ces jeunes gens sont appelés avec les hommes de leur classe d'origine.

ART. 22. — Les familles des jeunes gens qui remplissaient effecti-



vement avant leur départ pour le service les devoirs de soutien indispensable de famille pourront recevoir sur leur demande, en temps de paix, une allocation journalière de soixante-quinze centimes (75 c.) fournie par l'Etat, pendant la présence de ces jeunes gens sous les drapeaux. Leur nombre ne pourra dépasser huit pour cent (8 p. 100) du contingent.

Ladite allocation pourra, en outre, être accordée aux familles des militaires qui, pendant leur présence sous les drapeaux, justifieront de leur qualité de soutiens indispensables de famille. Leur nombre ne pourra dépasser deux pour cent (2 p. 100) du contingent.

Les demandes sont adressées par les familles au maire de la commune de leur domicile. Il en sera donné récépissé. Elles doivent comprendre à l'appui :

1° Un relevé des contributions payées par la famille et certifié par le percepteur ;

2° Un état certifié par le maire de la commune et indiquant le nombre et la position des membres de la famille vivant sous le même toit ou séparément, les revenus et ressources de chacun d'eux.

La liste et les dossiers des demandes adressées par les familles soit après la publication des tableaux de recensement, soit depuis l'incorporation, sont envoyés par le maire au préfet, avec l'avis motivé du conseil municipal.

Il est statué sur ces demandes par un conseil, siégeant au moins deux fois par an au chef-lieu du département et composé :

1° Du préfet, président, ou, à son défaut, du secrétaire général ou du vice-président du conseil de préfecture ;

2° Du directeur des contributions directes ;

3° Du trésorier-payeur général ;

4° De trois membres du conseil général, pris dans des arrondissements différents, et d'un conseiller d'arrondissement, désignés par la commission départementale.

Le maire de chaque commune est tenu d'informer le préfet des changements survenus dans la situation des familles auxquelles une allocation a été attribuée. Il fait connaître, en même temps, l'avis motivé du conseil municipal sur la suppression ou le maintien de ladite allocation. Il est statué par le conseil départemental.

Les décisions du conseil sont rendues en séance publique. Elles fixent la date à partir de laquelle les allocations sont dues en vertu du deuxième paragraphe du présent article.

ART. 23. — Les jeunes gens admis à l'école spéciale militaire ou à l'école polytechnique devront faire une année de service dans un corps de troupe aux conditions ordinaires avant leur entrée dans ces écoles, sauf le cas prévu au quatrième alinéa du présent article.

Ceux qui auront été admis après concours à l'école normale supérieure, à l'école forestière, à l'école centrale des arts et manufactures, à l'école nationale des mines, à l'école des ponts et chaussées ou à l'école des mines de Saint-Etienne pourront faire, à leur choix, la première de leurs deux années de service dans un corps de troupe aux conditions ordinaires avant leur entrée dans ces écoles ou après en être sortis.

Les jeunes gens qui, au moment où ils sont reçus, ont atteint l'âge de dix-huit ans, contractent un engagement volontaire de quatre ans pour les écoles où la durée des études est de deux ans, et de cinq ans, pour celles où la durée des études est de trois ans.

Ceux qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans et ceux qui ne sont pas reconnus aptes au service au moment de leur admission peuvent néanmoins entrer dans les écoles, mais ils n'y sont maintenus que s'ils consentent à contracter l'engagement sus-mentionné, soit au moment où ils atteignent l'âge de dix-huit ans, soit au moment où ils sont reconnus aptes au service. La durée de l'engagement est comptée à partir du moment de l'admission.

Les élèves des écoles énumérées au deuxième alinéa du présent article reçoivent dans ces écoles une instruction militaire les préparant au grade de sous-lieutenant de réserve.

Ceux d'entre eux qui, à la sortie de ces écoles, ont satisfait aux épreuves d'aptitude à ce grade et qui avaient fait un an de service avant leur entrée accomplissent immédiatement leur deuxième année de service dans un corps de troupe en qualité de sous-lieutenant de réserve. Cette disposition s'applique aux élèves de l'école polytechnique qui ne sont pas classés dans les armées de terre et de mer.

Les jeunes gens qui, aux termes des deuxième et quatrième alinéas du présent article n'avaient pas fait un an de service avant leur entrée aux écoles, accomplissent à leur sortie une année de service dans un corps de troupe aux conditions ordinaires et servent ensuite en qualité de sous-lieutenant de réserve, en conformité du paragraphe précédent, ou en qualité de sous-lieutenant de l'armée active.

Les élèves qui n'ont pas été jugés susceptibles, à leur sortie des écoles, d'être nommés immédiatement sous-lieutenants de réserve; ceux qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie de l'école à laquelle ils appartenaient, et ceux qui l'ont quittée pour une cause quelconque sont incorporés dans un corps de troupe comme simples soldats ou sous-officiers et accomplissent une ou deux années de service, suivant qu'ils avaient fait ou non un an de service avant leur entrée à l'école. Dans ce cas, l'engagement qu'ils ont contracté est annulé.

Les conditions d'aptitude physique, pour l'entrée aux écoles, des jeunes gens qui au moment de leur admission ne sont pas aptes au service militaire sont fixées par un règlement d'administration publique.

ART. 24. — Les jeunes gens non visés à l'article précédent qui désirent obtenir le grade de sous-lieutenant de réserve et prennent l'engagement d'accomplir en cette qualité trois périodes supplémentaires d'instruction pendant leur séjour dans la réserve subissent, à la fin de leur première année de service, les épreuves d'un concours institué par un règlement d'administration publique. Ils sont classés par ordre de mérite et nommés, dans la limite des besoins, élèves officiers de réserve.

Durant le premier semestre de leur deuxième année de service, les élèves officiers de réserve complètent leur instruction en suivant des cours spéciaux. S'ils subissent avec succès les examens institués à la fin de ces cours, ils sont nommés sous-lieutenants de réserve et accomplissent en cette qualité leur quatrième semestre de service dans l'armée active; dans le cas contraire, ils accomplissent ce quatrième semestre comme simples soldats ou sous-officiers.



ART. 25. — Les docteurs ou les étudiants en médecine munis de douze inscriptions, qui ont subi avec succès, à la fin de leur première année de service, l'examen de médecin auxiliaire, sont nommés à cet emploi et accomplissent leur deuxième année de service comme médecins auxiliaires.

Les jeunes gens pourvus du diplôme de vétérinaire civil ou admis en quatrième année, qui ont subi avec succès, à la fin de leur première année de service, l'examen de vétérinaire auxiliaire, sont nommés à cet emploi et accomplissent leur deuxième année de service comme vétérinaires auxiliaires.

Les jeunes gens visés aux deux alinéas précédents, qui auront pris l'engagement d'accomplir trois périodes supplémentaires d'instruction pendant leur séjour dans la réserve et qui auront subi avec succès à la fin du troisième semestre les épreuves d'un concours pour le grade d'aide-major ou d'aide-vétérinaire de réserve, sont nommés à ce grade, dans la limite des besoins, et accomplissent en cette qualité leur quatrième semestre de service dans l'armée active.

ART. 26. — Les jeunes gens admis à l'école du service de santé militaire devront faire une année de service dans un corps de troupe aux conditions ordinaires avant leur entrée dans cette école.

Ceux qui ont subi avec succès le concours d'admission à l'emploi d'élève en pharmacie du service de santé ou à l'emploi d'aide-vétérinaire stagiaire devront faire une année de service dans les mêmes conditions avant d'être affectés à ces emplois.

Ils contractent, dès leur entrée à l'école ou leur nomination à l'emploi, l'engagement de servir dans l'armée active pendant six ans au moins, à dater de leur nomination au grade de médecin ou de pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe ou d'aide-vétérinaire.

Ceux qui n'obtiendraient pas le grade d'aide-major ou d'aide-vétérinaire ou qui ne réaliseraient pas l'engagement sexennal, accomplissent leur deuxième année de service dans les conditions prévues à l'article précédent.

Ces dispositions sont également applicables aux élèves de l'école de médecine navale, aux élèves de l'école d'administration de la marine et aux administrations stagiaires de l'inscription maritime.

ART. 27. — Sont considérés comme ayant satisfait à l'appel de leur classe :

1<sup>o</sup> Les jeunes gens sous les drapeaux en vertu d'un engagement volontaire, ou ayant terminé leur service en vertu d'un engagement volontaire ;

2<sup>o</sup> Les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritime, conformément aux règles prescrites par la loi sur l'inscription maritime du 24 décembre 1896.

Les jeunes marins qui se font rayer de l'inscription maritime sont tenus d'en faire la déclaration au maire de leur commune dans les deux mois, de retirer une expédition de leur déclaration et de la soumettre au préfet du département, sous les peines portées par l'article 86 ci-après.

Ils sont tenus d'accomplir dans l'armée active le temps de service

prescrit par la présente loi; ils suivent ensuite le sort de leur classe d'origine.

Toutefois, le temps passé par eux au service militaire actif de l'Etat est déduit du nombre d'années pendant lesquelles tout Français fait partie de l'armée active.

ART. 28. — Lorsque les jeunes gens portés sur les tableaux de recensement ont fait des déclarations, dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le conseil de revision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle.

Les questions sont jugées contradictoirement avec le préfet, à la requête de la partie la plus diligente. Le tribunal civil du lieu du domicile statue sans délai, le ministère public entendu.

Le délai de l'appel et du recours en cassation est de quinze jours francs, à partir de la signification de la décision attaquée.

Le recours est, ainsi que l'appel, dispensé de la consignation d'amende.

L'affaire est portée directement devant la chambre civile.

Les actes faits en exécution du présent article sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

Les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article sont applicables au cas prévu par l'article 6.

ART. 29. — Hors les cas prévus par les articles 6 et 28, les décisions du conseil de revision sont définitives. Elles peuvent, néanmoins, être attaquées devant le conseil d'Etat pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Le recours au conseil d'Etat n'aura pas d'effet suspensif.

L'appelé pourra toujours réclamer le bénéfice de l'annulation, même si elle est prononcée sur le recours du ministre formé dans l'intérêt de la loi.

Elles peuvent être aussi revisées par les conseils de revision eux-mêmes pour l'un des motifs ci-après : erreur matérielle dans les pièces sur le vu desquelles la décision a été prise; défaut de justification imputable aux fonctionnaires ou agents, civils ou militaires, chargés d'établir les pièces ou de les transmettre.

La demande de revision est examinée dans la session qui suit immédiatement la découverte de l'erreur, et, au plus tard, dans celle qui précède le renvoi de la classe avec laquelle l'intéressé a été incorporé.

Elle est introduite par le ministre de la guerre soit d'office, soit à la requête de l'intéressé.

ART. 30. — Après que le conseil de revision a statué sur la situation des jeunes gens, ainsi que sur toutes les réclamations auxquelles les opérations peuvent donner lieu, la liste de recrutement cantonal de la classe est définitivement arrêtée et signée par le conseil de revision, ainsi que par les maires des communes intéressées.

Cette liste, divisée en sept parties, comprend :

1° Tous les jeunes gens déclarés propres au service armé, sauf ceux visés au paragraphe 7°;



2° Les jeunes gens classés dans le service auxiliaire de l'armée, sauf ceux visés au paragraphe 6°;

3° Les jeunes gens liés au service en vertu d'un engagement volontaire, d'un brevet ou d'une commission, et les jeunes marins inscrits;

4° Les jeunes gens exclus en vertu des dispositions de l'article 4;

5° Les jeunes gens qui sont ajournés d'office conformément au 3° de l'article 18;

6° Les jeunes gens qui, classés dans le service auxiliaire, ont obtenu sur leur demande un ajournement, conformément au quatrième alinéa de l'article 19;

7° Les jeunes gens qui ont obtenu un sursis, conformément aux articles 20 et 21.

### CHAPITRE III

#### *Du registre matricule.*

ART. 31. — Il est tenu, par subdivision de région, un registre matricule sur lequel sont portés tous les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement cantonal.

Ce registre mentionne l'incorporation de chaque homme inscrit ou la position dans laquelle il est laissé, et, successivement, tous les changements qui peuvent survenir dans sa situation jusqu'à sa libération définitive.

Tout homme inscrit sur le registre matricule reçoit un livret individuel, qu'il est tenu de représenter à toute réquisition des autorités militaires, judiciaire ou civile.

En cas d'appel à l'activité ou de convocation pour des manœuvres, exercices ou revues, la représentation du livret individuel doit avoir lieu dans les vingt-quatre heures de la réquisition.

En tout autre cas, le délai est de huit jours.

### TITRE III

#### **Du service militaire.**

### CHAPITRE PREMIER

#### *Bases du service.*

ART. 32. — Tout Français reconnu propre au service militaire fait partie successivement :

De l'armée active pendant deux ans;

De la réserve de l'armée active pendant onze ans;

De l'armée territoriale pendant six ans;

De la réserve de l'armée territoriale pendant six ans.

Le service militaire est réglé par classe.

L'armée active comprend, indépendamment des hommes qui ne proviennent pas des appels, tous les jeunes gens déclarés propres au service militaire armé ou auxiliaire et faisant partie des deux derniers contingents incorporés.

ART. 33. — La durée du service compte du 1<sup>er</sup> octobre de l'année de l'inscription sur les tableaux de recensement, et l'incorporation du contingent doit avoir lieu, au plus tard, le 10 octobre de la même année.

Pour les jeunes gens dont l'incorporation a été retardée en vertu des articles 20 et 21, la durée du service compte du 1<sup>er</sup> octobre de l'année de leur incorporation.

Pour les engagés volontaires, elle compte du jour de leur engagement, et pour les hommes visés à l'article 5 du jour de leur incorporation.

En temps de paix, chaque année, au 30 septembre, les militaires qui ont accompli le temps de service prescrit :

- 1° Soit dans l'armée active ;
- 2° Soit dans la réserve de l'armée active ;
- 3° Soit dans l'armée territoriale ;
- 4° Soit dans la réserve de l'armée territoriale,

Sont envoyés respectivement :

- 1° Dans la réserve de l'armée active ;
- 2° Dans l'armée territoriale ;
- 3° Dans la réserve de l'armée territoriale ;
- 4° Dans leurs foyers, comme libérés à titre définitif.

Mention de ces divers passages et de la libération est faite sur le livret individuel.

Après les grandes manœuvres, la totalité de la classe dont le service actif expire le 30 septembre suivant peut être renvoyée dans ses foyers en attendant son passage dans la réserve.

Dans le cas où les circonstances paraîtraient l'exiger, le ministre de la guerre et le ministre de la marine sont autorisés à conserver provisoirement sous les drapeaux la classe qui a terminé sa seconde année de service. Notification de cette décision sera faite aux Chambres dans le plus bref délai possible.

Dans les mêmes circonstances et pendant la première année de leur service dans la réserve, les hommes peuvent être rappelés sous les drapeaux par ordres individuels avec l'assentiment du conseil des ministres.

En temps de guerre, les passages et la libération n'ont lieu qu'après l'arrivée de la classe destinée à remplacer celle à laquelle les militaires appartiennent. Cette disposition est exceptionnellement applicable, dès le temps de paix, aux hommes servant aux colonies.

Les militaires faisant partie de corps mobilisés peuvent y être maintenus jusqu'à la cessation des hostilités, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent.

En temps de guerre, le ministre peut appeler par anticipation la classe qui ne serait appelée que le 1<sup>er</sup> octobre suivant.

ART. 34. — Ne compte pas, pour les années de service exigées par la présente loi dans l'armée active, la réserve de l'armée active et l'armée territoriale, le temps pendant lequel un militaire de l'armée active, un réserviste ou un homme de l'armée territoriale a subi la peine de



l'emprisonnement en vertu d'un jugement, si cette peine a eu pour effet de l'empêcher d'accomplir au moment fixé, tout ou partie des obligations d'activité qui lui sont imposées par la présente loi ou par les engagements qu'il a souscrits.

Ces individus seront tenus de remplir leurs obligations d'activité, soit à l'expiration de leur peine s'ils appartiennent à l'armée active, soit au moment de l'appel qui suit leur élargissement s'ils font partie de la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Toutefois, quelles que soient les déductions de service ainsi opérées, les hommes qui en sont l'objet sont rayés des contrôles en même temps que la classe à laquelle ils appartiennent.

## CHAPITRE II

### *Du service dans l'armée active.*

ART. 35. — Le contingent à incorporer est formé par les jeunes gens inscrits dans la première et la seconde partie des listes de recrutement cantonal et par ceux dont l'incorporation, ayant été retardée en vertu des articles 19, 20 et 21, doit avoir lieu dans l'année.

Il comprend en outre les engagés des articles 23 et 26 et les jeunes gens qui ont été autorisés à contracter l'engagement spécial dit de devancement d'appel prévu à la fin de l'article 50.

Il est mis, à dater du 1<sup>er</sup> octobre, à la disposition du ministre de la guerre, qui en arrête la répartition.

ART. 36. — Sont affectés à l'armée de mer :

1° Les hommes fournis par l'inscription maritime;

2° Les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un rengagement dans les équipages de la flotte, suivant les conditions spéciales à l'armée de mer;

3° Les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les équipages de la flotte et auront été reconnus aptes à ce service;

4° En cas d'insuffisance des trois modes de recrutement ci-dessus indiqués, les hommes du contingent dont le ministre de la marine pourra demander l'affectation aux équipages de la flotte pour les services à terre, dans les conditions déterminées par une loi spéciale.

ART. 37. — Sont affectés aux troupes coloniales :

1° Les jeunes gens provenant des contingents des colonies de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion, et les Français astreints au service militaire dans les colonies et pays de protectorat visés à l'article 90;

2° Les hommes qui ont été admis à s'engager ou à contracter un rengagement dans lesdites troupes, suivant les conditions spéciales déterminées aux articles 50 à 56 ci-après;

3° Les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus propres à ce service;

4° Les omis, visés à l'avant-dernier alinéa de l'article 16 ci-dessus;

5° A défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens du contingent métropolitain qui auront été affectés par le recrutement aux troupes coloniales, mais sans que ces jeunes gens puissent être envoyés aux colonies sans leur consentement.

ART. 38. — La durée du service actif ne pourra pas être interrompue par des congés, sauf le cas de maladie ou de convalescence, ou de réforme temporaire prononcée après un certain temps passé au corps et par suite de maladie contractée au service ou en exécution de l'art. 90 de la présente loi.

Les militaires accomplissant la durée légale du service ne pourront, en dehors des dimanches et jours fériés, obtenir de permissions que jusqu'à concurrence d'un total de trente jours au maximum pendant leur présence sous les drapeaux.

En cas de force majeure dûment justifiée, le chef de corps pourra accorder une permission supplémentaire, sous réserve d'en rendre compte au ministre de la guerre.

ART. 39. — Les militaires qui, pendant la durée de leur service, auront subi des punitions de prison ou de cellule, d'une durée supérieure à huit jours, seront maintenus au corps après la libération de leur classe ou l'expiration de leur engagement, pendant un nombre de jours égal au nombre de journées de prison ou de cellule qu'ils auront subies, déduction faite des punitions n'excédant pas huit jours.

Cette disposition ne sera pas applicable aux militaires qui, au moment de la libération de leur classe ou de l'expiration de leur engagement, seraient en possession du grade de sous-officier ou de celui de caporal ou de brigadier, ou qui seraient soldats de 1<sup>re</sup> classe, si les punitions ont été encourues par eux antérieurement à leur nomination.

### CHAPITRE III

#### *Du service dans les réserves.*

ART. 40. — Les hommes envoyés dans la réserve de l'armée active, dans l'armée territoriale et dans la réserve de ladite armée, sont affectés aux divers corps de troupe et services de l'armée active ou de l'armée territoriale.

Ils sont tenus de rejoindre leur corps en cas de mobilisation, de rappel de leur classe ordonné par décret et de convocation pour des manœuvres ou exercices.

A l'étranger, les ordres de mobilisation, de rappel ou de convocation sont transmis par les soins des agents consulaires de France.

Le rappel de la réserve de l'armée active peut être fait d'une manière distincte et indépendante pour les troupes métropolitaines, pour les troupes coloniales ou pour l'armée de mer. Il peut être fait pour un, plusieurs ou tous les corps d'armée, pour un ou plusieurs cantons, et, s'il y a lieu, distinctement par arme ou par subdivision d'arme. Il a lieu par classe, en commençant par la moins ancienne.



En cas d'agression ou menace d'agression caractérisée par le rassemblement de forces étrangères en armes, le rappel à l'activité peut être ordonné, par arme ou par subdivision d'arme, pour une, plusieurs ou totalité des classes, dans une zone déterminée autour des places fortes et des ouvrages fortifiés et sur le territoire des îles.

Les mêmes dispositions sont applicables à l'armée territoriale et à la réserve de l'armée territoriale. Toutefois, afin de limiter les rappels des hommes appartenant à la réserve de l'armée territoriale au nombre nécessaire par certains besoins spéciaux, temporaires ou locaux, ces rappels pourront toujours s'effectuer par fraction de classe, et sans commencer obligatoirement par la classe la moins ancienne.

En cas de mobilisation, les militaires de la réserve domiciliés dans la région, et, en cas d'insuffisance, les militaires de la réserve domiciliés dans d'autres régions, complètent les effectifs des divers corps de troupe et des divers services qui entrent dans la composition de chaque corps d'armée.

Les corps de troupe et services qui n'entrent pas dans la composition des corps d'armée sont complétés avec des militaires de la réserve pris sur l'ensemble du territoire.

Mention du corps d'affectation est portée sur le livret individuel.

ART. 41. — Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à prendre part à deux manœuvres, chacune d'une durée de quatre semaines.

Les hommes de l'armée territoriale sont assujettis à une période d'exercices dont la durée sera de deux semaines.

Seront dispensés de ces exercices et manœuvres, les hommes appartenant à l'armée territoriale qui, au moment de l'appel de leur classe pour une période d'instruction, seront inscrits depuis au moins cinq ans sur les contrôles des corps de sapeurs-pompiers régulièrement organisés.

Peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices :

1<sup>o</sup> Sur l'avis du consul de France, les jeunes gens qui ont établi leur résidence à l'étranger, hors d'Europe, et qui y occupent une situation régulière ;

2<sup>o</sup> Comme soutiens indispensables de famille, et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale qui en font la demande.

Chaque demande à titre de soutien indispensable de famille est appuyée d'un relevé des contributions payées par le réclamant, ou par ses ascendants, certifié par le percepteur, et d'un avis motivé de trois citoyens, résidant dans la commune, faisant partie de la réserve et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Le maire soumet les demandes au conseil municipal qui émet un avis motivé.

Les listes et les dossiers de demandes, annotés, sont envoyés par les maires aux préfets ; ceux-ci les transmettent aux généraux commandant les subdivisions, qui statuent.

Ces dispenses peuvent être accordées, par subdivisions de région, jusqu'à concurrence de six pour cent (6 p. 100) du nombre des hommes appelés momentanément sous les drapeaux ; elles n'ont d'effet que pour la convocation en vue de laquelle elles sont délivrées.

Les hommes de la réserve de l'armée territoriale peuvent être soumis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à une revue d'appel pour laquelle la durée du déplacement imposé n'excédera pas une journée.

Les hommes de la réserve de l'armée territoriale qui, en temps de guerre, sont affectés à la garde des voies de communication et des points importants du littoral, ou employés comme auxiliaires d'artillerie dans les places fortes et dans les ouvrages fortifiés du littoral, peuvent être, en temps de paix, astreints à des exercices spéciaux dont la durée totale pendant les six années passées dans la réserve de l'armée territoriale n'excède pas neuf jours.

Peuvent être dispensés de ces manœuvres, exercices ou revues d'appel, les fonctionnaires et agents désignés au tableau B de la présente loi, ainsi que les hommes qui ont été classés dans le service auxiliaire de l'armée.

Les instituteurs publics peuvent être dispensés de l'un des deux appels auxquels ils sont assujettis pendant leur temps de service dans la réserve de l'armée active.

Dans le cas où les circonstances paraîtraient l'exiger, les ministres de la guerre et de la marine sont autorisés à conserver provisoirement sous les drapeaux, au delà de la période réglementaire, les hommes appelés à un titre quelconque pour accomplir une période d'exercices. Notification de cette décision sera faite aux Chambres dans le plus bref délai possible.

ART. 42. — En cas de mobilisation, nul ne peut se prévaloir de la fonction ou de l'emploi qu'il occupe pour se soustraire aux obligations de la classe à laquelle il appartient.

Sont autorisés à ne pas rejoindre immédiatement, dans le cas de convocation par voie d'affiches et de publications sur la voie publique, les titulaires des fonctions et emplois désignés aux tableaux A, B et C annexés à la présente loi, sous la condition qu'ils occupent ces fonctions ou emplois depuis six mois au moins.

Peuvent être autorisés, à titre exceptionnel, à ne rejoindre leur corps d'affectation que dans un délai déterminé par le ministre de la guerre, les hommes des différentes catégories de réserves employés en temps de paix à certains services ou dans des établissements, usines, exploitations houillères, fabriques, etc., dont le bon fonctionnement est indispensable aux besoins de l'armée.

Les fonctionnaires et agents portés au tableau A, qui ne relèvent pas déjà des ministres de la guerre ou de la marine, sont mis à la disposition de ces ministres et attendent leurs ordres dans leur situation respective.

Les fonctionnaires et agents du tableau B, qui ne comptent plus dans la réserve de l'armée active, et les fonctionnaires et agents du tableau C, même appartenant à la réserve de l'armée active, ne rejoignent leurs corps que sur ordres spéciaux.

Les hommes autorisés à ne pas rejoindre immédiatement sont, dès la publication de l'ordre de mobilisation, soumis à la juridiction des tribunaux militaires, par application de l'article 57 du code de justice militaire.

ART. 43. — Les hommes de la réserve et de l'armée territoriale



appelés en cas de mobilisation ou convoqués pour des exercices, manœuvres ou revues sont considérés sous tous les rapports comme des militaires de l'armée active et soumis dès lors à toutes les obligations imposées par les lois et règlements en vigueur.

ART. 44. — Lorsque les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, même non présents sous les drapeaux, sont revêtus de la tenue militaire, ils doivent à tout supérieur hiérarchique, en uniforme, les marques extérieures de respect prescrites par les règlements militaires, et seront, comme des militaires en congé, passibles des peines disciplinaires.

ART. 45. — Tout homme inscrit sur le registre matricule est astreint, s'il se déplace, aux obligations suivantes :

1° S'il se déplace pour changer de domicile ou de résidence, il fait viser dans le délai d'un mois son livret individuel par la gendarmerie dont relève la localité où il transporte son domicile ou sa résidence ;

2° S'il se déplace pour voyager pendant plus de deux mois, il fait viser son livret avant son départ par la gendarmerie de sa résidence habituelle.

3° S'il va se fixer en pays étranger, il fait de même viser son livret avant son départ et doit, en outre, dès son arrivée, prévenir l'agent consulaire de France le plus voisin, qui lui donne récépissé de sa déclaration et envoie copie de celle-ci dans les huit jours au ministre de la guerre.

A l'étranger, s'il se déplace pour changer de résidence, il en prévient au départ et à l'arrivée, l'agent consulaire de France, qui en informe le ministre de la guerre.

Lorsqu'il rentre en France, il se conforme aux prescriptions du paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

ART. 46. — Les hommes qui se sont conformés aux prescriptions de l'article précédent ont droit, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe, à des délais supplémentaires pour rejoindre, calculés d'après la distance à parcourir.

Ceux qui ne s'y sont pas conformés sont considérés comme n'ayant pas changé de domicile ou de résidence.

ART. 47. — Les hommes de la réserve de l'armée active, de l'armée territoriale ou de sa réserve sont, en temps de paix, justiciables des tribunaux ordinaires et passibles des peines édictées par le code de justice militaire lorsque ayant été renvoyés dans leurs foyers depuis moins de six mois, ils commettent l'un des crimes ou délits prévus et punis par les articles dudit code énumérés au tableau D annexé à la présente loi.

L'application de ces articles est faite aux inculpés sous la réserve des dispositions spéciales indiquées audit tableau.

ART. 48. — Les hommes de la réserve de l'armée active ainsi que les hommes envoyés en congé par application des articles 90 et 91 peuvent

se marier sans autorisation. Ils restent soumis néanmoins à toutes les obligations de service imposées à leur classe.

Les réservistes qui sont pères de quatre enfants vivants passent de droit et définitivement dans l'armée territoriale.

Les pères de six enfants vivants passent de droit dans la réserve de l'armée territoriale.

ART. 49. — Tout militaire appartenant à l'armée active, à la réserve ou à l'armée territoriale, qui cessera d'être apte au service armé, pourra, sur l'avis des commissions de réforme, être versé dans le service auxiliaire.

#### TITRE IV

### Des engagements volontaires, des rengagements et des commissions.

#### CHAPITRE PREMIER

#### *Des engagements volontaires.*

ART. 50. — Tout Français ou naturalisé Français, comme il est dit aux articles 11 et 12 de la présente loi, ainsi que les jeunes gens qui doivent être inscrits sur les tableaux de recensement ou qui sont autorisés par les lois à servir dans l'armée française, peuvent être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée active, aux conditions suivantes.

L'engagé volontaire doit :

1° S'il entre dans les troupes métropolitaines, avoir dix-huit ans accomplis.

S'il entre dans les troupes coloniales, avoir dix-huit ans accomplis et contracter un engagement de durée telle qu'il puisse séjourner deux années aux colonies à partir du moment où il aura atteint vingt et un an.

Cette dernière condition ne s'applique pas aux jeunes gens résidant aux colonies ou dans les pays de protectorat, si les troupes coloniales où ils s'engagent sont stationnées dans leur colonie ou pays de protectorat ;

2° N'être ni marié ni veuf avec enfants ;

3° N'avoir encouru aucune des condamnations tombant sous le coup de l'article 5 de la présente loi, à moins qu'il ne veuille contracter son engagement pour un bataillon d'infanterie légère d'Afrique ou qu'il ne justifie d'une décision prise par le ministre de la guerre, après enquête sur sa conduite depuis sa sortie de prison. Dans ce dernier cas, l'engagement dans tout corps autre que les bataillons d'infanterie légère d'Afrique ne sera reçu que pour cinq ans. La demande de l'intéressé sera transmise par le préfet, qui y joindra son avis motivé ;

4° Jouir de ses droits civils ;

5° Être de bonnes vie et mœurs ;

6° S'il a moins de vingt ans, être pourvu du consentement de ses père, mère ou tuteur ; ce dernier doit être autorisé par une délibération du conseil de famille.



En cas de divorce ou de séparation de corps, le consentement de celui des époux auquel la garde de l'enfant aura été confiée sera nécessaire et suffisant.

Le consentement du directeur de l'assistance publique dans le département de la Seine, et du préfet dans les autres départements, est nécessaire et suffisant pour les enfants désignés au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 27 juin 1904.

L'engagé volontaire est tenu, pour justifier des conditions prescrites aux paragraphes 3°, 4° et 5° ci-dessus, de produire un extrait de son casier judiciaire et un certificat délivré par le maire de son dernier domicile.

S'il ne compte pas au moins une année de séjour dans cette commune, il doit également produire un autre certificat du maire de la commune où il était antérieurement domicilié.

Le certificat doit contenir le signalement du jeune homme qui veut s'engager et mentionner la durée du temps pendant lequel il a été domicilié dans la commune.

Les hommes exemptés ou classés dans le service auxiliaire peuvent, jusqu'à l'âge de trente-deux ans accomplis, être admis à contracter des engagements volontaires s'ils réunissent les conditions d'aptitude physique exigées.

Les conditions relatives soit à l'aptitude et à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée, soit aux époques de l'année où les engagements peuvent être contractés, soit au nombre maximum d'engagements à recevoir chaque année dans les différents corps de troupe, sont déterminées par décrets insérés au *Bulletin des lois*.

Il ne pourra être reçu d'engagements volontaires que pour les troupes coloniales, pour les corps d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, du génie et pour le train des équipages militaires.

Tous les ans, mais seulement dans une proportion qui ne pourra dépasser quatre pour cent (4 p. 100) de l'effectif de la dernière classe incorporée, les jeunes gens âgés d'au moins dix-huit ans, remplissant les conditions d'aptitude physique ainsi que les autres conditions énumérées au présent article, et pourvus du certificat d'aptitude militaire institué par la loi du 8 avril 1903, seront admis par ordre de mérite à contracter, au moment de l'incorporation de la classe, un engagement spécial de trois ans — dit de devancement d'appel — avec la faculté d'être mis en congé après deux années de service, s'ils ont :

1° Obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions de chef de section ;

2° Pris l'engagement d'effectuer tous les trois ans, pendant la durée de leurs obligations militaires, des périodes de quatre semaines dans la réserve et de deux semaines dans la territoriale.

Leur affectation aux divers corps de troupe sera faite par les bureaux de recrutement.

Les engagements pour l'armée de mer sont réglés par les lois spéciales à cette armée.

ART. 51. — Les jeunes gens réunissant les conditions prévues à l'article 50 ci-dessus peuvent contracter, soit pour les troupes métropolitaines, soit pour les troupes coloniales, des engagements de trois, quatre ou cinq ans, sous réserve, toutefois, pour les troupes coloniales, de la restriction imposée par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 50.

En outre, les jeunes gens qui viennent d'être portés sur les tableaux de recensement peuvent, à partir du 15 janvier jusqu'au 1<sup>er</sup> avril de la même année, contracter pour les troupes coloniales un engagement valable jusqu'à la libération de la classe à laquelle ils appartiennent.

Le service militaire compte, pour les engagés, du jour de la signature de l'acte d'engagement. Ils passent dans la réserve à l'expiration de leur service actif et suivent ensuite le sort de la classe incorporée dans l'année de leur engagement.

ART. 52. — En cas de guerre, tout Français ayant accompli le temps de service prescrit pour l'armée active, la réserve de ladite armée et l'armée territoriale est admis à contracter, dans un corps de son choix, un engagement pour la durée de la guerre.

Cette faculté cesse pour les hommes de la réserve de l'armée territoriale lorsque leur classe est rappelée à l'activité.

En cas de guerre continentale, le ministre de la guerre peut être autorisé par décret du Président de la République à accepter comme engagés volontaires pour la durée de la guerre les jeunes gens ayant dix-sept ans; il fixe les conditions suivant lesquelles ces engagements peuvent être reçus.

Le temps ainsi passé sous les drapeaux sera, pour ces engagés, déduit des deux années de service actif.

ART. 53. — Les engagements volontaires sont contractés dans les formes prescrites par les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42 et 44 du code civil, devant les maires des chefs-lieux de canton en France, devant les officiers de l'état civil désignés par décret en Algérie et par les arrêtés des gouverneurs dans les colonies ou résidents généraux dans les pays de protectorat.

Les conditions relatives à la durée de ces engagements sont insérées dans l'acte même.

Les autres conditions sont lues aux contractants avant la signature, et mention en est faite à la fin de l'acte.

Dès qu'il a reçu un engagement, le maire est tenu d'aviser le commandant de recrutement dont relève l'engagé, qui prend les mesures nécessaires pour faire délivrer à celui-ci ou faire notifier à son domicile une feuille de route pour rejoindre son corps.

## CHAPITRE II

### *Des rengagements.*

ART. 54. — Les militaires de toutes armes peuvent, avec le consentement du conseil de régiment, contracter des rengagements d'un an, dix-huit mois, deux ans, deux ans et demi et trois ans. Pour les militaires des troupes coloniales et du régiment de sapeurs-pompiers de Paris non pourvus du grade de sous-officier, ce consentement est remplacé par celui du chef de corps.

Les militaires des troupes coloniales, du régiment de sapeurs-pompiers et les sous-officiers des troupes métropolitaines peuvent, en outre, contracter des rengagements de quatre et cinq ans.



La faculté de contracter un engagement est accordée à tout militaire en activité qui compte au moins une année de service dans les troupes métropolitaines ou six mois dans les troupes coloniales. Ce rengagement date du jour de l'expiration légale du service dans l'armée active. La même faculté est accordée aux militaires libérés qui ont quitté le service depuis moins de deux ans, s'ils désirent entrer dans les troupes métropolitaines; à tous les militaires libérés comptant moins de trente-six ans d'âge, s'ils désirent entrer dans les troupes coloniales. Toutefois, le militaire libéré ne peut contracter qu'un rengagement de deux ans au minimum dans les troupes métropolitaines, de trois ans au minimum dans les troupes coloniales.

Les rengagements sont renouvelables jusqu'à une durée totale de quinze années de service pour les sous-officiers ou anciens sous-officiers de l'armée métropolitaine, les militaires de tous grades de l'armée coloniale et du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, et de cinq années pour les caporaux, brigadiers et soldats des troupes métropolitaines, la durée du dernier rengagement étant calculée en conséquence et pouvant compter des fractions d'année.

Le nombre des rengagements dans chaque corps est fixé par le ministre de la guerre.

ART. 55. — Les simples soldats ne peuvent contracter des engagements d'un an que pour les troupes coloniales, le régiment de sapeurs-pompiers de Paris, les troupes à cheval (artillerie et cavalerie) et un certain nombre de corps des régions frontières désignés chaque année par le ministre. Ils peuvent contracter des rengagements de dix-huit mois, deux ans, deux ans et demi et trois ans, soit pour le corps dans lequel ils servent, soit pour tout autre corps faisant partie des troupes métropolitaines ou coloniales.

Les caporaux et brigadiers ne peuvent contracter de rengagements que pour les corps dans lesquels ils servent ou ont servi, à moins d'avoir quitté le service depuis plus de six mois ou de demander à entrer dans le corps des sapeurs-pompiers de Paris. Dans ces deux derniers cas, ils ne peuvent se rengager que comme soldats.

Les sous-officiers sont également rengagés pour le corps dans lequel ils servent ou ont servi; toutefois, ils peuvent être, sur leur demande, rengagés pour un autre corps dans lequel le nombre des rengagés et des commissionnés n'atteindrait pas le complet réglementaire. Ils conservent leur grade, même s'ils ont quitté le service depuis plus de six mois, sauf le cas où ils se rengagent dans une arme autre que leur arme d'origine ou dans le régiment de sapeurs-pompiers de Paris. Dans ce cas, ils ne peuvent rentrer au service que comme simples soldats.

Le ministre de la guerre peut toujours, dans l'intérêt du service, prononcer d'office le changement de corps d'un militaire rengagé.

ART. 56. — Tout militaire des troupes métropolitaines peut demander son passage dans les troupes coloniales, à condition d'avoir au moins deux ans et trois mois de service à accomplir. S'il est lié au service pour une durée moindre, il peut demander à la porter à deux ans et trois mois pour passer dans les troupes coloniales.

Le militaire gradé des troupes métropolitaines, qui passe dans les

troupes coloniales, ne conserve son grade qu'en cas d'insuffisance du nombre des gradés dans le corps de troupe où il entre.

Ces dispositions sont applicables aux militaires de la légion étrangère naturalisés Français.

Les militaires des troupes coloniales ne sont pas autorisés à demander leur passage aux troupes métropolitaines; toutefois les demandes de permutation entre sous-officiers peuvent être admises dans les conditions déterminées par le ministre.

ART. 57. — Les rengagements sont contractés devant les sous-intendants, les commissaires des troupes coloniales ou, à défaut, devant l'officier qui est leur suppléant légal, dans la forme prescrite par l'article 53 ci-dessus, sur la preuve que le contractant peut rester ou être admis dans le corps pour lequel il se présente.

ART. 58. — Peuvent être maintenus sous les drapeaux en qualité de commissionnés :

1° Les sous-officiers de toutes armes qui ont accompli au moins dix ans de service effectif et qui sont arrivés à l'expiration du rengagement les liant au service ;

2° Les militaires de la gendarmerie, de la justice militaire, du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, les cavaliers de remonte et le personnel employé dans les écoles militaires, ainsi que les caporaux et soldats des troupes coloniales ;

3° Les caporaux ou brigadiers et soldats affectés dans les divers corps et services à certains emplois énumérés aux tableaux H et I.

Les militaires commissionnés sont soumis aux lois et règlements militaires.

Sauf le cas prévu à l'article 67, ils ne peuvent quitter leur emploi sans avoir reçu notification de l'acceptation de leur démission. La décision du ministre de la guerre devra être transmise dans un délai maximum de deux mois, augmenté, hors de France, des délais de distance, à partir de la date de la remise de la démission.

En cas de guerre, les démissions ne sont jamais acceptées.

Les dispositions de l'article 55 relatives aux changements de corps des sous-officiers rengagés sont applicables aux commissionnés.

Tout militaire commissionné pourra être mis à la retraite après vingt-cinq ans de services.

Ceux qui sont affectés aux emplois prévus au tableau H ne pourront être maintenus que jusqu'à l'âge de cinquante ans.

Les militaires de la gendarmerie, les maîtres ouvriers et les militaires qui occupent les emplois prévus au tableau I pourront être maintenus au delà de cette limite, dans les conditions fixées par les règlements constitutifs de l'arme et des services intéressés, sans pouvoir en aucun cas être maintenus au delà de l'âge de soixante ans.

Peuvent être réadmis en qualité de commissionnés, dans les catégories mentionnés aux paragraphes 2° et 3° ci-dessus, les militaires ayant accompli le temps de service exigé dans l'armée active, et rentrés dans leurs foyers depuis moins de trois ans.

Les commissionnés ne peuvent remplir d'autres emplois que ceux prévus aux tableaux H et I ci-dessus visés.



A défaut de commissionnés ces emplois peuvent être occupés par des militaires d'autres catégories.

ART. 59. — Dans les troupes métropolitaines, le nombre des sous-officiers de chaque corps de troupe restés sous les drapeaux au delà de la durée légale du service, en vertu d'une commission, d'un rengagement ou d'un engagement au cours duquel ils sont devenus sous-officiers, est fixé aux trois quarts de l'effectif total des militaires de ce grade.

Le nombre des caporaux et brigadiers dans les mêmes conditions est fixé à la moitié de l'effectif total.

Pour les simples soldats rengagés d'un an, leur nombre dans l'ensemble d'un corps de troupe pourra atteindre, mais non dépasser huit pour cent (8 p. 100) de l'effectif de mobilisation des compagnies du temps de paix dans les troupes à pied et le train des équipages, et quinze pour cent (15 p. 100) de l'effectif de mobilisation des escadrons et batteries du temps de paix dans les troupes à cheval.

Dans le régiment de sapeurs-pompiers de Paris, le nombre des rengagés peut atteindre la totalité de l'effectif.

Les cavaliers et les artilleurs à cheval qui, à la fin de leur deuxième année de service, contracteront un rengagement d'un an dans leur arme sans haute paye seront dispensés des périodes d'appel de la réserve active.

### CHAPITRE III

#### *Avantages assurés aux engagés et rengagés.*

ART. 60. — Les jeunes gens qui contractent un engagement ont le droit de choisir leur arme et leur corps, sous réserve des conditions d'aptitude physique exigées pour cette arme et des autres dispositions portées à l'article 50.

Tout militaire lié au service pour une durée supérieure à la durée légale a droit, à partir du commencement de la troisième année de présence sous les drapeaux, à une haute paye journalière dont le tarif est fixé par le ministre de la guerre pour chaque grade et pour chacune des catégories ci-après :

- 1° Troupes et services de l'armée coloniale;
- 2° Cavalerie et artillerie des divisions de cavalerie;
- 3° Autres troupes et services de l'armée métropolitaine.

Ces hautes payes pourront être augmentées pour certains corps.

Le droit à la haute paye journalière est suspendu pendant le cours des punitions supérieures à huit jours de prison et des punitions de cellule.

ART. 61. — Tout militaire des troupes métropolitaines qui contracte un engagement ou rengagement de manière à porter la durée de son service à quatre ou cinq années, a droit à une prime proportionnelle au temps qu'il s'engage à passer sous les drapeaux en sus des trois premières années.

Le ministre de la guerre fait connaître actuellement, à la date du

1<sup>er</sup> janvier, le tarif de la prime des sous-officiers et celui de la prime des caporaux, brigadiers et soldats. Ces tarifs sont variables suivant les corps.

Les militaires des troupes coloniales, y compris ceux ayant contracté un engagement dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 51, bénéficient de l'allocation de la prime à partir du commencement de leur troisième année de service et jusqu'à la dixième inclusivement.

La prime est acquise à l'engagé du jour où il rejoint son corps, et au rengagé, du jour où son rengagement commence à courir. Toutefois, sur la demande du militaire, elle pourra ne lui être versée immédiatement qu'en partie. Le reliquat, ou, s'il y a lieu, la totalité de la prime, lui sera payé soit par annuités égales, soit en un seul versement au moment où il quitte le service. La partie de la prime constituant le dernier versement est augmentée de l'intérêt simple à deux francs cinquante centimes pour cent (2 fr. 50 0/0).

Si, dans le cours d'un engagement ou rengagement, le militaire qui a bénéficié d'une prime est nommé sous-officier, la différence entre cette prime et celle de sous-officier lui est rappelée pour une part proportionnelle au temps de service qui lui reste à accomplir.

Si, dans le cours d'un engagement ou rengagement, le tarif de la prime vient à être modifié dans un corps, le militaire bénéficie, pour la portion de prime non encore touchée, du tarif nouveau.

Le militaire de l'armée métropolitaine, qui passe dans l'armée coloniale, a droit au rappel de la différence entre la prime dont il avait bénéficié et celle existant dans l'armée coloniale, seulement pour une part proportionnelle au temps qui lui reste à accomplir dans cette dernière.

ART. 62. — Les sous-officiers de toutes armes restant sous les drapeaux au delà de cinq années de service ont droit, à partir du commencement de la sixième année, à une solde spéciale, dont les tarifs sont réglés par décret du Président de la République, et qui est perçue dans les mêmes conditions que celle des officiers.

Cette solde exclut toute autre indemnité ou allocation en nature, sauf les indemnités de marches, de manœuvres, de logement, de résidence et de rassemblement, s'il y a lieu, ainsi que les allocations en nature qui peuvent être attribuées aux troupes en campagne et les allocations réglementaires relatives à l'habillement.

ART. 63. — Les sous-officiers qui ont accompli la durée légale du service et qui sont autorisés à loger en ville, ont droit à une indemnité de logement dont les tarifs sont fixés par le ministre de la guerre, suivant les garnisons.

ART. 64. — Les militaires ayant accompli au moins trois années de service ou une période de séjour aux colonies sont dispensés de l'une des deux périodes d'exercices de la réserve.

ART. 65. — Les militaires de toutes armes qui quittent les drapeaux après quinze ans de service effectif ont droit à une pension proportion-



nelle à la durée de leur service : après vingt-cinq ans de service, ils ont droit à une pension de retraite.

Ceux qui jouiront de ces pensions et qui seront titulaires du grade de sous-officier au moment où ils quitteront le service actif seront pendant cinq ans au moins et, en tout cas, jusqu'à leur libération définitive, à la disposition du ministre de la guerre pour les cadres de la réserve et de l'armée territoriale.

La pension se règle sur le grade et l'emploi dont le militaire est titulaire, s'il en est investi depuis deux années consécutives, et sur le grade ou l'emploi inférieur dans le cas contraire.

Les taux des pensions et des pensions proportionnelles sont décomptés d'après les articles non abrogés de la loi du 11 avril 1831, d'après les lois du 25 juin 1861, du 18 août 1879 et le tarif joint à la loi du 11 juillet 1899.

Les autres conditions sont déterminées par un règlement inséré au *Bulletin des Lois*.

La pension s'ajoute toujours au traitement afférent à l'emploi civil dont le pensionnaire peut être pourvu aux termes des articles ci-après.

Les militaires qui obtiendraient d'être commissionnés après avoir quitté les drapeaux ne pourront réclamer la pension de retraite ou la pension proportionnelle qu'après avoir servi cinq ans en cette nouvelle qualité.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux pensions des militaires de la gendarmerie qui sont régies par des dispositions spéciales.

Les sous-officiers de toutes armes qui, après avoir servi cinq ans au moins comme rengagés, seront réformés avant d'avoir acquis des droits à la pension proportionnelle toucheront, pendant un temps égal à la moitié de la durée de leurs services effectifs, une solde de réforme égale au montant de la pension proportionnelle de leur grade.

Si, en raison de l'origine des blessures ou infirmités qui ont entraîné la réforme, le sous-officier a bénéficié, en outre, d'une gratification de réforme, temporaire ou permanente, le payement de celle-ci sera suspendu aussi longtemps que le titulaire jouira de la solde de réforme.

ART. 66. — Tout militaire engagé ou rengagé qui, étant sous les drapeaux, subit une condamnation, soit à la peine des travaux publics, soit à celle de l'emprisonnement pour une durée de trois mois au moins, est déchu de tous ses droits à la haute paye et à la dispense des périodes d'instruction.

Le militaire qui a encouru la peine des travaux publics est également déchu de ses droits à la pension proportionnelle.

En outre, si la condamnation tombe sous le coup de l'article 5 de la présente loi, il sera dirigé, à l'expiration de sa peine, sur un bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

La même mesure sera prise à l'égard de l'engagé ou du rengagé qui, ayant été, par un seul jugement, déclaré coupable d'un crime ou d'un délit militaire et d'un des crimes et délits spécifiés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas de l'article 5, aura été condamné à la peine des travaux publics par application de l'article 135 du code de justice militaire.

Les dispositions de l'article 5, dernier alinéa, sont applicables aux

militaires dirigés sur les bataillons d'Afrique en exécution du présent article.

Le droit à la haute paye est temporairement suspendu :

1° Pour tout militaire engagé ou rengagé, envoyé par mesure disciplinaire dans une compagnie de discipline, pendant la durée de son séjour dans cette compagnie ;

2° Pour tout rengagé des régiments étrangers, des régiments de tirailleurs algériens et des bataillons d'infanterie légère d'Afrique, envoyé par mesure disciplinaire à la section de discipline de son corps, pendant la durée de son séjour à la dite section.

ART. 67. — L'admission d'office à la retraite proportionnelle ou la révocation des sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats commissionnés sont prononcés par le ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis d'un conseil d'enquête constitué suivant les règlements militaires en vigueur. Cet avis ne peut être modifié qu'en faveur de l'intéressé.

La commission est, en outre, retirée de plein droit lorsque, ayant été délivrée en vertu d'un emploi ou d'un traité déterminé, cet emploi est supprimé ou le traité est résilié ou vient à expiration.

ART. 68. — La rétrogradation ou la cassation des sous-officiers, brigadiers ou caporaux rengagés est prononcée par le ministre ou par le général commandant le corps d'armée, délégué, d'après l'avis du conseil d'enquête constitué suivant les règlements actuellement en vigueur pour les sous-officiers. Cet avis ne peut être modifié qu'en faveur de l'intéressé.

#### CHAPITRE IV

##### *Des emplois réservés aux engagés et rengagés.*

ART. 69. — Les emplois désignés au tableau E, annexé à la présente loi, sont réservés, dans les proportions indiquées audit tableau, aux sous-officiers de toutes armes qui ont accompli au moins dix ans de service et qui ont obtenu, en raison de leur manière de servir, l'avis favorable du conseil de régiment, ainsi qu'un certificat d'aptitude professionnelle.

Les emplois désignés au tableau F, également annexé à la présente loi, sont réservés, dans les mêmes conditions, aux sous-officiers, brigadiers et caporaux de toutes armes qui ont accompli au moins quatre ans de service. Un certain nombre des emplois de ce dernier tableau sont réservés aux militaires de tous grades de l'armée coloniale ayant accompli quinze années de service, dont dix au moins dans l'armée coloniale ; ces militaires ont également droit aux emplois du même tableau.

Les emplois désignés au tableau G, également annexé à la présente loi, sont réservés dans les mêmes conditions aux simples soldats de toutes armes ayant accompli au moins quatre ans de service.

Les militaires et les marins engagés et rengagés pourront être admis à prendre du service dans la garde républicaine et dans la gendarmerie ;



ils devront justifier des aptitudes physiques requises, avoir accompli quatre ans de service actif et être âgés de vingt-cinq ans révolus.

Toutefois, pourront être admis dans les mêmes corps, en qualité d'élèves gardes ou d'élèves gendarmes, les militaires et les marins engagés et rengagés qui, n'ayant pas atteint l'âge de vingt-cinq ans, ont accompli quatre ans de service actif.

Un règlement d'administration publique répartit les emplois de chaque tableau en catégories et détermine le mode d'obtention du certificat d'aptitude professionnelle pour chacune de ces catégories.

ART. 70. — Le classement des candidats aux emplois est opéré par une commission nommée par décret du Président de la République, sur le rapport du ministre de la guerre, et composée :

D'un général de division, président ;

De trois directeurs d'armes du ministère de la guerre et du directeur des troupes coloniales ;

D'un maître des requêtes au conseil d'Etat ;

D'un fonctionnaire du corps de contrôle de l'administration de l'armée ;

D'un délégué de chacun des ministères autres que celui de la guerre et d'un délégué du sous-secrétariat des postes et télégraphes ;

D'un fonctionnaire civil de l'administration centrale de la guerre, secrétaire.

Les compagnies ou administrations étrangères à l'Etat qui consentent à attribuer des emplois aux anciens militaires sont représentées respectivement dans la commission par le délégué du ministère qui se trouve plus spécialement en relation avec elles.

Le secrétaire de la commission est chargé, sous l'autorité du général président, de la centralisation de tous les renseignements et dossiers concernant les candidats, de l'examen des améliorations à apporter dans la collation des emplois, des mesures à prendre pour assurer l'application de la loi, enfin de l'étude des propositions à adresser au ministre de la guerre en vue des modifications à introduire dans les tableaux E, F et G par suite de créations ou de transformations d'emplois. Ces dernières modifications devront faire l'objet de règlements d'administration publique rendus sur la proposition du ministre de la guerre.

Les modifications à l'organisation administrative entraînant des suppressions d'emplois, des changements dans leur dénomination ou dans leur répartition par classes, doivent être notifiées à la commission de classement par l'administration intéressée.

ART. 71. — Aucune entreprise industrielle ou commerciale ne pourra, à l'avenir, obtenir un monopole ou une subvention de l'Etat, du département ou de la commune, qu'à la condition de réserver aux anciens militaires remplissant les conditions prévues à l'article 69 un certain nombre d'emplois à déterminer par le cahier des charges.

ART. 72. — Les divers départements ministériels ou administrations desquels dépendent les emplois mentionnés aux tableaux E, F et G adressent, dans le courant de décembre de chaque année, au ministre

de la guerre, un état de prévision du nombre des emplois de chaque espèce dont la vacance est à prévoir dans le cours de l'année suivante.

Cet état de prévision est notifié à tous les corps de troupe et porté à la connaissance des candidats par les chefs de corps.

Au commencement de chaque trimestre, les chefs de corps adressent au ministre de la guerre les dossiers de demandes des candidats dont le temps de service expire dans le trimestre qui s'ouvrira trois mois plus tard.

Les candidats peuvent demander plusieurs emplois en indiquant leur ordre de préférence.

Les militaires à qui sont ouverts les emplois du tableau E ont la faculté de concourir pour les emplois des tableaux F et G; ceux à qui sont ouverts les emplois du tableau F ont la faculté de concourir pour les emplois du tableau G.

La commission se réunit dans le cours du trimestre et opère dans chaque catégorie le classement des candidats par ordre de mérite et en tenant compte de la durée des services effectifs sans que toutefois ceux-ci puissent être comptés pour plus de quinze années: les emplois sont ensuite attribués suivant ce classement et suivant l'ordre de préférence de chacun des candidats. Chacun d'eux n'est désigné que pour un seul emploi. Notification du classement établi et de l'attribution des emplois est adressée aux corps de troupe.

Les tableaux de classement sont publiés au *Journal officiel*.

Si les demandes de certains candidats n'ont pu recevoir satisfaction il sont avisés d'avoir à attendre le classement trimestriel suivant ou d'accepter l'un des emplois qui pourront leur être offerts faute de ceux qu'ils avaient demandés.

ART. 73. — Les nominations doivent être faites dans l'ordre du classement adopté par la commission et transmis par elle aux ministères et administrations intéressées. Elles sont insérées, quelle que soit l'autorité dont elles émanent, au *Journal officiel*. Pour les emplois, dont les militaires ne peuvent bénéficier que dans une certaine proportion, le libellé de la nomination doit faire ressortir qu'elle est conférée au titre militaire ou au titre civil suivant un tour régulièrement fixé.

Lorsqu'une vacance ne peut être imputée au tour appartenant aux militaires, faute de candidat classé dans cette catégorie, la vacance est dévolue à un candidat civil et la cause en est mentionnée à la suite de la nomination.

Toute nomination non insérée au *Journal officiel* est nulle et non avenue, sans que cette nullité puisse être opposée aux tiers.

Le premier paiement pour les traitements afférents aux emplois prévus aux tableaux E, F et G, quelle que soit l'origine des titulaires, ne pourra avoir lieu sans que le mandat fasse mention du numéro du *Journal officiel* dans lequel la nomination a été publiée.

Les administrations étrangères à l'Etat adressent au secrétariat de la commission le compte rendu des nominations qu'elles ont faites au fur et à mesure qu'elles se produisent.

Les militaires régulièrement inscrits sur les listes de classement peuvent porter devant le conseil d'Etat statuant au contentieux leurs réclamations contre les décisions des autorités compétentes qui auront nommé des titulaires à des emplois sans tenir compte de leur ordre de



classement ou de la proportion exclusivement attribuée aux candidats militaires.

Ces pourvois sont dispensés de l'intervention d'un avocat au conseil d'Etat.

ART. 74. — Les nominations aux emplois ne peuvent avoir lieu plus de trois mois avant l'expiration légale du temps de service du candidat.

En cas d'insuffisance d'emplois, les candidats sont autorisés à attendre au corps leur nomination à l'emploi qu'ils ont sollicité ou accepté : pendant deux ans, s'il s'agit d'un emploi du tableau E ; pendant un an, s'il s'agit d'un emploi du tableau F ou du tableau G. Dans ce cas, ils sont assimilés aux commissionnés, continuent à faire leur service et ne sont pas remplacés dans leur grade ou emploi militaire.

ART. 75. — Les militaires remplissant les conditions pour obtenir les emplois civils et qui ont quitté le service sans les avoir sollicités peuvent néanmoins, dans les cinq années qui suivent leur libération, adresser une demande d'emploi par l'intermédiaire de la gendarmerie. Le général commandant la subdivision de leur domicile établit alors leur dossier et les convoque, s'il y a lieu, pour subir les examens professionnels.

Les militaires réformés ou retraités par suite de blessures ou infirmités contractées au service peuvent profiter des dispositions de l'article 69 quel que soit le temps passé par eux au service, s'ils remplissent les conditions d'âge et d'aptitude fixées pour l'emploi qu'ils sollicitent.

Les anciens militaires qui se sont démis volontairement d'un des emplois prévus aux tableaux E, F et G ne peuvent plus concourir au titre militaire pour un emploi réservé.

ART. 76. — Chaque année, le président de la commission adresse au ministre de la guerre un compte rendu de ses opérations faisant connaître également le nombre de nominations effectuées dans les différents emplois. Ce compte rendu est inséré au *Journal officiel* et annexé au compte rendu des opérations du recrutement adressé chaque année par le ministre de la guerre aux deux Chambres, en exécution de l'article 95 de la présente loi.

ART. 77. — Les sous-officiers des troupes coloniales qui se retirent après huit ans de service dans ces troupes, et les caporaux, brigadiers ou soldats de ces mêmes troupes qui se retirent après quinze ans de service, dont dix dans l'armée coloniale, peuvent, s'ils sont mariés ou veufs avec enfants et s'ils en font la demande, recevoir, dans l'année qui suit leur libération, un titre de concession sur les terres disponibles en Algérie et dans les colonies. Cette concession leur sera accordée dans les mêmes conditions que celles qui sont faites aux autres colons.

ART. 78. — Un tableau faisant connaître les divers avantages réservés aux militaires engagés et rengagés, les principaux emplois offerts aux militaires remplissant les conditions énumérées à l'article 69 et les

tarifs annuels des primes et hautes payes des différents corps de troupe est adressé, au commencement de chaque année, aux mairies de toutes les communes, aux bureaux de recrutement et aux chefs de corps. Ce tableau reste affiché dans un endroit apparent jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le tableau de l'année suivante.

En outre, des tableaux détaillés des emplois portés aux tableaux E, F et G sont envoyés par le secrétariat de la commission à tous les maires et à tous les corps de troupe. Ces tableaux indiquent, pour chaque nature d'emploi, le traitement fixe, les indemnités ou accessoires, les conditions d'admissibilité, ainsi que les moyennes présumées des vacances annuelles. Ils doivent être mis à la disposition des personnes désirant les consulter.

## TITRE V

### Dispositions pénales.

ART. 79. — Toutes fraudes ou manœuvres par suite desquelles un jeune homme a été omis sur les tableaux de recensement sont déférées aux tribunaux ordinaires et punies d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont déférés aux mêmes tribunaux et punis de la même peine :

1° Les jeunes gens appelés qui, par suite d'un concert frauduleux, se sont abstenus de comparaître devant le conseil de revision ;

2° Les jeunes gens qui, à l'aide de fraudes ou manœuvres, se font exempter par un conseil de revision, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Si le jeune homme omis a été condamné comme auteur ou complice de fraudes ou manœuvres, les dispositions des articles 15 et 16 de la présente loi lui sont appliquées.

Le jeune homme indûment exempté est rétabli en tête de la première partie de la classe appelée, après qu'il a été reconnu que l'exemption avait été indûment accordée.

ART. 80. — Tout homme prévenu de s'être rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, est déféré aux tribunaux, soit sur la demande des conseils de revision, soit d'office. S'il est reconnu coupable, il est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Sont également déférés aux tribunaux et punis de la même peine les jeunes gens qui, dans l'intervalle de la clôture de la liste cantonale à leur mise en activité, se sont rendus coupables du même délit.

A l'expiration de leur peine, les uns et les autres sont mis à la disposition du ministre de la guerre pour tout le temps du service militaire qu'ils doivent à l'Etat et sont envoyés dans une compagnie de discipline.

Les complices sont punis de la peine prévue aux alinéas 1 et 2 du présent article et, s'ils n'ont pas encore terminé la durée légale de leur service actif sous les drapeaux les dispositions du troisième alinéa leur sont applicables.



Si les complices sont des médecins, des officiers de santé ou des pharmaciens, la durée de l'emprisonnement est pour eux de deux mois à deux ans, indépendamment d'une amende de deux cents francs (200 fr.) à mille francs (1,000 fr.) qui peut être aussi prononcée et sans préjudice de peines plus graves, dans les cas prévus par le code pénal.

ART. 81. — Les médecins militaires ou civils qui, appelés au conseil de revision à l'effet de donner leur avis, conformément aux articles 16, 17, 18 et 19 de la présente loi, ont reçu des dons ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, sont punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, sans préjudice des peines plus graves prononcées par l'article 262 du code de justice militaire, quand il s'agit de médecins militaires ayant commis le délit prévu par ledit article.

Cette peine leur est appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses ils aient déjà été désignés pour assister au conseil de revision, soit que les dons ou promesses aient été agréés en prévision des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une exemption justement prononcée.

Ceux qui leur ont fait des dons ou promesses sont punis de la même peine.

ART. 82. — Tout fonctionnaire ou officier public, civil ou militaire qui, sous quelque prétexte que ce soit, a autorisé ou admis des exclusions ou exemptions autres que celles déterminées par la présente loi, ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque soit à la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité et puni des peines portées dans l'article 183 du code pénal, sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce code dans les autres cas qu'il a prévus et des peines prononcées par l'article 261 du code de justice militaire, quand il s'agit de militaires coupables d'un des crimes prévus par ledit article.

ART. 83. — Tout jeune soldat appelé, ou tout autre militaire dans ses foyers, rappelé à l'activité, à qui un ordre de route a été régulièrement notifié et qui, hors le cas de force majeure, n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre est, après un délai de trente jours en temps de paix, considéré comme insoumis et puni des peines portées par l'article 230 du code de justice militaire.

Est également considéré comme insoumis tout engagé volontaire et tout militaire ayant contracté un rengagement après renvoi dans ses foyers, qui, hors le cas de force majeure, n'est pas arrivé à sa destination en temps de paix, dans les trente jours qui suivent le jour fixé par sa feuille de route.

La notification de l'ordre de route est faite, pour les appelés, au domicile et, en cas d'absence, au maire de la commune dans laquelle l'appelé a été porté sur la liste de recensement.

Pour les militaires rappelés, la notification est faite à la résidence déclarée et, en cas d'absence, au maire du domicile.

Le délai d'insoumission est porté en temps de paix : à deux mois pour les hommes affectés à des corps de l'intérieur, qui demeurent en Algérie, en Tunisie ou hors de France en Europe, et pour les hommes affectés à des corps d'Algérie demeurant en Tunisie ou en Europe ; à six mois pour les hommes demeurant dans tout autre pays.

Si l'insoumis appartient à un corps mobilisé ou faisant partie de troupes d'opérations, ou si son corps est stationné sur un territoire compris dans la zone des armées, les délais fixés par les paragraphes 1 et 2 sont réduits à deux jours et ceux fixés par le paragraphe 5 sont réduits de moitié. Dans ce cas, les noms des insoumis sont affichés, pendant toute la durée de la mobilisation ou des opérations, dans toutes les communes du canton de leur domicile ; les insoumis qui sont condamnés sont, à l'expiration de leur peine, envoyés dans une compagnie de discipline.

Le temps pendant lequel les hommes visés par le présent article auront été insoumis ne comptera pas dans les années de service exigées.

**ART. 84. —** Quiconque est reconnu coupable d'avoir sciemment recélé ou pris à son service un homme recherché pour insoumission ou d'avoir favorisé son évasion est puni d'un emprisonnement qui ne peut excéder six mois. Selon les circonstances, la peine peut être réduite à une amende de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

La même peine est prononcée contre ceux qui, par des manœuvres coupables, ont empêché ou retardé le départ des jeunes soldats.

Si le délit a été commis à l'aide d'un attroupement, la peine sera double.

Si le délinquant est fonctionnaire public, employé du Gouvernement ou ministre d'un culte salarié par l'État, la peine peut être portée jusqu'à deux années d'emprisonnement, et il est, en outre, condamné à une amende qui ne pourra excéder deux mille francs (2,000 fr.).

Sont exceptées des dispositions pénales prévues par le présent article les personnes désignées dans le dernier paragraphe de l'article 248 du code pénal.

**ART. 85. —** En temps de paix, les militaires ont congé dans leurs foyers en attendant leur passage dans la réserve de l'armée active, les hommes de la réserve de l'armée active et ceux de l'armée territoriale et de la réserve de cette armée qui, étant rappelés à l'activité en vertu de la loi par voie d'affiches ou par ordres d'appel individuels, ne seront pas, hors le cas de force majeure, rendus le jour fixé au lieu indiqué par les affiches ou ordres d'appel, ou qui, étant convoqués d'urgence et sans délai, auront excédé le temps strictement nécessaire pour se rendre à leur destination, seront passibles d'une amende disciplinaire.

Si, sur notification d'un ordre de route individuel leur réitérant l'ordre de rejoindre, les hommes désignés au paragraphe précédent ne se présentent pas à leur destination dans les quinze jours suivant le jour fixé par cet ordre, ils seront considérés comme insoumis et passibles des pénalités de l'insoumission.



Lorsqu'ils appartiennent à un corps mobilisé ou faisant partie de troupes d'opérations, ou lorsque leur corps est stationné sur un territoire compris dans la zone des armées, les militaires, rappelés autrement que par voie de mobilisation au moyen d'affiches ou de publications sur la voie publique, sont déclarés insoumis si, sur notification directe d'un ordre de route, ils ne se rendent pas à leur destination dans les deux jours suivant le jour fixé par cet ordre.

En cas de mobilisation, les militaires rappelés sont déclarés insoumis si, hors le cas de force majeure, ils ne se sont pas conformés aux mesures prescrites par l'ordre de route contenu dans leur livret pour assurer leur arrivée à destination.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les hommes se trouvant dans le cas prévu à l'article 46 de la présente loi ne seront, en cas de mobilisation ou de rappel de leur classe par décret, déclarés insoumis que s'ils ont excédé de quinze jours en temps de paix, ou de deux jours dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, les délais strictement nécessaires pour se rendre, par les voies les plus rapides, directement de leur résidence à la destination qui leur est assignée.

Les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 83 sont applicables aux hommes visés par le présent article.

Tout homme qui n'a pas rejoint au jour indiqué pour des manœuvres ou exercices peut être astreint par l'autorité militaire à faire ou à compléter dans un corps de troupe le temps de service pour lequel il était appelé.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables, en temps de paix, aux hommes de la réserve de l'armée territoriale convoqués pour assister à des revues; ces hommes ne sont, en cas de retard ou manquement à ces revues, passibles que de punitions disciplinaires.

Sont également passibles de peines disciplinaires les hommes des différentes catégories de réserve ayant contrevenu aux obligations qui leur sont imposées par les articles 31 et 43 de la présente loi.

Les punitions disciplinaires infligées aux hommes des réserves dans leurs foyers ne peuvent pas excéder huit jours de prison; ce maximum est réduit à quatre jours pour les hommes appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée.

L'autorité militaire assure l'exécution de ces punitions dans les locaux disciplinaires des corps les plus rapprochés.

ART. 86. — Les hommes liés au service dans les conditions mentionnées à l'article 27 ci-dessus, qui n'ont pas fait les déclarations prescrites audit article, sont déférés aux tribunaux ordinaires et punis d'une amende de dix francs (10 fr.) à deux cents francs (200 fr.). Ils peuvent, en outre, être condamnés à un emprisonnement de quinze jour à trois mois.

En temps de guerre, la peine est double.

ART. 87. — Les peines prononcées par les articles 81, 82 et 84 de la présente loi sont applicables aux tentatives des délits prévus par ces articles.

ART. 88. — Pour toutes les peines prononcées par la présente loi, les juges peuvent, en temps de paix, accorder des circonstances atté-



nuantes : l'application est faite, pour les condamnés n'appartenant pas à l'armée, conformément à l'article 463 du code pénal, et pour les condamnés militaires ou assimilés aux militaires, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1901.

## TITRE VI

### Recrutement en Algérie et aux colonies.

ART. 89. — Les dispositions de la présente loi sont applicables en Algérie et en Tunisie. Elles le sont également dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.

ART. 90. — Elles sont également applicables dans les autres colonies et pays de protectorat sous les réserves suivantes :

En dehors d'exceptions motivées et dont il sera fait mention dans le compte rendu prévu par l'article 93 ci-après, les Français et naturalisés Français résidant dans l'une de ces colonies ou pays de protectorat sont incorporés dans les corps les plus voisins et, après une année de présence effective sous les drapeaux, au maximum, ils sont envoyés en congé s'ils ont satisfait aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre.

S'il ne se trouve pas de corps stationnés dans un rayon fixé par arrêté ministériel, ces jeunes gens sont dispensés de la présence effective sous les drapeaux. Dans le cas où cette situation viendrait à se modifier avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans révolus, ils seraient appelés dans le corps de troupe le plus voisin, pour y recevoir l'instruction militaire pendant un laps de temps qui ne pourrait dépasser une année.

En cas de mobilisation générale, les hommes valides qui ont terminé leurs vingt-cinq ans de service sont réincorporés avec la réserve de l'armée territoriale, sans cependant pouvoir être appelés à servir hors du territoire de la colonie où ils résident.

Si un Français ou naturalisé Français ayant bénéficié des dispositions du paragraphe 2 du présent article transportait son établissement en France avant l'âge de trente ans accomplis, il devrait compléter, dans un corps de la métropole, le temps de service dans l'armée active prescrit par l'article 32 de la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenu sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans.

ART. 91. — Les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement de la métropole, résidant dans une colonie ou un pays de protectorat où il n'y aurait pas de troupes françaises stationnées, pourront, sur l'avis conforme du gouverneur ou du résident, bénéficier des dispositions contenues dans les paragraphes 3 et suivants de l'article précédent.

La même disposition s'applique aux jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement d'une colonie autre que celle où ils résident.

ART. 92. — Les conditions spéciales de recrutement des corps étrangers et indigènes sont réglées par décret, jusqu'à ce qu'une loi spéciale ait déterminé les conditions du service militaire des indigènes.



## TITRE VII

**Dispositions particulières.**

ART. 93. — L'article 5 ne s'applique pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891.

Les conditions prescrites à l'alinéa 3<sup>o</sup> du paragraphe 2 de l'article 50 ne sont pas exigées des hommes ayant bénéficié de la loi du 26 mars 1891 qui contracteront des engagements volontaires de trois, quatre ou cinq ans.

En cas d'inconduite grave durant leur présence sous les drapeaux, ces hommes pourront, sur la proposition de leur chef de corps et par décision ministérielle, être envoyés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique ou, en temps de paix, à des compagnies spécialement désignées pour accomplir leurs périodes d'exercices.

Les inscrits visés au paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 24 décembre 1896 sont soumis aux dispositions du présent article et peuvent également, en cas d'inconduite grave, recevoir, par décision ministérielle, une destination disciplinaire dans les mêmes conditions que les hommes du recrutement.

ART. 94. — Une loi spéciale déterminera :

1<sup>o</sup> Les mesures à prendre pour rendre uniforme, dans tous les lycées et établissements d'enseignement, l'application de la loi du 27 janvier 1880, imposant l'obligation des exercices;

2<sup>o</sup> L'organisation de l'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept à vingt ans et le mode de désignation des instructeurs.

ART. 95. — Chaque année, avant le 30 juin, il sera rendu compte aux Chambres, par le ministre de la guerre, de l'exécution des dispositions contenues dans la présente loi pendant l'année précédente.

## TITRE VIII

**Dispositions transitoires.**

ART. 96. — La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation.

Toutefois, la disposition de l'article 33, relative à l'incorporation de la classe le 1<sup>er</sup> octobre, sera immédiatement appliquée.

Il en sera de même des dispositions du titre IV relatives aux engagements, rengagements et commissions, sauf en ce qui concerne les engagements de trois ans qui, jusqu'à la mise en vigueur de la présente loi, resteront soumis au régime de la loi du 15 juillet 1889.

ART. 97. — Pourra être envoyé en congé, si les besoins du service le permettent, après deux ans de présence sous les drapeaux, tout ou partie de la première classe incorporée après la promulgation de la présente loi.

Mention spéciale des décisions prises sera faite dans le compte rendu prescrit par l'article 95 ci-dessus.



ART. 98. — Les sous-officiers de la classe visée à l'article précédent, qui seraient maintenus sous les drapeaux jusqu'à l'expiration de leur troisième année de service, recevront la même haute paye que les sous-officiers rengagés et auront droit de concourir pour les emplois civils visés par l'article 69 ci-dessus.

ART. 99. — Les jeunes gens qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, auront été ajournés conformément à l'article 27 de la loi du 15 juillet 1889, ou dispensés conditionnellement du service actif après un an de présence sous les drapeaux, conformément aux articles 21, 22, 23 et 50 de la même loi, ainsi que les engagés volontaires visés à l'avant-dernier paragraphe de l'article 59 de la même loi, conserveront la situation qui leur est faite par ladite loi au point de vue des obligations du service militaire dans l'armée active.

ART. 100. — La présente loi est applicable aux hommes appelés en vertu des lois antérieures, libérés ou non du service militaire, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quarante-cinq ans.

ART. 101. — Dès la mise en vigueur de la présente loi, seront abrogés : la loi du 18 mars 1889 ; la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, sauf les dispositions concernant les engagements et rengagements dans l'armée de mer ; la loi du 26 juin 1890 ; les lois des 2 février 1891 et 11 juillet 1892 ; l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1892 ; les lois des 11 novembre et 26 décembre 1892, du 30 juillet 1893, du 14 août 1893 ; l'article 2 de la loi du 13 juillet 1894 ; les lois du 13 juillet 1895, du 1<sup>er</sup> août 1895, portant application du service militaire à l'île de la Réunion ; les articles 1<sup>er</sup> et 4 de la loi du 6 février 1897 ; les lois du 24 mars 1897, du 1<sup>er</sup> mai 1897, du 23 juillet 1897, du 26 mars 1898, du 1<sup>er</sup> avril 1898 ; l'article 4 de la loi de finances du 13 avril 1898 ; les lois du 5 avril 1900, du 23 février 1901, du 2 avril 1901, du 9 juillet 1901, et du 7 avril 1902, modifiant divers articles de la loi du 15 juillet 1889, ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Demeureront abrogées les lois visées par l'article 94 de la loi du 15 juillet 1889.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 21 mars 1905.

ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le ministre de la guerre,*

MAURICE BERTEAUX.

---